

Supplément « Sans visa » Le Monde

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14811 - 6 F -

SAMEDI 18 JANVIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

Le défi sanglant de l'ETA

A sa manière - sanglante - l'organisation séparatiste basque ETA s'apprête à relever le « défi » de l'année qui s'ouvre pour l'Espagne. En 1992, Madrid sera la capitale culturelle de l'Europe. Barcelone accueillera en juillet et en août les Jeux olympiques et l'Espagne célébrera le cinquantième anniversaire de l'année 1492, qui vit à la fois le début de l'épopée américaine de Christophe Colomb, l'achèvement de la Reconquista - la victoire définitive de l'Espagne catholique sur l'Espagne musulmane - mais aussi l'expulsion des Juifs du royaume. Sans oublier l'Exposition universelle qui se tiendra à Séville du printemps à l'automne.

La tactique de l'ETA, pour être criminelle, s'explique : l'occasion lui semble rêvée, alors que les feux de l'actualité seront largement braqués sur le pays, d'accentuer ses pressions sur le gouvernement espagnol, déjà en proie à d'autres soucis, avec une conjoncture économique et sociale difficile et une atmosphère de scandales auquel n'échappe pas le PSOE au pouvoir.

L'OBJECTIF de l'ETA reste clair : obtenir que M. Felipe Gonzalez entame, sous une forme ou une autre, des négociations qui garantiraient la paix civile à l'occasion de tous ces événements importants, négociations que le gouvernement excite car il refuse de renouer, sous la pression terroriste, aux tentatives de dialogue ébauchées il y a plusieurs années.

L'ETA redouble donc d'« activité » : cinq personnes, dont trois militaires, un policier et un ancien ministre ont été tués depuis le début de l'année, et deux bombes ont été détonnées dans le sud du pays, jeudi 18 janvier. Séville, Jerez de la Frontera, en Andalousie, Barcelone, dans l'est : de façon probablement délibérée, l'ETA a frappé bien au-delà du pays basque, pour montrer qu'elle est capable d'agir partout, et notamment dans les centres névralgiques de l'année 1992.

SUR un point, néanmoins, l'ETA a apparemment modifié sa stratégie : les attentats sont désormais ciblés, et plus « propres », assassinats à l'arme à feu - ce que les autorités appellent opérations « tirs dans la dose » - et non plus voitures piégées qui tuent et mutilent de façon aveugle. En mai 1991, à Vic, en Catalogne, trois fillettes avaient été tuées. Le 17 octobre, à Madrid, après plusieurs attentats, la presse avait publié les photos d'une enfant ensanglantée, les jambes déchiquetées. Depuis, Irène, cette enfant mutilée, est devenue le symbole des victimes innocentes du terrorisme. L'organisation indépendantiste semble en avoir tiré les leçons.

L'enjeu des prochains mois est majeur : pour l'ETA, il s'agit de faire monter la tension en faisant la preuve que les coups que le gouvernement lui porte ne l'ont pas affaiblie. Pour le pouvoir, il s'agit de « tordre » en évitant le pire - des attentats sur les sites de Barcelone et de Séville - tout en pariant sur une marginalisation accrue des derniers « desperados ». L'intérêt de l'Espagne est évidemment que le gouvernement gagne, au moindre prix, cette sinistre course contre la mort.

Lire page 22 l'article de MICHEL BOLE-RICHARD

M0147 - 0118 0 - 6.00 F



Selon un rapport d'observateurs internationaux

L'armée fédérale a commis des atrocités en Croatie

L'armée fédérale et les milices serbes se sont livrées à des atrocités contre des populations civiles de Croatie, selon le rapport établi par une équipe internationale d'observateurs et qui porte sur les quatre derniers mois de l'année 1991. Selon les inscriptions qui ont filtré jeudi 16 janvier à propos de ce rapport, en principe confidentiel, il s'est agi d'une campagne systématique visant à vider certaines zones de leur population d'origine croate.

L'Europe reconnaît la Croatie



Lire page 4 les articles de FLORENCE HARTMANN et de HENRI PIERRE

La défection de deux partis de la coalition

Israël s'achemine vers des élections anticipées

Deux partis d'extrême droite ayant décidé de quitter la coalition gouvernementale - qui, de ce fait, ne dispose plus de la majorité à la Knesset, - M. Itzhak Shamir semble n'avoir plus d'autre choix que de provoquer des élections anticipées, peut-être à la fin du printemps. Cette décision aura pour effet de retarder davantage le processus de paix. Molelet et Tebiya, les deux formations qui viennent de faire défection, craignent qu'Israël ne soit contraint à des concessions excessives.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La décision n'est pas officielle, la date exacte n'est pas fixée, les « consultations politiques » entreprises par le premier ministre, M. Itzhak Shamir, se poursuivent toujours à la veille du week-end, mais, comme la télévision nationale l'a annoncé jeudi soir sans ambiguë, chaque israélien en est maintenant convaincu : le pays s'achemine vers des élections générales anticipées de quelques mois, c'est-à-dire, d'après certaines inscriptions, que la consultation pourrait se dérouler en juin et non à l'échéance normale de novembre.

Le parti d'extrême droite Molelet (« Patrie ») ayant, comme prévu, décidé jeudi soir - comme la formation de Tebiya, la veille - de quitter lui aussi la coalition gouvernementale (qui désormais ne compte plus que cinquante-neuf députés sur les cent vingt que compte la Knesset), le premier

ministre aurait choisi de chercher à s'entendre avec l'opposition travailliste et à déterminer avec elle une date acceptable pour les élections générales. Une fois l'accord obtenu, la coutume - Israël a déjà connu cinq consultations électorales anticipées - veut qu'un projet de loi portant dissolution de l'Assemblée soit présenté à la Knesset. Officiellement, le « Labour » de M. Shimon Pérès a, pour l'instant, rejeté cette possibilité et annoncé le dépôt d'une motion de censure pour la semaine prochaine. Mais d'ici là des consultations discrètes vont évidemment se multiplier.

Le Molelet (Patrie), un mini-parti d'ultras, prônait notamment le transfert en masse de tous les Palestiniens vers des pays arabes, puis l'annexion pure et simple des territoires occupés.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 6 et nos informations sur les négociations Israël-arabes page 22

L'envol de Sainte-Colombe

L'identité du maître de Marin Marais dévoilée : Augustin Dauterout était un musicien de Lyon

Depuis la récente parution du roman de Pascal Quignard, *Tous les matins du monde*, et la sortie du film qu'il a inspiré à Alain Corneau, M. de Sainte-Colombe est remonté au Par-nasse des musiciens français où le critique Evard Tiron du Tillet (1677-1712) l'avait depuis longtemps placé. Cette double circonstance nous offre l'occasion de lever un coin de l'anonymat dans lequel ce violoniste de génie s'est volontairement (?) maintenu. A ce jour, que sait-on en effet de Sainte-Colombe ? Deux citations nous ont conservé son nom. Le *Mercurius gallicus* (février 1678), le premier, relève son honorable présence à une représentation privée d'Acis et Galatée de Marc-Antoine Charpentier.

PIERRE GUILLOT

Lire la suite page 13

► Pierre Guillot est professeur à la Sorbonne (Paris IV) et organise de la collégiale Notre-Dame à Bourg-en-Bresse.

Russie pauvre, Russie chère

Les Moscovites supportent avec fatalisme la libération des prix... et la pénurie

MOSCOU

de nos envoyés spéciaux

« Pas plus qu'il n'y avait hier de viande à 7 roubles le kilo, il n'y en a aujourd'hui à 77 roubles. » La *Komsomolskaïa Pravda* résume ainsi la situation à Moscou deux semaines après la libération des prix décrétée par le gouvernement de M. Boris Eltsine.

S'il y a en effet toujours aussi peu de produits dans les magasins, les prix, eux, ont commencé à s'envoler. Inflation et pénurie fournissent un thème inépuisable de discussion, surtout pour ceux

qui passent plusieurs heures par jour dans d'interminables queues se formant devant les étalages.

Ainsi, ce jour-là, devant le *Gastronom* (ça ne s'invente pas !), bien avant l'ouverture des portes, ils sont déjà plusieurs centaines à battre la semelle alors qu'il fait plusieurs degrés au-dessous de zéro. Un arrivage de lait est en effet annoncé : « Inespéré, dit un homme très distingué dans son manteau noir. Hier j'ai parcouru toute la ville pour en trouver. »

JOSÉ-ALAIN FRALON et MARIE JÉGO

Lire la suite page 5

La politique et l'argent : toujours plus !

Au-delà de l'attitude spectaculaire de certains juges, les socialistes payent au prix fort l'addition d'une décennie dominée par l'idéologie de l'argent

par Jean-Marie Colombani

« Racketteurs, gangsters, concussionnaires » : comme il était prévisible, M. Le Pen n'a pas tardé à traduire, pour le plus grand nombre, le message que la perquisition opérée au siège du PS visait à dénoncer. Qu'un responsable politique puisse ainsi utiliser le langage de ceux qui, dans les années 30, voulaient abattre la République, montre bien l'étendue des dégâts.

Le résultat le plus clair de cette opération judiciaire est en effet qu'un parti est désormais montré du doigt à l'opinion et

désigné comme un repaire de malfaiteurs. Non que les partis doivent être considérés comme des sanctuaires. Mais il est trop évident que dans cette affaire le ou les juges cherchent à obtenir une sanction politique : l'affaire Urba, qui a motivé le déplacement de justice rue de Solferino, est en effet connue ; il n'est pas un détail des mécanismes de financement occultes du PS qui n'ait été mis sur la place publique ; dès lors, chaque juge d'instruction - qui est, comme chacun sait, l'homme le plus puissant de France - peut aujourd'hui feindre de redécouvrir, à partir de tel ou tel réseau local, l'affaire Urba, et remonter

inévitablement jusqu'au siège du PS. Cette sanction politique est sans doute recherchée avec d'autant plus d'ardeur que le rapport des forces dans le pays et l'état de l'opinion garantissent aux juges un succès sans risque, à moins que ce type d'action ne permette à certains de se distinguer à l'attention du futur nouveau pouvoir.

Il est non moins évident que les dirigeants actuels sont face à la révolte d'un corps de l'Etat qui s'apparente plus à une fronde, qu'à un succédané du combat gauche-droite.

Lire la suite page 9

Riposte des partis en Algérie

Le FLN, le FIS et le FFS tentent une alliance
Lire page 3 l'article de GEORGES MARION

M. Bérégovoy au Japon

Le ministre de l'économie a demandé à Tokyo d'accorder aux Européens les mêmes avantages commerciaux qu'aux Américains
Lire page 16 l'article d'ERIK IZRALEWICZ

Les réformes fiscales applicables en 1992

Les dispositions nouvelles en faveur des entreprises
Lire page 17 l'article d'ALAIN VERNHOLES

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 22



HENRI AMOUREUX

La grande histoire des Français après l'occupation

LES RÈGLEMENTS DE COMPTES

Tome 9

Septembre 1944 - Janvier 1945

DÉJÀ PLUS DE 100 000 EXEMPLAIRES VENDUS

ROBERT LAFFONT

Lire aussi

■ L'opposition est décidée à empêcher l'élection de M. Emmanuelli à la présidence de l'Assemblée nationale
par PASCAL ROBERT-DIARD page 22

■ L'enquête sur la revende de la tour BP à La Défense : un policier homme d'affaires
par ERICH INCYAN et EDWY PLENEL page 11

L'argent et l'amnistie

■ Oaxaca, cœur indien du Mexique : Paris : la ligne 20 part en voyage : En battant le Champagne à Las Navajas par la racine
pages 23 à 30

DÉBATS

Proche-Orient

Histoire d'un déshonneur

par Daniel Rondeau

Il y a aujourd'hui un prisonnier politique, prisonnier d'Etat, c'est le général Michel Aoun, séquestré, depuis plusieurs mois, à Gaby, comté de Kennedy, à Marseille. Quel fut donc son crime ? On se souvient peut-être que l'ancien premier ministre libanais a incarné les espérances démocratiques de son peuple, toutes confondues, entre 1988 et 1990. Malgré les abus, les trahisons, malgré surtout son immense solitude au sein de la communauté des nations, le peuple libanais n'avait alors cessé de réclamer le départ des troupes étrangères et des élections libres. Ce n'est pas rien. Il est rare de voir en Orient un peuple se mobiliser pour restaurer ou défendre ce que nous appelons la citoyenneté. Il est rare de voir un peuple refuser de lutter contre le terrorisme avec les armes du terrorisme. Il est rare enfin de voir un peuple se présenter devant l'histoire en ne voulant montrer de lui que le visage de sa pauvre dignité.

Ce fut pourtant le cas du peuple libanais, mais ce peuple fut vaincu, et les chefs de Beyrouth furent remis à des généraux syriens. La France a laissé faire et même encouragé ce nouvel Anschluss, présentant après coup cette annexion comme obéissant à la force de l'inévitable alors qu'elle n'était en partie que le résultat de notre politique. Mais notre jésuitique président — que les jésuites me pardonnent — a cru habile de se refaire une bonne figure d'ami du Liban en sauvant la peau d'Aoun après avoir livré sa patrie.

Michel Aoun fut donc récupéré le matin du 13 octobre 1990, de manière d'ailleurs très douteuse, dans les locaux de notre ambassade à Beyrouth. Il y demeura plusieurs mois en attendant que le président Assad nous autorise à l'écarter. Finalement, après un long marchandage, commencé par l'éternel Pissani, et conclu par un certain Rondot, du cabinet de Pierre Joxe,

Michel Aoun arrivait en France dans les derniers jours du mois d'août dernier, sans jamais avoir été informé des termes de l'accord qui avait autorisé sa « libération ».

La surveillance dont il était l'objet à Marseille, légitime et protectrice, dépassa très vite les normes imposées par l'organisation de sa propre sécurité. Comme me l'avoua un jour un ministre du gouvernement d'Edith Cresson : « Les policiers qui entourent Aoun ne sont pas là pour le protéger — comme c'était le cas pour Bakhtiar (sic) —, qui, lui, était libre, — mais aussi pour empêcher de parler et d'avoir des contacts. » Depuis le début du mois de novembre, Aoun n'a plus le droit de recevoir ni certains de ses amis ni la presse.

Exilé deux fois

Voici donc l'ancien premier ministre libanais non seulement vaincu, bâillonné, coupé de son peuple, mais empêché de respirer dans son bannissement le même air que ses amis, exilé deux fois pour tout dire, loin de son pays sans être tout à fait dans le nôtre. Notre Constitution dit pourtant que « tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ». François Mitterrand aurait pu s'en tenir à la Constitution. Mais il a éprouvé le besoin soudain d'écrire de sa main à Michel Aoun au lendemain de son arrivée à Marseille. Pour lui dire quoi, exactement ? Il cite : « Le gouvernement de la France fera le nécessaire pour que vous soyez traité en hôte d'honneur et ami de la France. » Et voici comme un président français roule un honnête homme dans la farine, avec des belles paroles.

Nous savions tous depuis longtemps que François Mitterrand avait une conception très particulière de l'amitié. C'est un homme de glace, nihiliste dans l'âme, usé

par lui-même, qui liquida la gauche comme il avait liquidé la droite et s'occupa à meurtrir ses amis comme il avait blesé ses ennemis. Mais il y a, dans cette lettre suivie d'une séquestration, plus qu'un défaut d'amitié : un manquement à l'honneur.

Honneur, pauvre petit mot qui ne pèse plus très lourd dans le vocabulaire Cofreco de la parole politique. Et pourtant ! Je pourrais noircir des pages et des pages avec la seule et triste litane des occasions où nous avons oublié de nous conduire comme une nation honorable. Quelques exemples, pour mémoire.

Quel est le dernier pays à réclamer le corps de l'un de ses citoyens, enlevé et mort au Liban. Je veux dire Michel Seurat ? Quel pays laisse assassiner sans s'émouvoir Chapour Bakhtiar, au demeurant un ancien de la France libre, sans s'émouvoir, et assurant les assassins, dans les heures qui suivent le crime, de la cordialité de nos sentiments ? Et je pressens que, dans cette histoire, la vérité est peut-être encore plus cruelle que ce que nous en savons aujourd'hui. Une chose est sûre pourtant, dans l'enquête Bakhtiar : les Suisses, pourtant plus réputés pour leur neutralité que pour leur courage, ont été des géants à côté des nains de notre Quai d'Orsay. C'est le pays qui lâche un de ses juges d'instruction, le juge Brugière, proclamant qu'il faut « savoir tourner la page », comprendre, oublier les crimes libyens, avant de faire in fine le contraire sur les seules recommandations de George Bush ? Quel pays pacifie durablement avec les assassins de l'un de ses ambassadeurs, Delamare, exécuté le 4 septembre 1981 ? C'est la France, la France, toujours la France. Toutes ces courbettes pour qu'Assad se permette, il y a quelques semaines, de faire lâcher Roland Dumas à la porte de Damas sans s'il était le sous-

verge d'une diplomatie sans importance.

Il va de soi que toutes les sinistres trahisons de notre pays avec les tyrans dont les palinodies monétaires visent qu'à nous tourner en ridicule n'incitent guère à parler d'honneur. On en parle d'autant moins si l'on s'avise de chercher la définition de l'honneur dans le Petit Robert : « Le bien moral dont on jouit quand on a le sentiment de garder le droit à sa propre estime. »

L'Europe muette

On peut maintenant nous rebattre l'oreille gauche avec les accords de Maastricht et l'oreille droite avec la crise de langueur de la société française. En ce qui concerne l'Europe, je voudrais simplement évoquer une scène terrible, rapportée par Hubert Bouve-Méry dans son livre de souvenirs, *Paroles écrites* : « La nuit du 22 septembre 1938, l'ambassadeur de France et l'ambassadeur d'Angleterre ont mis le cou sous la gorge de Benes en disant : « Si vous bougez, c'est vous le responsable de la guerre mondiale, et nous ne ferons rien pour vous défendre. » Que sera cette fameuse Europe sans un minimum d'honneur et sans le « désordre du courage » ? Un vaste supermarché allemand, qui n'avait pas besoin de Maastricht pour exister, où l'économie et le profit commanderaient en maître au politique, où pourraient se dissoudre toutes les responsabilités individuelles et collectives.

J'ai déjà le regret de constater que l'Europe ne fut jamais aussi muette que pendant la guerre du Golfe ni aussi fuyante qu'en face de la crise yougoslave qui lui sautait à la figure le jour de sa naissance bideau. Maastricht. Quant à la crise de la société française, elle n'est peut-être que la manifestation de citoyens qui pensent qu'ils n'ont plus le droit, collectivement, à leur propre estime.

J'ai tenté d'expliquer en leur

temps la vitalité et la ferveur des songes qui ont animé les foules de Beyrouth. Elles tiraient leur lumière des forces de la nuit. Elles parlaient bœufement de « résistance morale ». Un peuple travaillait à la victoire de l'agneau sur le loup. Les Libanais ne doutaient pas que le courage allait l'emporter sur la bestialité, la communion sur le génie de l'atrocité, et l'honneur sur la vulgarité. Je n'invente rien. Combien de fois les ai-je entendus relaire le monde. Ils se voyaient déjà offrir leur avenir — une patrie cosmopolite et policée — en exemple aux autres nations. Les nations soupiraient de leurs efforts et de tous leurs grands mots, lointains, indifférents, amusés, moqueuses. Mais je me souviens d'Aoun me disant : « Heureux ceux qui peuvent sourire, leur ironie insouciance est la preuve qu'ils sont libres. Je crois même toujours battu pour que, à Beyrouth aussi, les gens puissent sourire quand on leur parle de démocratie. »

François Mitterrand ne s'était pas privé de sourire. Il habitait trop son époque, telle qu'il l'avait façonnée, pour prêter la moindre attention aux songes de Baabda. Notre Roquentin de l'Elysée est un père libéral pour la France. Il lui a appris l'esquive, la dérobade, la frivolité, l'amaïçie, l'ambiguïté, le balser qui tue. Aujourd'hui Aoun est séquestré dans une villa de Marseille, le Liban est syrien, et personne ne se demande ce qu'il pourra advenir d'une nation dont le désir d'absolu fut tellement bafoué, par ses ennemis comme par ses amis, et la France sourit en parlant d'autre chose. Triste sourire.

► Daniel Rondeau est journaliste et écrivain. Il est l'auteur de *Chronique du Liban rebelle*, Grasset, 1991.

Brunner est à Damas

par Didier Epelbaum

BRUSQUEMENT, le 18 décembre dernier, le président syrien Assad s'est souvenu qu'il n'avait pas le temps de recevoir le ministre français des Affaires étrangères, alors qu'un programme était au point depuis une semaine. Mais le report de la visite de Roland Dumas à Damas n'est pas dû seulement à des problèmes de calendrier.

Vingt-quatre heures avant le départ prévu, ce dernier avait marqué sa ferme résolution de continuer à demander l'extradition d'Alois Brunner en recevant les Klarsfeld. D'où l'irritation du chef de la diplomatie syrienne, dans son entretien au Moniteur du samedi 21 décembre. Il s'agissait de l'affaire Brunner, une « histoire » que « les Français essayent d'inventer », qu'ils « fabriquent ». Quand il ne l'accuse pas de malhonnêteté, Farouk El Charrak reproche à la France de pêcher par naïveté : « Comment un gouvernement d'un pays aussi important que la France peut-il croire un journaliste et non un gouvernement ? Personne n'a jamais vu si [Brunner] était tel. » La France s'est-elle comblée la légèreté de croire un journaliste ? Il ne s'agit pas de cela : les gouvernements ont fort heureusement leurs propres sources. Alois Brunner, responsable de plus de cent trente mille déportations de juifs de France, d'Autriche, de Grèce et de Slovaquie vers Auschwitz, condamné à mort par contumace à Paris et Marseille en 1954, a été localisé en Syrie il y a trente ans par ses services français de renseignement.

Dans un rapport archivé A631527 et daté de mai 1961, il est indiqué que Brunner, alias Fischer Georg, est arrivé en Syrie en 1956. (En fait, il a déjà fait une apparition à Damas deux ans plus tôt.) Quant au gouvernement allemand, il formula sa première demande d'extradition en 1961 sur la foi de ses propres sources.

Pas l'ombre d'un doute

Si fabrication il y a, elle remonte très loin et rassemble une étrange coalition. Alfred Jarschel, ancien chef des Jeunesses hitlériennes, qui décrit précisément l'installation de Brunner et d'autres responsables nazis à Damas (1), ou Gerd Hasenik, néo-nazi et « révisionniste » potore d'Autriche, qui affirme avoir rencontré Brunner à Damas (2), en font-ils partie ? Tout comme Claude Palazzoli, diplomate français, ancien enseignant à l'université de Damas, qui révèle le rôle de conseiller de Brunner auprès du fondateur des services de sécurité en Syrie, Abd El Hamid Sarraj (3). Et aussi l'auteur de la biographie de l'ancien chef des services ouest-allemands Gehlen, écrit bien avant que l'on ne reparte de Brunner, qui fait état de la présence de l'ancien officier SS à Damas (4).

Complices, les journalistes allemands, autrichiens, américains, qui ont vu Brunner au téléphone ou l'ont rencontré au cours des six dernières années ? Le dernier en date, Kurt Seinitz, reporter d'un grand quotidien viennois (5), affirme avoir établi le contact par une filière nazie allemande et syrienne. Et jamais le gouvernement syrien n'a réagi aux photos rapportées en 1983 par des envoyés spéciaux du magazine allemand *Bunte*, où l'on identifie clairement Brunner sur le littoral syrien.

Cette liste non exhaustive des multiples sources d'informations sur la présence de l'ancien adjoint d'Adolf Eichmann en Syrie est trop diverse pour que l'ombre d'un doute subsiste. C'est pourquoi l'Allemagne, l'Autriche et la France ont renouvelé leurs demandes d'extradition à plusieurs reprises. Quelles que soient les dénégations officielles, l'histoire a enregistré que la Syrie protège depuis plus de trente ans l'un des ingénieurs les plus féroces de la « solution finale ».

Elle persiste avec obstination puisque Brunner a été récemment transféré de son domicile et que les traces de sa présence au 7, rue Hassan à Damas ont été effacées. Pourtant, le seul moyen d'éliminer cet obstacle sur la voie d'une normalisation des relations extérieures de la Syrie serait qu'elle permette à l'un des pays demandeurs de le juger. Qu'elle le fasse réapparaître ailleurs qu'en Syrie. Histoire de sauver la face...

► Didier Epelbaum est journaliste. Il est l'auteur de *Alois Brunner, la haine irréductible*, Calmann-Lévy, 1990.

Bibliographie

La torture ordinaire

WEDA, VINGT ANS, CELLULE 5, KABOUL, de Wéda Pédari, de Serge de Beaucueil-Laités, 270 p., 119 F.

PLUSIEURS livres ont déjà paru qui évoquent les prisons du régime communiste installé en Afghanistan depuis 1978. Ils sont le fait d'étrangers, journalistes, médecins ou universitaires, qui eurent à subir des mois d'incarcération. Si durs qu'aient pu être leurs épreuves, elles ne furent pourtant ni de même nature ni de même intensité que celles qui furent imposées aux détenus afghans. Le témoignage de Wéda Pédari, publié aujourd'hui par les soins de Serge de Beaucueil, forme le premier récit de ce genre. C'est atroce, calvaire : à la fois calvaire personnel

d'un adolescent, mais aussi calvaire collectif de milliers de prisonniers ayant à endurer les mêmes ignominies. Voici donc, minutieusement, soigneusement reconstitué, sans une once de littérature, sans un seul effet d'écriture, le véritable carnet de bord de l'horreur quotidienne, de la torture ordinaire, à Kaboul, de 1983 à 1987.

Wéda Pédari avait vingt ans. Orphelin, il avait été recueilli tout petit par un religieux dominicain, grand spécialiste de la mystique musulmane et traducteur inspiré du poète Anzû (1), qui avec son salaire de professeur à la faculté des lettres faisait vivre un groupe d'enfants handicapés ou abandonnés. Serge de Beaucueil, qui, par son non-conformisme et sa bonté simple, est sans doute l'un des rares « saints » de notre temps, a raconté l'histoire de cette communauté dans *Mes enfants de Kaboul* (2). Son action, parfaitement exemplaire, connue de tous dans la capitale afghane et qui dura vingt ans, fut à l'origine de l'arrestation de Wéda.

La mécanique de l'abjection

Les conseillers soviétiques de la police politique afghane voulaient à toute force faire passer Serge de Beaucueil pour un espion impérialiste se servant des enfants recueillis comme d'agents de renseignement. L'évidence invraisemblable d'un tel soupçon n'avait guère d'importance : il fallait un prétexte pour enlever un homme dont la générosité et le rayonnement étaient insupportables au regard de la brutalité, de la corruption et de la bassesse des tenants du nouveau régime communiste.

Wéda et cinq autres gamins furent donc enlevés, jetés en prison, systématiquement, interminablement, sadiquement torturés, pour qu'ils avouent l'existence d'un réseau d'espionnage dont l'épicentre aurait été la maison d'accueil des handicapés et des orphelins !

Aux sévices de toutes sortes — tabacage, électrochocs, immersion dans de l'eau glacée en plein hiver, simulacres d'exécution — s'ajoutait l'exigence d'un abominable parjure : dénoncer celui qui les avait sauvés et éduqués. Mais ce fut pré-

cié cette exigence qui devint le meilleur allié de Wéda : ce qu'on attendait de lui était littéralement impensable, plus terrible que la souffrance et la mort, au point que rien ne pourrait jamais briser sa résistance.

Il y a dans ce livre qui évite toute mise en scène, toute dramatisation, une série d'épisodes où le refus acharné d'un garçon de vingt ans, seul et livré à l'implacable mécanique de l'abjection, devient l'unique refuge de la dignité humaine.

Quand, par exemple, après des mois de tortures, il affronte le shiré faisant fonction de président du tribunal, chacune de ses répliques sonne haut et clair : « Vous savez parfaitement qu'aucun de nous n'est un espion. Après sa chute, vous avez accusé *Hafizullah Amin* d'être un agent de la CIA. Si les pays de l'Ouest ont des espions du rang de président de la République, ils n'ont que faire de gens comme nous. Les espions que vous voulez démasquer sont à rechercher parmi les chefs d'Etat, les ministres, les présidents, les directeurs. »

Condamné à dix ans de prison, Wéda Pédari réussit à s'évader, à quitter l'Afghanistan et à se réfugier en France. Son témoignage, œuvre d'un sang-froid, d'une victime anonyme, n'aui certainnement pas le retentissement de *L'aveu* de London ni de la *Question* d'Henri Alleg. Aucun clan ou parti ne lui servira de porte-voix : sa cause n'est pas assez partisane. Cela le mettra au moins à l'abri d'un paroxysme comparable à celui d'Alleg, qui, torturé en Algérie, auteur d'un document bouleversant ayant marqué la conscience de générations entières, se laissa aller à célébrer les bourreaux de Kaboul.

ANDRÉ VELTER

(1) *Chemin de Dieu et Cris du cœur*, de Anzû, traduits du persan par S. de Beaucueil, éditions Sindbad.

(2) Editions Lattès, 1985.

Serge de Beaucueil a publié, par ailleurs, deux livres essentiels sur la situation à Kaboul au début de l'occupation soviétique : *Chronique d'un témoin privilégié* (deux tomes de 126 p. et 208 p., respectivement 65 F et 105 F, Editions du CEREDAF, 12, rue de Cotte, 75012 Paris).

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE HUBERT-BEUVE-MÉRY
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter de
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
de « Le Monde »
12, M. Gansbourg
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Reproduction sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avry
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDPUB 634 128 F
Téléc : 46-62-98-72 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composées 36-15 - Types LEMONDE
en 66-15 - Types LEM
Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-30

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS VOIE NORMALE-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Photo RP 301 MON 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

صك: من الأصل

ÉTRANGER

Le Monde • Samedi 18 janvier 1992 3

ALGÉRIE : les rencontres entre le FLN, le FIS et le FFS

Les « Trois F » tentent une alliance

M. Mohamed Boudiaf, président du Haut Conseil d'Etat algérien, est arrivé jeudi 16 janvier à Alger, en provenance de Rabat, au terme d'un exil de vingt-huit ans, tandis que se poursuivaient de multiples rencontres croisées entre les différents partis évincés par le nouveau pouvoir.

ALGER
de notre correspondant

Les « Trois F » sont dans un bateau. Aucun n'est, pour le moment, passé par-dessus bord, mais tous se demandent vers quelle direction voguer le navire, voire s'il échappera au naufrage. C'est sous cette appellation des « Trois F » que la presse algérienne réunit le Front islamique du salut (FIS), le Front des forces socialistes (FFS) et le Front de libération nationale (FLN), en discussion pour définir la riposte à apporter à la situation nouvelle créée par le départ du président Chadli et son remplacement par un Haut Comité d'Etat que préside M. Mohamed Boudiaf.

Tout, en principe, sépare les « Trois F ». Mais depuis l'annulation des élections, qui a effacé d'un trait de plume les 228 sièges qu'ils avaient obtenus au premier tour, tous ont intérêt à un rapprochement. Après la déposition du président Chadli, ils avaient déjà demandé que le deuxième tour se tienne à la date prévue. Jeudi 16 janvier, ils ont fait un pas de plus, chacun rencontrant les deux autres pour esquiver une alliance qui n'a pas fini de provoquer des réactions (Le Monde du 17 janvier).

Symboliquement, c'est le FLN qui est le plus touché. Passé quasi insensiblement de l'extrême public des derniers jours, un événement autrement important vient, en effet, de se produire : pour la première fois depuis 1962, année de l'indépendance de l'Algérie, des décisions engageant l'avenir du pays ont été prises, non seulement sous l'accord du FLN, mais surtout, contre sa volonté. Ce 16 janvier 1992, qui devait célébrer la victoire des islamistes au deuxième tour des élections législatives, marque, en réalité, la défaite du FLN, victime d'un processus comparable à celui qui a vu les partis communistes des pays de l'Est européens évincés du pouvoir. Trente ans après l'indépendance, une page est tournée. Sans doute définitivement.

Dans l'après-midi, M. Mohamed Boudiaf, nouveau chef de l'Etat de fait, ne s'est pas privé de le dire : « Le FLN a perdu la confiance du peuple », a-t-il déclaré, « l'Algérie a besoin d'un programme qui n'est ni celui du FIS, ni celui du FLN ». Et de conclure, à propos des récentes rencontres de ces deux partis : « Ce n'est pas l'avenir du pays qui est en jeu, mais le pouvoir ». Difficile de prononcer plus brutalement l'arrêt de mort.

M. Mouloud Hamrouche, membre

du bureau politique de l'ancien parti unique et ex-premier ministre, ne s'est pas privé de le dire : « Si le pouvoir veut gérer, estime-t-il, il sera obligé de compter avec nous car nous avons la population pour nous ». Le retour de M. Boudiaf et sa désignation à la tête du Haut Comité d'Etat (HCE) ne le troublent guère plus : « C'est comme pour le roi du Roumanie revenu à Bucarest après la chute de Ceausescu : cela n'a duré qu'une semaine. Moi, je leur donne un mois ». La parole assassine n'est plus, aujourd'hui, un monopole en Algérie.

La verve de M. Hamrouche ne peut cependant cacher la réalité des chiffres. En dix-huit mois, le FLN n'a cessé de perdre de l'audience, passant de 2 245 798 voix aux élections municipales du 19 juin 1990, à 1 613 507 voix au premier tour des élections législatives du 26 décembre dernier, soit une perte de 632 291 suffrages. En chiffres relatifs, la perte est tout aussi élevée : 28,13 % des votants et 17,49 % des inscrits en juin 1990, contre 20,63 % et 12,17 % aujourd'hui. Les deux scrutins ne sont certes pas strictement comparables, mais leurs résultats témoignent cependant d'une déroute continue, qui n'est pas sans relation avec la crise politique que traverse l'ancien parti unique. Ecarté des affaires, le FLN se trouve dans l'impossibilité de redistribuer une partie de la manne offerte par le pouvoir d'Etat. Son audience ne pourra donc que péricliter.

Sacrifier le Front de libération nationale

Pour le FLN, ces revues intervenant au moment le moins opportun, alors que, face à lui, se dresse un pouvoir qui lie sa survie à la mort de l'ancien parti unique, l'analyse du premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, apparemment perdue par M. Boudiaf, est simple : tant que le repousseur FLN occupe la scène politique, le FIS, formation qui exprime le « ras-le-bol » le plus radical de l'ancien système, a encore de beaux jours devant lui.

Face au pouvoir, le FIS est, lui aussi, menacé de mort. Dans la foulée du départ du président Chadli, les militaires avaient programmé l'interdiction du parti islamiste. La réaction, supposée violente, de ses troupes à l'arrêt du processus électoral, en fournissant, pensait-on, le prétexte. Dans un contexte de guerre civile, certains envisageaient même l'instauration d'un Etat d'exception et la suspension pure et simple de tous les partis.

La sang-froid du FIS a fait échouer la manœuvre. Ses appels répétés au calme comme ses déclarations, le 14 janvier, prônant l'application du programme islamiste par la voie « pacifique, légale et progressive », interdirent, pour le moment, toute initiative de force. Le pouvoir reste d'ailleurs divisé sur l'opportunité d'une interdiction brutale, qui donnerait une forte mauvaise image de la « légalité constitutionnelle » tant invoquée.

Il faudra donc ruser en remaniant, plus tard que prévu, la loi sur les associations politiques qui interdit tout parti fondé sur des bases confessionnelles ou ethniques. Le FIS, qui sait que deux morceaux sont plus durs à avaler qu'un seul, est donc en train de se réorganiser. Le parti, lequel y trouve son intérêt par l'élargissement du front dressé contre le gouvernement.

Les risques pris par M. Ali Ahmed Mais le plus étonnant est sans doute la rencontre qui vient de réunir M. Hocine Ali Ahmed, chef du FFS, et M. Abdelkader Hachani et Mohamed Saïd, dirigeants d'un FIS pour lequel le FFS était jusqu'à l'équivalent d'une organisation du diable sur terre. En rassemblant, après le choc du premier tour, quelque trois cents mille manifestants venus s'opposer à la « République intégriste » (Le Monde du 4 janvier), M. Ali Ahmed n'avait pas gagné, aux yeux du FIS, une once de sympathie. Mais le parti de M. Hachani vient de prouver que, lui aussi, savait pardonner les offenses. On ne sait rien du contenu de la rencontre, mais leur position commune sur l'illégalité du HCE, et la nécessité du deuxième tour, devait, logiquement, les rapprocher dans un front commun.

Cette affaire risque de mettre M. Ali Ahmed en porte à faux vis-à-vis de ses troupes. Face encore qu'il ait pris langue avec le FLN. Mais le rapprochement qui s'ébauche a tout de l'alliance contre nature aux yeux des militants et des sympathisants du

FFS, qui, malgré la ligne officielle de leur parti appelant à assumer jusqu'au bout la logique des urnes, ne répriment pas leur satisfaction de voir le FIS écarté du pouvoir. Cette connivence risque donc de susciter quelques contestations au sein du FFS. Pour autant, le gouvernement ne devrait pas trop se réjouir. Les manœuvres politiques qui se jouent au sommet n'ont que peu d'incidence sur les vrais problèmes, qui sont ceux de la crise économique. Si

sur le plan politique le pouvoir paraît être dans une bonne passe, sur le plan social son succès pourrait être rapidement mis en pièces, lorsqu'il faudra, pour assurer la relance et augmenter la productivité des entreprises, tailler dans les effectifs, augmenter les prix, baisser encore plus le niveau de vie. Les « Trois F » pourraient alors se révéler bien plus encombrants qu'aujourd'hui.

GEORGES MARION

Boudiaf ? Connais pas...

ALGER

de nos envoyés spéciaux

Pour accueillir Mohamed Boudiaf, parti d'Algérie en proscription, et y revenant, vingt-huit ans plus tard, en chef d'un Haut Comité d'Etat, il ne manquait rien au cérémonial, ni le tapis rouge, ni la garde d'honneur, ni la clique, ni le claque, amenée par autobus.

Vers 16 heures, jeudi 16 janvier, sur l'aéroport Houari-Boumedienne d'Alger, le nouveau chef de l'Etat est descendu de l'avion présidentiel qui était allé le chercher, le matin même, à Rabat. Costume marron, chemise crème et cravate grise, accueilli par le général Nezzar, en civil, et les autres membres du Haut Comité d'Etat, il a descendu l'échelle de coupée, a fait trébucher, et a été happé par le comité de réception. Contenus à bonne distance, les journalistes ont cru apercevoir qu'il goûtait au lait et aux dattes traditionnelles, s'inclinait devant le drapeau, passait les troupes en revue, puis venait saluer les membres du gouvernement. Un à un, il les a tous embrassés, de Sid Ahmed Ghazali, qui ouvrait le ban, jusqu'à une brochette de généraux, au bout de ligne, comme pour marquer que, dans ce pays où l'armée a tant de pouvoirs, celui des civils est, quand même le premier.

Puis il s'est dirigé vers le salon d'honneur. C'est à ce moment que, n'y tenant plus, photographes et caméramen de télévision ont rompu les barrières pour le rejoindre. Une belle pagaille. « Monsieur Hamrouche, par ici ! », a crié un photographe français emporté par son loup. Mohamed Boudiaf s'est quand même retourné quelques secondes pour se laisser photographier, visage ascétique et pommettes saillantes qui soulignent sa ressemblance avec Ramsès II. Une heure après, au palais présidentiel, flanqué des quatre autres membres du Haut Comité d'Etat, il a prêté serment sur le Coran. Le soir même, il pronon-

çait sa première allocution à la télévision. Ton ferme, pas un sourire : nul souci de séduire. Si l'on espérait en faire une potiche, c'est apparemment raté.

« Ça doit pas être un voleur ! »

A l'heure où M. Boudiaf s'adressait au pays, les badauds de la place des Martyrs, au pied de la Casbah, paraissent presque tout ignorer de cet « oubli de l'histoire ». Procédant par déduction, deux « barbus » méfiantes jugent que « cet homme ne doit pas être pour les islamistes puisqu'il a été choisi par des gens qui nous combattent ».

« Il était peut-être bien autrefois », affirme un adolescent. Mais il ne peut pas savoir ce qu'il se passe chez nous puisqu'il vit en exil. Et l'un de ces camarades de rattaché : « Pourquoi ils ont sorti ce vieux ? Ils n'ont pas pu en trouver un plus jeune ? » « On m'a dit que c'était un homme parfait », remarque un promoteur. Trop âgé ? « Et Mitterrand alors ? Il fallait quelqu'un de mûr. »

On se demande « si ce fils de la révolution » est encore fidèle au serment des Martyrs parce que tous les autres (du FLN) ont oublié. La rumeur veut que, comme M. Hocine Ali Ahmed, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), il n'ait « pas mangé » dans les assiettes dorées du pouvoir. Ce passant voudrait donc voir « ces deux hommes historiques faire l'amalgame ».

« Mais, s'interroge un adulte, qu'est-ce qu'il est venu faire dans cette galère ? Pourquoi a-t-il accepté cette mission suicidaire ? » Des gosses moqueurs qui laissent traîner leurs crâles un peu parotus sont rasés sur ce M. Boudiaf, ils n'ont rien entendu dire autour d'eux : « On le connaît pas, ça doit pas être un voleur... »

J. de B. et G. M.

Les réactions à l'étranger

Tunisie : le président Ben Ali se montre « confiant »

TUNIS

de notre correspondant

S'exprimant pour la première fois, jeudi 16 janvier, sur la situation en Algérie, le président Ben Ali s'est montré optimiste quant à l'avenir de ce pays. En recevant les ambassadeurs accrédités à Tunis à l'occasion de la traditionnelle cérémonie des vœux du Nouvel An, M. Ben Ali a dit son « entière confiance dans la capacité du peuple algérien à surmonter l'épreuve et à préserver son inviolabilité (...) grâce aux hommes illustres et aux compétences dont il dispose ».

Saluant « la sagesse et la clairvoyance » des Algériens, le prési-

dent a estimé qu'ils peuvent « se passer aisément des recommandations et conseils que certaines parties se sont mises à leur adresser au nom de la religion ou de la démocratie ». Il faisait ainsi allusion principallement à l'Irak, qui a condamné l'annulation du processus électoral, et aux hommes politiques et médias occidentaux qui ont exprimé la crainte que le coup de force engagé ne sonne le glas de la démocratie.

Si les Tunisiens considèrent que, pour le moment, le « danger » d'une République islamique à leur frontière ouest est écarté, en revanche, ils sont inquiets des suites que pourraient avoir les

misses en demeure franco-américano-britanniques à leur voisin de l'est - la Libye - à propos des attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA. Le président s'est déclaré « profondément soucieux » d'éviter au Maghreb « les dangers d'une confrontation de quelque nature qu'elle soit ». Il a insisté pour que « le différend entre la Libye et certains pays occidentaux trouve une solution par des moyens pacifiques ». C'est dans ce but qu'il a effectué, ces dernières semaines, diverses démarches auprès des pays concernés.

MICHEL DEURÉ

Egypte : les Frères musulmans dénoncent la « trahison contre le peuple algérien et l'islam »

LE CAIRE

de notre correspondant

Les Frères musulmans ont qualifié les derniers développements en Algérie de « trahison contre le peuple algérien, les peuples musulmans et l'islam ». Dans un communiqué distribué mercredi 15 janvier, leur guide suprême a exhorté « le groupe qui s'est emparé du pouvoir à reprendre ses esprits (...) pour éviter l'effusion de sang » et a appelé « tous les musulmans du monde à soutenir le peuple algérien contre le coup de main qui a privé le FIS d'une victoire électorale certaine ».

La réaction d'Al Chaab, organe du Parti socialiste du travail (islamique), a été encore plus violente. « Nous ne laisserons pas les héros du FIS et derrière eux le peuple algérien lutter seuls pour la liberté. (...) Que la malédiction d'Allah soit sur nous si, comme par le passé, nous nous abstentions de livrer cette bataille arabe et islamique. »

« La haine des laïcs »

L'hebdomadaire islamiste Al-Nour estime que « la démocratie dévot la laideur de son visage après la victoire des islamistes en Algérie. (...) Tous les masques de prétendue démocratie, liberté et droits de l'homme sont maintenant tombés pour dévoiler la haine des partisans de la laïcité pour tout ce

qui est islamique », avant de conclure que la seule manière d'arriver au pouvoir est « la manière islamique ».

Pour le quotidien d'opposition libéral Al-Wafiq, la crise algérienne doit servir de leçon à l'Egypte. La seule manière d'éviter une telle situation est « de respecter la démocratie et la volonté du peuple, qui exige le changement ».

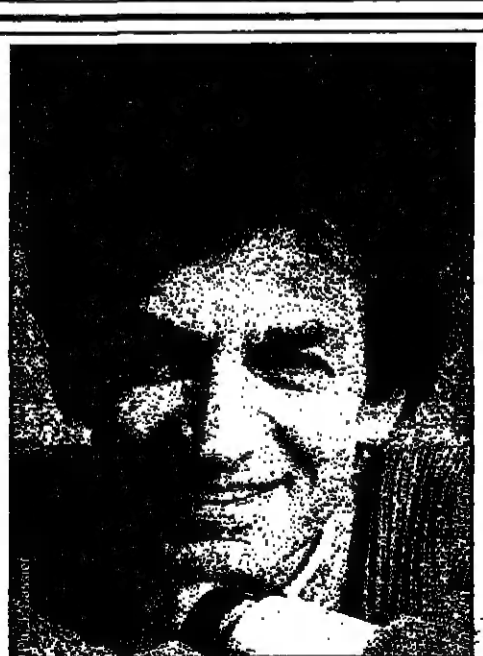
ALEXANDRE BUCCIANTI

Un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay en « mission d'information et de contacts »

Le ministère français des affaires étrangères a confirmé, jeudi 16 janvier, que le directeur du département Afrique du Nord-Moyen-Orient du Quai d'Orsay, M. Pierre Lafrance, se trouvait depuis quelques jours en Algérie « en mission d'information et de contacts ».

Le porte-parole du ministère, M. Daniel Bernard, a estimé qu'il était « particulièrement normal que des contacts se poursuivent avec l'ensemble des forces politiques en Algérie ». « M. Lafrance aura donc des contacts avec l'ensemble de ces forces politiques », y compris le Front islamique du salut (FIS), a-t-il précisé.

D'autre part, selon une source militaire citée par l'agence Reuter au Caire, les Etats-Unis ont livré en avance douze chasseurs F-16 au Maroc, en raison de la situation instable en Algérie. « Les Etats-Unis étaient très inquiets de ce qui se passait en Algérie et ont livré au Maroc les F-16 il y a douze jours », a indiqué jeudi cette source anonyme, en précisant que les Etats-Unis et le Maroc avaient signé le 5 novembre un contrat portant sur la livraison au royaume chérifien de vingt chasseurs F-16 américains. (AFP, Reuter.)



Alain Finkielkraut Le mécontemporain

Péguy, lecteur d'un monde moderne

essai

nrf

GALLIMARD

AFRIQUE

CONGO : après le défi des militaires
au gouvernement de transitionLe processus de démocratisation
reste fragile

Intervenant pour la première fois publiquement dans la transition démocratique, les militaires congolais ont encadré, mercredi 15 janvier, les sièges de la radio nationale et du haut commandement des forces armées pendant quelques heures. Dans un communiqué radiodiffusé, ils ont demandé le départ de leur secrétaire d'Etat, le colonel Michel Gangou, des augmentations de salaire, l'organisation d'états généraux des forces armées et l'annulation de plusieurs mises à l'écart. Le gouvernement a rejeté leurs revendications.

Selon le ministre de la communication, ces mises en demeure, émanant d'éléments du groupement aéroporté et du régiment d'infanterie de marine, « n'étaient pas la fin de l'armée tout entière ». Sept mois après la Conférence nationale, qui a marqué la fin du régime « marxiste », ces événements viennent conforter les rumeurs de complot et les réticences de comptes qui empoisonnent le climat politique et fragilisent le processus de transition démocratique.

Les serments doucereux et les vœux de pardon qu'avaient échangés les « frères ennemis » de la scène politique n'ont pas résisté à l'épreuve du temps. La cérémonie du 10 juin, dite du « lavement des mains », marquant la fin de la Conférence nationale et où le président Denis Sassou Nguesso et ses « tombeurs » s'étaient symboliquement réconciliés semble bien loin.

Tandis que courent des rumeurs de complot que fomenteraient les partisans du président Sassou Nguesso, le gouvernement de M. André Milongo, censé diriger le pays jusqu'aux élections législatives — initialement prévues pour mars — ne contribue pas à décrier les tensions. En ces jours de fièvre politique, la rigueur n'est guère de mise (municipales, législatives et présidentielle devraient se tenir avant la fin de l'année, une fois la nouvelle Constitution adoptée par référendum).

En dépit de la chute de l'Etat de ses prérogatives, tout en lui conservant symboliquement son titre de président de la République, la Conférence nationale congolaise avait expérimenté un scénario original. Renouant avec la tradition de la palabre, ces « états généraux » à la mode africaine avaient permis un changement en douceur : à l'issue de plusieurs semaines de débats mouvementés, l'opposition prenait le pouvoir, sans que le chef de l'ancien régime perde la face... ni même son fauteuil. L'euphorie est pourtant bien vite retombée.

Le nouvel
« ami américain »

Le général Sassou Nguesso, nommé chef de l'Etat en 1979, est loin d'avoir perdu toute influence au sein de l'armée. Et ses liens familiaux avec le président gabonais, M. Omar Bongo (qui a épousé sa fille aînée, il y a un peu plus d'un an), lui sont toujours précieux. Membre de l'ethnie M'Bohi, dominante dans le nord, l'ancien homme fort du Congo aurait, dit-on, de bonnes chances de « rattraper la mise », lors des prochaines élections.

La coalition au pouvoir, dont les dissensions internes sont déjà perceptibles, semble trop hypnotisée par le mirage des urnes pour pouvoir sérieusement gouverner. La rente de popularité dont le gouvernement jouit encore dans la région de Brazzaville risque fort de s'amenuiser du fait des terribles difficultés héritées de l'ancien régime.

Les recettes du pétrole ayant été hypothéquées, dès le milieu des années 80, auprès des compagnies étrangères, l'Etat ne touche même plus assez d'argent pour assurer la paie régulière de ses quelque 90 000 fonctionnaires. Les recommandations des organismes financiers internationaux, favorables à un « dégraissage » de la fonction publique, n'ont jamais été entendues. « Personne n'ose prendre le bistouri ! » commente un diplomate, désabusé, les trois quarts des ministres sont des chefs de parti politique, alors...

Le gouvernement de M. Milongo n'a pourtant pas perdu espoir de renouer les relations de l'Etat, désespérément vides. Décidées à obtenir une révision à la hausse des

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt en date du 10 juillet 1991, la cour d'appel de Versailles a jugé définitivement l'arrêt de M. Gilles CATOIRE, maire de Clichy-la-Garenne, un article intitulé « CLICHY : ruffin dans la ville de l'homme de l'année, les municipalités portent sur les nerfs de la gauche ».

MM. Jean-François KHAN, directeur de la publication, et Serge FAUBERT, journaliste, ont été condamnés à une peine d'amende ainsi qu'à des réparations civiles et à la publication du jugement.

M. Dominique TRICAUD, avocat à PARIS.

contrats pétroliers conclus par l'ancien régime, les autorités congolaises ont commandé des audits pour « vérifier la régularité » desdits contrats, passés notamment avec Elf et Agip. Tout en se défendant de l'avoir fait « pour embêter Paris », Brazzaville ne cache pas sa « déception » vis-à-vis de la France, accusée de ne pas avoir répondu à ses vœux financiers (1).

La « prime à la démocratie » tardant à venir de Paris, les autorités se sont tournées vers les Etats-Unis. Ce choix n'est sans doute pas innocent. Plusieurs compagnies pétrolières américaines (Chevron, Amoco et Citicorp, notamment) sont en effet implantées au Congo. La visite du premier ministre à Washington, début décembre, n'a pourtant pas donné de résultats mirobolants.

Le nouvel « ami américain », qui s'est dit « très intéressé par l'expérience démocratique en cours au Congo », a promis d'apporter une aide matérielle (équivalant à environ 300 000 FF) pour l'organisation des prochaines élections, les premières libres et pluralistes. Celles-ci pourraient, cependant, être fortement retardées. A la mi-décembre, les listes électorales n'étaient pas encore prêtes.

Le recensement des électeurs a, en effet, suscité de très vives critiques. L'Alliance nationale pour la démocratie (AND), qui regroupe une cinquantaine de partis et d'associations en a dénoncé le « caractère sélectif », s'indignant, en particulier, que de nombreuses personnes n'aient pas été recensées à Pointe-Noire, en raison « de leur appartenance à l'ethnie M'Bohi ». Privé de boussole politique, frappé de langueur économique, le Congo va-t-il ajouter à ses maux l'allergie tribale ?

CATHERINE SIMON

(1) La France a annoncé fin novembre l'octroi d'un prêt de 2,5 milliards de francs CFA (50 millions de francs français), destiné à la réhabilitation du matériel du chemin de fer Congo-Océan. Mais le versement de « nouveaux concours financiers », en 1992, dépendra, a-t-on dit, de la mise en œuvre du programme d'action économique gouvernemental — concernant, en particulier, la reconstruction du secteur public.

EN BREF

■ CUBA : un troisième dissident arrêté. — M. Jesus Yanez Peltier, le troisième dissident mis en cause par les autorités cubaines pour ses liens présumés avec trois Cubains condamnés à mort pour terrorisme, a été arrêté, ont affirmé, jeudi 16 janvier, plusieurs sources à La Havane. La veille, les frères Gustavo et Sebastian Arcos Bergnes, dirigeants du Comité cubain pour les droits de l'homme, avaient subi le même sort. — (AFP)

■ HAITI : réunion à Washington pour dénouer la crise. — L'Organisation des Etats américains (OEA) a annoncé, jeudi 16 janvier, qu'une réunion entre le président haïtien renversé Jean-Bertrand Aristide, et le chef du parti communiste, René Théodore, proposé pour devenir premier ministre, devait se tenir samedi à Washington, dans l'espoir d'aboutir à une solution négociée à la crise. Des parlementaires de Port-au-Prince ont été invités à cette réunion à huit clos.

■ NICARAGUA : découverte de soixante-quatre cadavres dans une fosse. — Les cadavres de soixante-quatre personnes — soldats et civils vraisemblablement assassinés par des sandinistes en 1984 — ont été exhumés d'une fosse commune, près du village de Bijagua (au nord-est de Managua), en présence de représentants des organisations pour les droits de l'homme, a révélé la Prensa, jeudi 16 janvier. Selon les témoignages recueillis par le journal, les victimes ont été assassinées le 5 novembre 1984 par les troupes spéciales sous les ordres du commandant Enrique Schmidt, ancien ministre des Communications, qui mourut ce même jour. — (AFP)

EUROPE

Au lendemain de la reconnaissance de la Slovaquie et de la Croatie

L'opposition serbe prône la création d'une communauté
des Républiques indépendantes de l'ex-Yougoslavie

BELGRADE

de notre correspondant

Au lendemain de la reconnaissance de l'indépendance de deux des six Républiques de l'ex-Yougoslavie par la Communauté européenne et une vingtaine d'autres pays, la présidence yougoslave, restreinte depuis début octobre à la Serbie et au Monténégro, a condamné jeudi 17 janvier la « destruction de la Yougoslavie ».

Elle estime que la CEE « a violé les principes de la charte des Nations unies et de la CSCE en reconnaissant la sécession unilatérale de la Slovaquie et de la Croatie et en changeant les frontières internationales d'un pays souverain ». Cette décision « entrave un règlement pacifique de la crise yougoslave et ne peut qu'aggraver la situation », ajoute la présidence, en précisant toutefois qu'elle espère à « un règlement global de la crise » et continue de soutenir l'engagement des forces de paix des Nations unies et la poursuite de la conférence de paix sur la Yougoslavie.

M. Borisav Jovic, le représentant serbe de la présidence fédérale, est d'avis quant à lui que la Croatie ne peut être reconnue que dans les frontières qu'elle contrôlait effectivement : « Le déplacement de certaines lignes dans les enclaves serbes de Croatie restreint de facto la souveraineté de cette République ». Enfin le premier ministre serbe, M. Radoman Bozovic, fait valoir que le droit à l'autodétermination

doit s'appliquer aux Serbes de Croatie. Zagreb doit donner aux Serbes des enclaves de Krajina et de Slavonie le droit de choisir dans quel Etat ils désirent vivre, et ne pourra les en empêcher que par la force.

Les deux principaux partis d'opposition de Serbie, condamnant la politique du président Milosevic, estiment que la République de Serbie doit maintenant demander la reconnaissance de son indépendance et négocier la création d'une association d'Etats souverains avec les Républiques de l'ex-Yougoslavie, comme cela a été fait dans l'ex-URSS.

C'est la position du Parti démocratique (PD), qui rejette la responsabilité de « cette fin tragique de la Yougoslavie » sur « la politique erronée » menée par le pouvoir serbe et la présidence fédérale. C'est celle aussi du Mouvement du renouveau serbe, qui s'en prend au « régime de M. Milosevic, allié aux commandants militaires et à des mouvements pro-fascistes » et estime que « la seule issue consiste désormais à demander la reconnaissance de la Serbie pour former une association avec les autres Etats indépendants de l'ex-Yougoslavie ».

La question
albanaise

Les milieux albanais du Kosovo, région où ils sont majoritaires, estiment que la décision des Douze, en consacrant la fin de la Yougoslavie, leur offre de nouvelles

chances. « La volonté des Albanais de vivre en tant que peuple dans la région indépendante et souveraine du Kosovo sera tôt ou tard reconnue », écrivait jeudi l'un des quotidiens albanais de Pristina, *Bujku*. La reconnaissance de la Slovaquie et de la Croatie pourrait avoir pour effet de donner un nouvel élan aux aspirations séparatistes des Albanais du Kosovo, qui ont toujours été violemment contrés par Belgrade. *Bujku* redoute ainsi de nouvelles répressions. Mais la question albanaise ne se limitera pas à la Serbie. Elle se pose désormais à la Macédoine, dont les 50 000 Albanais viennent de se prononcer à 99 % pour l'autonomie politique et culturelle de l'ouest macédonien où ils sont majoritaires.

A Skopje on estimait jeudi que rien ne pouvait plus arrêter le processus de reconnaissance de la Macédoine, après les conclusions de la commission d'arbitrage présidée par M. Badinter, selon lesquelles cette République répond aux conditions juridiques requises. Selon le président macédonien, M. Kiro Gligorov, le fait que cette reconnaissance de la Macédoine n'ait pas en lien le 15 janvier est l'expression de réserves de certains pays membres de la Communauté (la Grèce en particulier) infondées car la Macédoine n'a pas de prétentions territoriales. La presse macédonienne estimait jeudi que Skopje devait continuer à mener une politique réaliste d'ouverture et de bon voisinage, car « la coopération est la condition sine qua non

de son indépendance ».

Les trois partis nationaux qui se partagent le pouvoir en Bosnie-Herzégovine, où cohabitent Musulmans, Serbes et Croates, ont réagi de façon différente. M. Krajisnik, du Parti démocrate serbe (PDS) qui a organisé en novembre un référendum sur le maintien de la communauté serbe de Bosnie dans la Yougoslavie, est satisfait du report de la reconnaissance de cette République car « elle aurait pu avoir de graves conséquences ». Les leaders musulmans et croates, qui réclament l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, sont pour leur part déçus et proposent le tenue d'un référendum.

Le Monténégro n'a pas demandé sa reconnaissance à la Communauté européenne. Toutefois le ministre monténégrin des affaires étrangères, M. Simardic, a déclaré qu'il « en entrant en Yougoslavie le Monténégro lui a apporté sa souveraineté et que, par conséquent, il la Yougoslavie venait à disparaître, il la récupérerait automatiquement ». Dans les jours qui viennent, le Parlement pourrait décider d'organiser un référendum sur l'avenir de la plus petite République yougoslave en tant que partie intégrante d'une nouvelle Fédération yougoslave prônée par la Serbie ou bien en tant qu'Etat souverain qui s'associerait avec les autres Républiques de la région.

FLORENCE HARTMANN

Selon des observateurs de la CEE

Les forces fédérales et les milices serbes
se sont livrées à des atrocités

L'armée fédérale yougoslave, de concert avec les milices serbes, s'est livrée à une campagne de terreur, d'assassinats, d'évacuations forcées et de pillages dans les villages de Croatie, selon le rapport confidentiel d'une équipe d'observateurs européens dont l'*International Herald Tribune*, le *Guardian* et le *Washington Post* révélaient la teneur dans leurs éditions du 17 janvier.

L'équipe de cinq experts (deux militaires, deux avocats et un diplomate, parmi lesquels des Français) a affirmé que l'armée fédérale avait commis sur des civils des « atrocités », contraires à la convention de Genève sur les crimes de guerre signée par la Yougoslavie, et détruit délibérément des hôpitaux, des églises et des sites culturels.

Ces exactions visaient, selon les observateurs à faire fuir les villageois pour dépeupler systématiquement certaines régions de leurs

habitants d'origine croate. Des photos et des films vidéo montrent notamment des pendaisons, énucléations, mutilations diverses, comme le corps d'un homme de quatre-vingt-douze ans qui, après avoir été exécuté, a été écrasé par un tank. Ces documents ont été remis, avec le rapport, à plusieurs capitales européennes, à la mission de l'ONU et à la conférence européenne pour la paix en Yougoslavie.

Ces experts ont demandé à garder l'anonymat afin de pouvoir continuer à opérer en Serbie. Leur rapport porte sur des observations faites pendant les quatre derniers mois de 1991 à la fin (est de la Croatie), Sanj (sud de Zagreb) et Drnis (Krajina). « Nous craignons que de telles atrocités continuent de se produire dans la Krajina », une région au sud-est de la Croatie contrôlée par les Serbes, a déclaré l'un des membres de l'équipe.

Washington maintient son refus de reconnaître
les Républiques sécessionnistesWASHINGTON
correspondance

Pas de reconnaissance tant qu'un règlement négocié ne sera pas intervenu, assurant une solide protection aux groupes minoritaires : la position du département d'Etat répète officiellement s'accompagne d'une critique à peine voilée, mais exprimée officiellement, de la décision de la Communauté européenne, et plus spécifiquement de l'attitude de Bonn.

Certes, on admet que leur poids politique et leurs liens économiques avec les pays de l'Est assurent aux Allemands un rôle directeur dans la Communauté, mais on regrette que la Grande-Bretagne et la France n'aient pas mieux résisté aux pressions de l'Allemagne fédérale. Français et Britanniques, disent en privé les officiels, ont décidé, dans le prolongement de Maastricht, de mettre une sourdine à leurs préoccupations qui rejoignent celles de Washington.

Pour Washington, la priorité doit être donnée à l'application du quinzième cessez-le-feu du 2 janvier. Sa stricte observation et la coopération avec les Nations unies représentent la

meilleure possibilité de faire progresser le dialogue vers un règlement politique, dans le cadre de la conférence de paix mise sur pied par la Communauté européenne, a dit en substance le porte-parole du département d'Etat. Plus familièrement, il a ajouté : « Comment parler quand on se tire dessus ? »

On se préoccupe aussi des effets de la reconnaissance sur les livraisons d'armes aux Républiques indépendantes. Enfin, la décision de la Communauté européenne embarrasse l'administration dans la mesure où elle ne peut qu'encourager le « lobby croate » dirigé par le Dr Franjo Golek, et qui s'appuie sur de nombreux groupes d'origine croate du Middle West ainsi que sur Ruder Finn, une entreprise de relations publiques particulièrement active au Congrès, notamment auprès des membres des commissions des affaires étrangères.

Les observateurs estiment que, dans ce contexte, l'administration aura beaucoup de mal à maintenir sa position et finira tôt ou tard par s'associer à la décision des Européens en reconnaissant les deux Républiques.

HENRI PIERRE

ALLEMAGNE

L'armée redéfinit ses priorités et ses moyens d'action

Les récentes propositions de M. François Mitterrand, qui souhaitent définir une « doctrine » de défense nucléaire européenne (le *Monde* daté 12-13 janvier), ne sont pas passées inaperçues en Allemagne, où l'on attend néanmoins d'en savoir davantage sur les intentions françaises. M. Hans Dietrich Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères, avait réagi avec « intérêt » à la proposition faite par M. Jacques Delors, le 5 janvier, de mettre la force de frappe française à la disposition d'une politique européenne de sécurité commune. Ces propositions interviennent à un moment où l'Allemagne redéfinit en profondeur ses priorités militaires, qui ont fait l'objet, le semaine dernière, d'une importante réunion des responsables de la défense.

BERLIN

de notre correspondant

En s'engageant elle-même à rester dénucléarisée, l'Allemagne s'en était remise jusqu'à présent, pour sa protection nucléaire, au para-

pluie américain. L'armement nucléaire français a longtemps suscité de la méfiance. Le contexte paraît aujourd'hui favorable pour soulever la question d'une coopération de ces forces : au moment où les Etats-Unis réduisent leur engagement en Europe, la menace d'une prolifération des armes nucléaires dans les diverses Républiques issues de l'URSS est perçue, de plus en plus, comme une menace sérieuse outre-Rhin. D'une manière générale, les partisans d'une politique européenne de sécurité ont le vent en poupe en Allemagne.

Les changements intervenus sur le continent depuis l'effondrement des régimes communistes obligent, en outre, l'armée allemande à revoir complètement ses conceptions et la structure de ses forces. Les accords de désarmement signés avant la réunification allemande prévoient que les effectifs armés de la nouvelle Allemagne doivent être ramenés à 370 000 hommes d'ici à 1994. Ils étaient, en 1989, de 495 000 hommes. L'ONU a voté 180 000 dans l'ex-RDA. Le budget d'équipement doit être aussi sérieusement révisé à la baisse.

Le 11 janvier à Bonn, les responsables de la défense ont arrêté les grandes lignes d'une réforme en profondeur. Les forces de la RFA étaient jusqu'à présent conçues pour résister en première ligne à

un assaut frontal venant de l'est. Conformément à la Constitution allemande, elles ne pouvaient — et c'est toujours le cas — être utilisées que sur le territoire couvert par l'Alliance atlantique. La guerre du Golfe, puis la crise yougoslave, ont ouvert le débat sur la nécessité de prévoir l'engagement de troupes hors de la zone OTAN pour des opérations sous tutelle des Nations unies, voire d'une Communauté européenne de défense. La base du Parti social-démocrate (SPD), dont l'accord est indispensable pour changer la Constitution, s'y oppose, pour le moment, farouchement. Le gouvernement est cependant décidé à s'engager dans cette voie dans les années à venir.

Restrictions
budgétaires

Les décisions arrêtées par le conseil de défense intègrent déjà cette perspective. Le ministre, M. Gerhard Stoltenberg, cité par l'hebdomadaire *Welt am Sonntag*, a indiqué à l'issue de la réunion que « l'engagement de moyens militaires pour réaliser des objectifs politiques en Europe et dans les régions voisines ne devait pas être exclu à l'avenir ». A côté de la défense territoriale, s'il est précisé, il va falloir disposer d'une capacité « de gestion de crise rapide et efficace nécessitant la mise sur pied

d'unités totalement disponibles » d'intervention rapide. Ces unités, selon l'inspecteur général Neumann, devront être disponibles d'ici à 1995.

Le programme d'équipement va devoir être révisé en conséquence. La programmation d'ici à 2003 prévoit des économies de 43,7 milliards de deutschemarks. Des programmes entiers, comme le char de la nouvelle génération Panther ou le véhicule de combat blindé 2 000, vont être abandonnés. D'autres seront réduits, comme l'hélicoptère antichar franco-allemand PAH-2. La marine et l'armée de l'air, dont le rôle dans le cadre d'une coopération européenne se verrait revulsé, devraient être proportionnellement moins touchés.

Le débat reste ouvert sur le projet controversé de « chasseur 90 » développé par l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. L'armée de l'air a besoin vers la fin de la décennie d'un nouveau chasseur. 122 milliards de deutschemarks sont inscrits à cet effet d'ici à 2005. Une décision doit être prise cet été. M. Stoltenberg a indiqué que plusieurs autres options d'acquisition d'avion de combat étaient à l'étude, dont le F 18 américain et le Rafale français.

HENRI DE BRESSON

صكزامن الاصل

EUROPE

Russie pauvre, Russie chère

Suite de la première page

« Moi, depuis que le lait coûte 2 roubles le litre [72 kopecks avant], même s'il y en a, je ne peux pas en acheter », lance une femme âgée, emmitouflée dans son écharpe. Heureusement, comme la plupart des Moscovites, elle a précautionneusement stocké, et depuis longtemps, des denrées de base. Et ceux qui nous disaient que la libération des prix allait remplir les magasins, grommelle un ouvrier. Les autres, tous les autres, se taisent, marqués d'un silence pesant.

L'économie de marché, ou plutôt ces bouleversements, n'ont pas rendu les vendeurs moscovites plus avenants. « Y aura-t-il du lait pour tout le monde ? », s'inquiète, ténébreuse, une vieille femme. Regard de poisson mort de la vendeuse. Autour du comptoir, un bataillon de ménagères se charge du service d'ordre. Un resquilleur se fait rembarquer sans ménagement. Une invalide, son attestation à la main, est, elle aussi, repoussée à grands coups de coudes dans les côtes. « Invalide ? Quelle invalide ? Regardez-la, celle-là. D'abord, ils ont leurs magasins spéciaux. Pourquoi viennent-ils ici ? Sur-tout ne la servez pas ! » lance une grande maigre à bonnet vert. « La queue comme tout le monde ! » renchérit une autre. « Salauds ! » se contente de siffler une grand-mère tout de noir vêtue.

Soudain, une annonce est faite : « Camarades, la vente de lait est terminée ! » Les vendeuses disparaissent comme par enchantement. « On ne restera pas ! » menacent les clients. Une responsable du magasin tente de les convaincre de se disperser. En vain. « Oui, ils nous font toujours le même coup ; ils disent qu'il n'y en a plus et à peine avons-nous le dos tourné, ils recommencent la vente. » « Bonnet vert » éruite : « La prochaine fois, c'est une mirlanasse que je vais acheter ! Le micro vocifère : « Rentrez chez vous, on a vendu du lait pendant deux heures. Il n'y en a

plus et il n'y en aura pas ! » Les clients partent. Ailleurs, quelques jours plus tôt, des clients récalcitrants, après avoir patienté plus de quatre heures pour acheter de l'huile, refusèrent de s'en aller et, à 22 heures, se firent enfermer par une directrice pressée de retrouver son foyer. Ils furent délogés aux petites heures du matin par la police. Et mardi 14 janvier, des centaines d'acheteurs, mécontents d'avoir attendu, en vain, une arrivée de lait, bloquèrent plusieurs heures durant toute circulation sur l'avenue Koutouzov, une des principales artères de la capitale.

« Soviétique » ou « amateur » ?

La libération des prix a eu malgré tout quelques conséquences positives. Notamment l'apparition de produits qui avaient disparu, soit totalement comme les pamplemousses, soit épisodiquement comme le chocolat ou le saucisson. Comble de raffinement : l'Eliseevsky, un magasin du centre, va même jusqu'à proposer deux sortes de salamis, « l'amateur » ou le « soviétique », ce qui fait dire à un retraité péguenard : « Si le saucisson est soviétique, le prix ne l'est pas. »

Deux cent cinquante roubles, alors que la retraite et le salaire minimum sont de trois cent quarante-deux roubles... Cette autre retraitée, elle, ne savait même pas que les pensions avaient été augmentées. D'où ses pleurs lorsqu'elle s'est aperçue que le prix du pain était passé de 60 kopecks à 1,95 rouble : « Avec mes 70 roubles par mois, je ne vais même plus pouvoir m'acheter du pain. »

Emue – cela arrive ! – la vendeuse lui explique alors que sa retraite vient d'être portée à 342 roubles, et qu'elle peut en plus toucher une aide supplémentaire de la main d'entretien 200 roubles par mois. Encore faudrait-il que ces retraites soient versées. Le responsable de la direc-

tion des finances de la capitale ne reconnaît-il pas qu'un demi-milliard de roubles restait dû aux retraités pour le seul mois de janvier ? Pas de problème en revanche pour tout heureux possesseur de dollars. Ici on paie soit en « vert » (la monnaie américaine) – sourire garanti, service impeccable, exécution rapide – soit « en bois » (travaux, en roubles) – grommèlement, lenteur et mauvais vouloir. Mais tous les prix n'augmentent pas dans la capitale russe.

Rencontrée devant un magasin (Diet) – cela ne s'invente pas non plus – une paysanne qui a installé des morceaux de viande sur le rebord d'une fenêtre, où la neige sert de conservateur, explique son circuit économique : « Je suis arrivée d'Ukraine ce matin avec la viande de tout un veau. Je la vendais d'abord à 80 roubles le kilo. Maintenant il est tard et je dois prendre mon train dans deux heures. Alors j'ai descendu le prix à 60 roubles. Et ce n'est pas cher. Au marché central (un des marchés libres les plus chers de Moscou), c'est 250 roubles ! »

Personne, sinon les économistes en chambre de Londres, Paris ou Bruxelles, ne peut raisonnablement prévoir ce qui arrivera dans les jours, les semaines ou les mois à venir. A l'exemple de ce qui s'est passé en Pologne ou en Bulgarie, les magasins vont-ils se remplir et la faim présumée des Russes va-t-elle être évitée ? L'aide alimentaire occidentale qui va arriver bientôt en grandes quantités va-t-elle avoir l'effet escompté sur les prix ? La décomposition totale de la société va-t-elle empêcher la réussite de cette (timide) greffe libérale sur une économie gangrénée par plus de soixante-dix ans d'absurdités ?

En attendant, les émeutes de la faim pronostiquées par certains ne se sont pas produites. Pas encore du moins. Les Moscovites habitués à tant et tant de privations depuis tant et tant d'années « font avec ». Ou plutôt « font sans », comme l'explique cette ménagère : « Il n'y a pas de beurre ? Eh bien, je fais sans beurre. Pas de viande ? Je fais sans viande. » Moscou n'a toujours pas peur des larmes.

JOSÉ-ALAIN FRAILON
et MARIE JÉGO

M. Boris Eltsine met en cause la « mafia »

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Il faut poursuivre les réformes, mais empêcher que celles-ci ne soient détournées par les « structures mafieuses » et freinées par les cadres de l'ancienne nomenclature : tel est l'essentiel du message délivré jeudi 16 janvier par M. Boris Eltsine devant le Parlement russe.

« On doit réagir vigoureusement contre le sabotage », a ainsi déclaré le président russe, qui a annoncé une série de mesures destinées à combattre la spéculation, briser le monopole des commerçants qui stockent leurs marchandises afin de faire augmenter les prix, accélérer la réforme agraire et la privatisation prévue de 70 % des entreprises.

M. Eltsine s'est aussi prononcé pour l'adoption de mesures destinées à renforcer la protection sociale des personnes les plus défavorisées, qui sont les principales victimes des augmentations de prix. A cet égard, il a annoncé que « tout l'argent du Parti communiste » – soit plus de 4 milliards de roubles et 10 millions de dollars – sera affecté à cette politique sociale. Faisant allusion aux propos du président du Parlement Rousslan Khasboulatov, qui avait demandé la démission du gouvernement, M. Eltsine a jugé « inadmissible » la lutte pour le pouvoir entre le Parlement et le gouvernement, et a déclaré : « Nous n'avons ni le droit ni le temps de gémir et de baisser les bras. »

J.-A. F.

GÉORGIE : le retour de M. Zviad Gamsakhourdia

Les deux camps mobilisent leurs partisans

La Géorgie se trouve à nouveau au bord d'une guerre civile, ou, au mieux, d'une partition, avec la réapparition de M. Zviad Gamsakhourdia dans son fief de l'ouest géorgien. Le président, revenu de son refuge arménien, aurait réuni autour de lui trois à quatre mille hommes en armes dans son bastion de Megrelie, une région bordant la mer Noire d'où il est originaire et où il compte ses plus fidèles partisans.

Ils se sont concentrés jeudi dans la petite ville de Zougdid, où Zviad Gamsakhourdia les a appelés à se mobiliser contre « la junte » au pouvoir à Tbilissi, avant de se rendre plus à l'est, à Zestafoni, à 150 kilomètres de la capitale.

A Tbilissi, la majorité de la population semble favorable à l'ancienne opposition, qui soutient les milices ayant chassé « le dictateur » le 6 janvier dernier, après deux semaines de combats autour du parlement qui ont fait plus d'une centaine de morts.

Déclaration de guerre

Annonçant le retour de M. Gamsakhourdia, le « Conseil militaire », qui partage le pouvoir avec un gouvernement provisoire, a annoncé l'ouverture de bureaux d'enrôlement de volontaires dans différentes régions du pays et indiqué que des membres de la garde nationale ont été envoyés au devant des troupes adverses, vers Zougdid, Samtredia et Poti, sur la mer Noire.

Dans la soirée, des camions chargeaient des hommes en armes qui s'étaient rassemblés autour de la télévision. Le Conseil militaire continue à affirmer que le prési-

dent Gamsakhourdia, élu l'an dernier avec 87 % des suffrages, a perdu sa popularité et ne constitue pas une menace pour le nouveau pouvoir. Les manifestations, journalières, d'un millier de partisans de M. Gamsakhourdia se sont pourtant poursuivies jeudi autour de la gare de Tbilissi.

Le chef du gouvernement provisoire, M. Tengiz Sigous, a affirmé que « Zviad Gamsakhourdia a déclaré la guerre entre la Megrelie et la Géorgie ». L'agence Tass avait annoncé jeudi que les partisans de Zviad Gamsakhourdia, dont ses alliés tchéchènes du nord du Caucase, envisageaient de former une République indépendante en Géorgie occidentale, comprenant la Megrelie et l'Abkhazie, une République autonome bordant la mer Noire où les Géorgiens sont en minorité.

Le président abkhaze Vladislav Ardzinba, cité par Tass, a cependant déclaré que M. Gamsakhourdia n'a pu transiter par la capitale abkhaze Soukhoumi, à son retour d'Arménie, que grâce à ses partisans en armes qui avaient pris le contrôle de l'aéroport local. Ces hommes auraient depuis quitté l'aéroport et les routes qu'ils bloquaient.

La position de l'Arménie, qui a laissé Zviad Gamsakhourdia quitter mercredi son refuge d'Ildjevan, dans le nord du pays, et monter à bord d'un avion géorgien à Erevan, a été dénoncée comme « un jeu périlleux » par Tengiz Kitovani. Le nouveau pouvoir géorgien demandait l'extradition de M. Gamsakhourdia afin de le juger. Depuis sa fuite de Tbilissi, le président déchu se proclame toujours chef d'Etat légitime de la Géorgie. (AFP, Reuters.)

Sommet de la CEI et réunion des officiers à Moscou

Le règlement des questions de défense est reporté à février

Plus de 5 000 officiers de l'ex-armée « soviétique », devaient tenir, vendredi 17 janvier, au Palais des congrès du Kremlin, une réunion extraordinaire consacrée à l'avenir des forces armées relevant désormais d'autorités diverses, même si la Russie et le Commandement unifié de la Communauté d'Etats indépendants assurent le principal pouvoir et notamment le commandement des forces stratégiques.

C'est cette conférence, groupant des délégués des diverses unités et académies militaires, qui a sans doute été à l'origine de la réunion, la veille à Moscou, d'un nouveau sommet des présidents de la Communauté.

Convoqué sans publicité, il a réuni huit présidents sur onze, alors que ceux de Moldavie, du Turkménistan et d'Ouzbékistan

étaient représentés par des délégations, selon TASS. Les participants « ont décidé de reporter le règlement des questions militaires au début de février, a pudiquement rapporté l'agence Tass, alors que ces questions militaires étaient de toute évidence au centre de la réunion. M. Boris Eltsine, se présentant seul devant la presse tard dans la soirée de jeudi, a cependant déclaré : « Nous nous sommes mis d'accord aujourd'hui, dans le calme et la compréhension mutuelle, sur toutes les questions que nous prévoyons de résoudre. »

Les huit chefs d'Etat ont signé un document conjoint sur les questions militaires, a-t-il indiqué. Ils ont réaffirmé que la flotte de l'ancienne URSS relevait des « forces stratégiques » de la Communauté, à l'exception d'une partie de la flotte

de la mer Noire qui sera incluse dans les forces armées ukrainiennes. Les présidents ont également convenus d'adopter « un accord au niveau international sur le statut des forces armées sur les territoires des Etats-membres de la CEI, destiné à assurer par le biais des législations nationales » les droits civils des militaires et de leur famille, selon TASS.

Seuls Boris Eltsine et le président du Kazakhstan, M. Nazarbaev, semblaient présents vendredi matin à l'ouverture du congrès des officiers, transmis en direct à la télévision. L'absence des autres dirigeants a provoqué des interventions houleuses de militaires, alors qu'une manifestation de communistes « purs et durs » se déroulait au pied du Kremlin. (AFP, Reuters.)

GRÈCE

M. Papandréou a été acquitté dans l'affaire Koskotas

L'ancien premier ministre Andreas Papandréou, président du PASOK et chef de l'opposition, a été acquitté, vendredi 17 janvier, des quatre charges qui pesaient sur lui dans le scandale politico-financier Koskotas. Ce verdict clément, après dix mois d'audiences tumultueuses retransmises en direct à la télévision, met un terme à un long et pénible procès qui divisait la population grecque et empoisonnait le fonctionnement normal de la vie politique.

ATHÈNES

de notre correspondant

M. Papandréou, qui est âgé de soixante-deux ans, était accusé de corruption passive et de recel pour avoir reçu, selon les dires de M. Georges Koskotas, 90 millions de drachmes (500 000 dollars) dans une boîte de couches-culottes et 250 000 marks pour son hospitalisation à Londres il y a trois ans. On lui reprochait également d'avoir été « instigateur moral » du dépôt masqué des fonds des entreprises publiques, en 1988, à la Banque de Crète de M. Koskotas, qui connaissait des problèmes de trésorerie. Il était enfin accusé d'avoir demandé à son ministre des finances Dimitris Tsouvolas de régler à l'amiable une dette au Trésor public d'un des amis, M. Socrate Kalkanis. Aucun preuve pendant toute la longue procédure n'a pu

étayer ces accusations, a indiqué, au milieu de la nuit de jeudi à vendredi, le président de la cour grecque, le juge en chef, le 17 janvier, après la défaite du PASOK. Le Parlement issu de la majorité conservatrice et communiste de l'époque avait décidé, en accord avec une loi datant de la dictature des colonels, de faire comparaître M. Papandréou et trois de ses anciens ministres, MM. Agamemnon Koutsogiorgas, ex-numéro deux du gouvernement, Dimitris Tsouvolas et Georges Pansos. Trois députés (deux conservateurs et un apparenté communiste) avaient été désignés comme procureurs.

« Vérité » contre « calomnie »

Dès le début de la procédure, M. Papandréou a dénoncé le caractère politique du procès et la « parodie de justice ». Devant « le complot » et « les calomnies », il a refusé, comme la loi le lui permet, de se présenter devant la cour.

M. Koutsogiorgas, accusé d'avoir touché 2 millions de dollars, a eu une fin tragique, terrassé en pleine audience par une crise cardiaque. M. Tsouvolas, soutenu par le courant populiste du PASOK, a été condamné à deux ans et six mois de prison pour avoir réglé la dette de M. Kalkanis. M. Pansos s'est vu infliger dix mois de prison avec sursis pour avoir aidé par des passe-droits à l'extension du complexe de presse que M. Koskotas s'est fait construire près d'Athènes.

Dans un message à la nation, M. Papandréou s'est félicité du fait

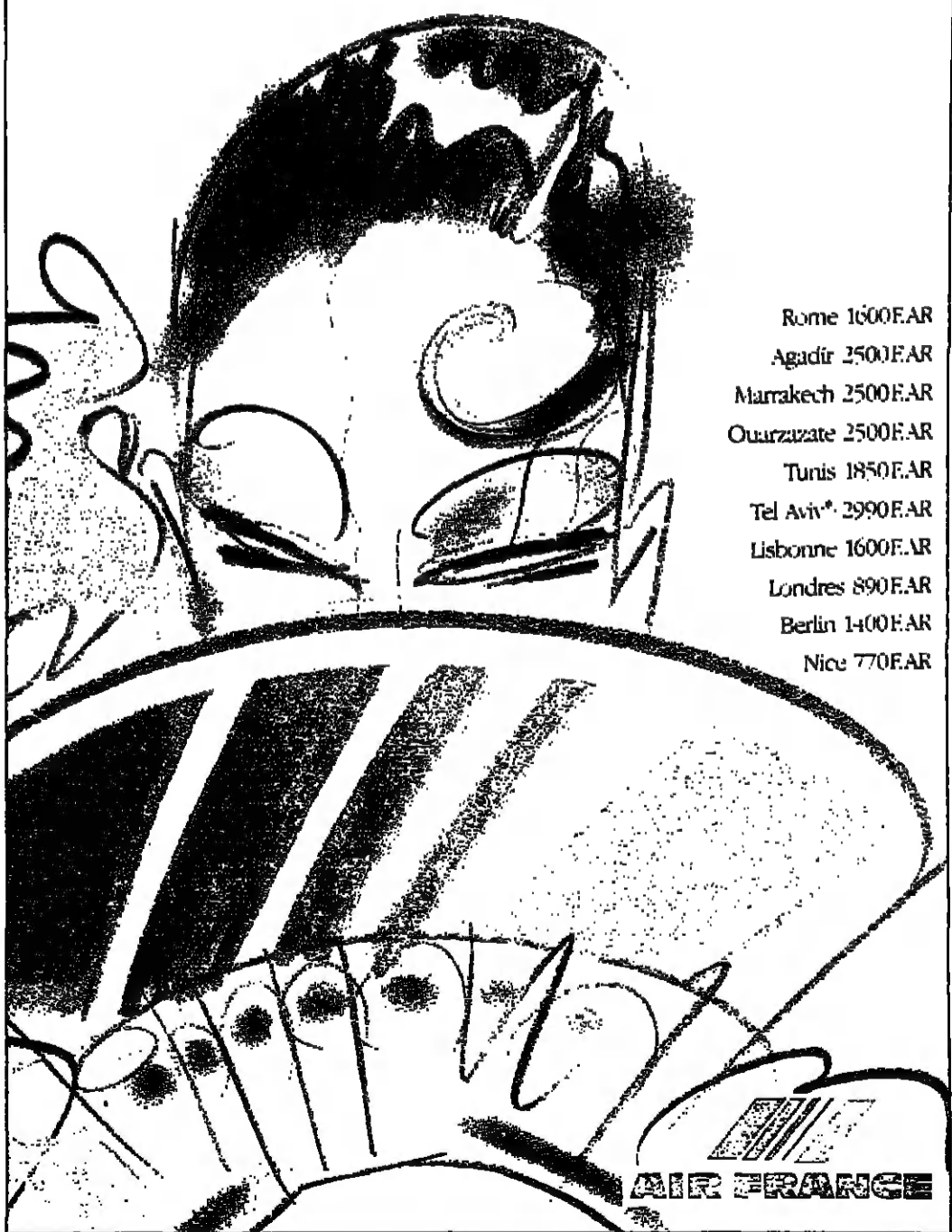
que « la vérité avait pris sa revanche sur la calomnie ». Il a attaqué « les instigateurs de la pénalisation » de la vie politique qui voulaient « l'ancien-tir politiquement et moralement » et briser le PASOK : « Ils ont échoué lamentablement. » Le dirigeant socialiste a réclamé de nouveau des élections pour sortir le pays de la crise. Il a pris la défense de M. Tsouvolas, élu député à Athènes avec le plus grand nombre de voix et qui a été privé par la cour de ses droits civiques pour trois ans. « Le peuple annule cette condamnation provocante », a-t-il assuré.

De son côté, le gouvernement conservateur a réaffirmé qu'il ne s'était jamais « immiscé » dans le procès. Il a lancé un appel au « calme » et à l'« unité » « pour affronter les problèmes aigus qui se posent à l'intérieur et à l'extérieur du pays ». Quant à M. Koskotas, qui demeure accusé d'avoir détourné 230 millions de dollars, il attend toujours dans une prison du Pirée la date de son procès.

DIDIER KUNZ

ITALIE : enlèvement d'un enfant en Sardaigne. – Un enfant de sept ans a été enlevé, dans la nuit de mercredi 15 à jeudi 16 janvier, en Sardaigne par un groupe de ravisseurs. Le jeune garçon, Farouk Ali Kassam, est le fils du prince Fatch Ali Kassam, d'origine pakistanaise et de nationalité belge, propriétaire d'un des plus beaux hôtels de la Costa Smeralda. (AFP.)

Madrid: 1600 F.A.R Embarquement immédiat



Rome 1600F.A.R
Agadir 2500F.A.R
Marrakech 2500F.A.R
Ouarzazate 2500F.A.R
Tunis 1850F.A.R
Tel Aviv* 2990F.A.R
Lisbonne 1600F.A.R
Londres 890F.A.R
Berlin 1400F.A.R
Nice 770F.A.R

Tarifs applicables au départ de Paris à partir du 20 janvier 1992, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale. * Tarif non valable du 19 février au 8 mars 1992 et du 11 avril au 7 avril 1992.

AMÉRIQUES

SALVADOR

Les guérilleros ont envahi les rues de la capitale pour célébrer les accords de paix

La CEE a exprimé, jeudi 16 janvier, sa « profonde satisfaction » à l'occasion de la signature, le même jour à Mexico, des accords de paix entre le gouvernement et la guérilla du Salvador, destinés à mettre un terme à douze années de guerre civile. A l'issue de cette cérémonie « historique », organisée sous la présidence du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, et en présence

de huit chefs d'Etat ou de gouvernement latino-américains, du président du gouvernement espagnol Felipe Gonzalez, du secrétaire d'Etat américain James Baker et du secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire Bernard Kouchner, le président salvadorien Alfredo Cristiani a exhorté ses concitoyens à se réconcilier et à ne plus recourir à la violence.

SAN-SALVADOR

de notre envoyé spécial

Sans tirer un seul coup de feu, les guérilleros du Front Farabundo-Marti de libération nationale (FMLN) sont entrés dans la capitale, jeudi 16 janvier, pour célébrer la signature des accords de paix qui avait lieu au même moment à Mexico. Sur la place de la Cathédrale, théâtre de nombreux incidents violents dans le passé, des milliers de personnes étaient venues écouter les déclarations de six « commandants » du FMLN. Pour la première fois, ils se sont exprimés à visage découvert et sans être inquiétés par les autorités.

Sur des banderoles rouges, on pouvait lire : « Nous avons gagné la paix », « Nous pouvons vivre sans armes », « La fin de la dictature a commencé ». Un immense portrait de Farabundo Martí, le militant communiste fusillé en 1932 qui a donné son nom à la coalition des cinq organisations de la guérilla, couvrait en grande partie la façade de la cathédrale. Sur l'un de ses clochers, les rebelles avaient installé l'antenne de leur radio clandestine.

Le « commandant » Juan Ramon Medrano, membre du « comité politique urbain », a expliqué la portée des accords, qui constituent « un saut énorme vers la réalisation de la révolution

démocratique » et un « triomphe pour les secteurs les plus pauvres qui vont désormais pouvoir faire entendre leur voix grâce au FMLN (...) Il y a vingt ans, nous étions quelques jeunes romantiques, qui avions pris les armes pour dénoncer l'absence de démocratie et de justice sociale ainsi que la répression et la misère. Aujourd'hui, nous avons commencé à réaliser notre rêve en obtenant la suppression des corps de sécurité, auteurs de tant de massacres. Il a insisté sur la mise en œuvre de la réforme agraire qui « devra changer la répartition injuste des terres, une des principales causes du conflit ».

A cent mètres à peine des festivités du FMLN, les partisans du président conservateur Cristiani avaient installé tribunes et orchestres de salsa au pied des immeubles à moitié détruits par le séisme d'octobre 1986. Entre les deux places, quelques policiers armés avaient été postés, au cas où des frictions surgiraient entre les ennemis d'hier. Là aussi, une église a servi de support aux banderoles de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, au pouvoir) : « Cristiani, merci pour la paix », « Vive le président de la paix ».

Préoccupations et suspicions

La place de la Liberté, où se trouve le monument à l'Indépendance, était couverte de drapeaux bleu et blanc, les couleurs nationales. L'atmosphère était plus détendue que sur la place de la Cathédrale mais, dans les deux cas, on ne sentait pas l'enthousiasme ni l'émotion qui ont dominé les cérémonies de Mexico - retransmises en direct par toutes les stations de télévision et de radio du pays - en particulier lorsque le président Cristiani a servi avec effusion la main de tous les dirigeants de la guérilla.

« Le gouvernement a cédé davantage que la guérilla », a affirmé un instituteur, en acceptant de réduire fortement les effectifs de l'armée, en accordant une légitimité politique au FMLN et en lui accordant temporairement des territoires où il pourra replier ses troupes en attendant le désarmement. Il fallait pourtant le faire car plus personne ne voulait de cette guerre.

D'autres expriment leur préoccupation. C'est le cas de M. Kirio Salgado, un avocat d'affaires qui écrit dans le journal conservateur *Diario de hoy*. Il craint que cette paix, « imposée par les Etats-Unis à travers l'ONU dans le cadre du nouvel ordre international », ne renforce le pouvoir du FMLN. « La guérilla, dit-il, transformera en véritables soviets les territoires sous son contrôle. Elle va certainement conserver une partie de ses armes, enterrées dans des caches sûres et qu'elle utilisera si elle ne parvient pas à progresser sur le plan politique au cours des prochaines années ».

Les déclarations de certains dirigeants de la guérilla ne sont pas faites pour rassurer leurs adversaires. Les « commandants » basés dans la région du Guazapa, un volcan situé à 25 kilomètres à peine de la capitale, ont affirmé qu'ils ne remettraient leurs armes qu'à la fin de la période de cessez-le-feu (du 1^{er} février au 31 octobre) et à condition que l'armée ait réduit ses effectifs conformément aux accords.

« Nous ne permettrons pas, ont-ils déclaré, la répétition de ce qui s'est passé en Colombie, où des centaines de combattants ont été assassinés après avoir déposé leurs armes ». Malgré la présence d'un millier d'observateurs de l'ONU, qui doivent être en place le 1^{er} février, les membres du FMLN ont de bonnes raisons de craindre pour leur sécurité, compte tenu des « exploits » sanglants des « escadrons de la mort ».

BERTRAND DE LA GRANGE

PROCHE-ORIENT

Un an après l'offensive dans le Golfe

Nouvelles révélations à Londres sur le « super-canon » irakien

L'anniversaire de l'offensive allée contre l'Irak coïncide avec plusieurs révélations gênantes pour le gouvernement britannique. Celui-ci, selon un témoignage devant les Communes, était au courant de la fabrication du « super-canon » irakien et du complot visant à assassiner son inventeur. Par ailleurs, un rapport officiel a mis en lumière les dissensions au sein du cabinet à propos de la conduite des opérations militaires.

LONDRES

de notre correspondant

A l'époque, en avril 1990, l'affaire avait provoqué une certaine effervescence aux Communes, mais le gouvernement Thatcher avait pu convaincre qu'il n'était pas au courant de l'usage qui pouvait être fait de la commande par l'Irak de tubes d'acier à deux sociétés britanniques. Bref, il ne savait pas que ces tubes - saisis par les douanes - devaient servir à la fabrication d'un « super-canon ». Les révélations que vient de faire M. Christopher Cowley devant un comité des Communes contredisent ces dénégations officielles.

Ce témoin n'est autre que l'ancien directeur de Space Research Corporation, société fondée par l'inventeur du « super-canon », Gerald Bull, assassiné le 22 mars 1990 par le Mossad (services secrets israéliens), si l'on en croit M. Cowley. Celui-ci affirme que Londres et Washington étaient au courant de ce projet d'assassinat et, ce qui paraît assez contradictoire, que M. Bull n'avait rien caché de ses activités à certains de ses « contacts » de l'Intelligence Service.

S'agissant du meurtre de celui-ci - tué dans son appartement de Bruxelles - M. Cowley souligne que les Israéliens avaient résolu de passer à l'action devant la multiplication des violations de l'embargo des Nations unies sur les ventes d'armes à l'Irak. Cette exécution, selon M. Cowley, a été menée à bien en pleine « connaissance » des services britanniques et avec l'accord de la CIA. M. John Major a qualifié, jeudi 16 janvier, de « nonsense » ces accusations.

Celles-ci interviennent à un mauvais moment pour le gouvernement, déjà sur la sellette pour une autre raison. Un rapport interne et théoriquement confidentiel des armées, dont des « bonnes feuilles » ont été publiées par l'agence Press Association, jette une lumière crue sur les discussions au sein du gouvernement en pleine offensive alliée.

Selon ces fuites, les chefs de l'armée ont vigoureusement critiqué les multiples ingérences des membres du gouvernement dans la conduite des opérations. L'exécutif, écrit le rapport, a montré des « préoccupations liées à l'argent et à la politique », une « excessive influence ministérielle dans les décisions militaires » et un « frustrant manque de cohésion ».

Les auteurs soulignent les dissensions entre l'administration et les chefs militaires à propos de l'envoi de renforts, notamment du porte-avions *Ark Royal* en mer Rouge, réclamé par les Américains. Le gouvernement a de facto subverti ce document, le ministre de la Défense, M. Tom King indiquant qu'il est évident que des erreurs ont été commises, qu'il y a eu des désaccords entre différentes personnes et quelques défauts de communication, sans que cela n'entraîne les « succès obtenus ».

Ces révélations ont permis au Labour de répliquer en attaquant à son tour le gouvernement. M. King et les responsables conservateurs ont lancé une offensive contre le Labour, accusé à la fois de ne pas avoir de politique de défense et de vouloir mettre en danger celle qui existe, en prévoyant une réduction de 6 milliards de livres du budget militaire.

LAURENT ZECCHINI

M. Bush promet de maintenir la pression sur M. Saddam Hussein jusqu'à son départ

L'Irak a marqué, jeudi 16 janvier, le premier anniversaire de la guerre du Golfe par une série de manifestations dominées par des slogans à la gloire de M. Saddam Hussein, comme dans un geste de défi à l'Occident qui avait mis sa chute. Dès les premières heures de la matinée, des milliers de personnes ont, dans quatre quartiers de Bagdad, manifesté dans le calme, brandissant notamment des banderoles contre l'embargo international décrété contre l'Irak depuis plus de dix-sept mois.

A Washington, le président Bush a célébré l'événement en dénonçant le président Saddam Hussein et en exprimant l'espoir de son départ du pouvoir. La Maison Blanche a cependant souligné que les Etats-

Unis n'envisageaient pas d'action militaire pour le renverser mais qu'ils continueraient de maintenir les sanctions des Nations unies contre Bagdad tant qu'il serait au pouvoir. M. Bush a estimé que le président irakien était dans une situation « affaiblie », alors que le secrétaire à la Défense Dick Cheney estimait qu'il serait écarté « dans un avenir pas très lointain ».

Répondant aux critiques qui notent aux Etats-Unis, à dix mois de l'élection présidentielle, que M. Saddam Hussein est toujours là, M. Bush a exprimé sa « fierté » pour les résultats de la guerre du Golfe, citant notamment la libération des otages du Liban et les négociations de paix israélo-arabes. Il a souligné que le renversement du président

irakien n'avait pas été le but de la coalition internationale.

« La coalition a mené une guerre limitée pour un objectif limité mais d'une importance vitale. Elle l'a emporté », a dit M. Bush. Cependant, le peuple américain et moi-même restons déterminés à maintenir la pression sur Saddam jusqu'à ce que de nouveaux dirigeants soient au pouvoir en Irak ».

Seule note discordante dans ce concert d'auto-félicitations, l'ancien président démocrate Jimmy Carter a déclaré que ce conflit avait été « une horrible tragédie ». Il a ajouté : « Il n'y a pas d'effort pour négocier la paix. Saddam Hussein est toujours là, la Koweït et l'Irak ont été détruits, les gens sont en train de mourir. » (AFP)

Israël s'achemine vers des élections anticipées

Suite de la première page

La raison du retrait des deux députés de Mokedet est exactement la même que celle des trois élus de Tehiya : selon eux, non seulement « le gouvernement s'est montré incapable de mettre un terme à l'Unité palestinienne » mais, surtout, l'arrangement d'autorité administrative par lequel l'administration israélienne conduirait inéluctablement à l'établissement d'un Etat indépendant arabe, entre Israël et la Jordanie.

« Les élections anticipées, expliquait l'un des deux ministres démissionnaires, M. Yovael Neeman, ne retarderont pas le processus de paix d'un mois, quatre ou cinq mois. Ensuite, ce seront les élections américaines. Bref, notre retrait de la coalition renvoie tout le processus et son trépas à l'automne 1993. D'ici là, la situation internationale aura peut-être évolué et les choses se seront peut-être améliorées pour Israël ».

Peu importe, à la limite, que les pourparlers de Washington entre l'Etat juif et les pays arabes plus les Palestiniens ne soient pas encore entrés dans le concret et que les conversations aient même été suspendues jeudi dans la capitale américaine sans qu'aucune date ni aucun lieu aient été fixés pour une prochaine rencontre. Peu importe car, au fond, le monde politique israélien, dans sa totalité ou presque - à commencer par le premier ministre en personne - souhaitait des élections générales anticipées. Telle est en tout cas l'analyse que font la plupart des commentateurs de la presse locale, certains n'hésitant pas à qualifier les ostensibles efforts déployés ces derniers jours pour des élections générales anticipées, comme une « manœuvre » destinée, avant tout, à l'opinion américaine.

Enjeu capital du numéro d'équilibre auquel le chef du Likoud se serait ainsi livré : les garanties bancaires pour 10 milliards de dollars que réclame l'Etat juif aux Etats-Unis pour faciliter l'intégration, en Israël, de plusieurs centaines de milliers d'émigrés soviétiques. Pour ces

garanties, dont l'obtention serait déjà en partie compromise par la politique « shamirienne » de colonisation des territoires occupés, et que le président Bush paraît vouloir utiliser comme une « carotte » qui viendrait récompenser une attitude plus conciliante dans les négociations directes avec les Arabes, « le premier



ministre, écrivait jeudi le journal de la gauche modérée, *Hadashot*, doit absolument présenter à l'administration américaine des progrès substantiels sur la voie d'un compromis avec les Palestiniens ».

Reste donc à savoir si le processus de paix amorcé fin octobre à Madrid pourra encore se poursuivre alors même que, comme l'annonçait jeudi la télévision israélienne, « la campagne électorale a déjà commencé ». Bien entendu, sur ce point comme sur le reste, les avis, comme les intérêts, divergent. L'extrême droite est évidemment convaincue qu'un gouvernement de transition comme celui que s'apprête à diriger M. Shamir pendant plu-

sieurs mois ne peut pas discuter autre chose que « des détails de procédure avec ses partenaires arabes. Aucune décision majeure, engageant l'avenir d'Israël, ne pourra être prise ou même négociée par une équipe intermédiaire », affirmait M. Yovael Neeman.

« Pas du tout », rétorquait le ministre de la police, M. Ronnie Milo, membre du Likoud et proche du premier ministre : « Rien n'empêche le gouvernement de poursuivre le processus de paix et telle est bien son intention. » Opinion partagée, on le sait, par le chef de la diplomatie israélienne, M. David Levy, qui dirige



également une faction au Likoud. Et de fait, selon un analyste politique entendu à la radio de l'armée, il est vraisemblable que M. Shamir « ne cessera de poursuivre le processus de Madrid au moins jusqu'à la fin du mois de février, date à laquelle le Congrès américain devrait examiner la demande israélienne de garanties bancaires ». Restera à savoir si, comme l'écrivait un grand journal indépendant comme *Haaretz*, les Etats-Unis accepteraient, en pleine campagne électorale, de faire ce cadeau politique au Likoud de M. Itzhak Shamir.

PATRICE CLAUDE
Lire nos informations sur les négociations israélo-arabes page 22.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie Pal. Just. CRÉTEIL (94), JEUDI 30 JANVIER 1992, à 9 h 30.
APPARTEMENT à FONTENAY (94120)
59, rue André-Laurent au REZ-DE-CHAUSSEE SUR RUE : 1 PIÈCE, CUISINE, CABINET TOIL. - MISE A PRIX : 50 000 F. S'adr. M. Th. MAGLO, avocat à CRÉTEIL (94000), 4, allée de la Toison d'Or, tél. : 49-80-01.85.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 30 JANVIER 1992, à 14 h 30, EN UN LOT :
LOGEMENT à PARIS (18^e)
d'une pièce principale, au 2^e étage du bâtiment B, dans un immeuble sis
12, rue des Roses
Mise à prix : 90 000 F
S'adresser pour renseignements à la SCP BLIAH-STIBBE-ULLMO, avocats, 18, rue Duphot, PARIS-18^e, tél. : 42-60-39-13. Au greffe du tribunal de grande instance de PARIS, et sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 30 JANVIER 1992, à 14 h 30.
APPARTEMENT de 2 pièces principales
au 3^e étage de l'immeuble sis 10, impasse du Caré
à PARIS-18^e
et CAVES - occupé - engagement de partir le 31 mai 1992.
plus charges de copropriété dues depuis le 22 octobre 1990.
M^{rs} Yves TOURAILLÉ, avocat à PARIS-9^e, 48, rue de Clichy, tél. : 48-74-45-85 ; M^{rs} MIZON, mandataire liquidateur à PARIS-3^e, 60, boulevard de Sébastopol. Visites : les 22 et 27 janvier 1992, de 18 h à 19 h.

Vente sur surenchère après saisie au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 30 JANVIER 1992, à 14 h, EN UN LOT :
PAVILLON d'habitation
27, rue Blanchard et 3, rue des Pierrettes
CHATILLON (Hauts-de-Seine)
Mise à prix : 946 000 F
S'adresser pour tous renseignements à M^{rs} Alain NICOLAS, avocat à la cour, 11 ter, avenue Joffre, LA GARENNE-COLOMBES (92), tél. : 47-80-03-74 ; M^{rs} CHARPENTIER-OLIVIER, avocat à la cour, 3, rue Danton à PARIS-6^e, tél. : 43-25-55-12. A tous avocats près le tribunal de grande inst. de NANTERRE.

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 30 JANVIER 1992, à 9 h 30, EN UN SEUL LOT :
sur une surface au sol de 376 m²
DEUX BÂTIMENTS à usage mixte de
BUREAUX et LOGEMENTS
GENTILLY (94)
17-17 bis, rue René-Angelier
MISE A PRIX : 750 000 F
S'adresser à M^{rs} Patrick VARINOT, avocat à NOGENT-SUR-MARNE (94130), 166 bis, Grande-Rue, tél. : 48-71-03-78 ; la SCP GARRY, LACROUX, FARINACCI-VIALARS, avocats associés, 10, avenue Percier, 75008 PARIS, tél. : 42-89-34-40.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 6 FÉVRIER 1992, à 14 h 30, EN DEUX LOTS :
UN APPARTEMENT de 3 p. princ. à PARIS-16^e
118, 126, 132, 134, 136, 138 et 144, BD SUCHET
27, 33, 41, 47, 53, av. Mal-Lafitey ; 2, place de la Porte-d'Auteuil ; 1, square Alfred-Capus, au 4^e étage, bât. 2, escal. 859, et CAVES
UNE CHAMBRE au sous-sol, bâtiment 2
MISES A PRIX : 1 000 000 de francs - 100 000 F
S'adr. : M^{rs} BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, avocats à PARIS-8^e, 55, boulevard Malesherbes, tél. : 43-22-04-36. Sur place pour visiter, le 31 JANVIER 1992, de 12 h 30 à 13 h 30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 6 FÉVRIER 1992, à 9 h 30, EN UN LOT :
APPARTEMENT de 4 pièces principales
Résidence le Pavois de Chennevières
Bât. 2, au 4^e étage, de type A. Empl. couvert pour voiture dans bât. garage. Empl. non couvert pour voiture dans le jardin (cave au sous-sol).
à CHENNEVIÈRES-SUR-MARNE (94)
Allée de la Galliotte et allée de la Caravelle
Mise à prix : 100 000 F
S'adr. à M^{rs} GUILBERT, avocat à VITRY-SUR-SEINE (94), 117, av. Paul-Vaillant-Couturier, tél. : 46-30-66-00 ; M^{rs} J. DEVOS-CAMPY, avocat, 37, avenue de Suffren à PARIS-7^e, tél. : 43-67-98-84. Et tous avocats près le T.G.I. de CRÉTEIL.

مكتبة الأمل

relations Londres
per canal Irakien

de maintenir la po
ussein

ARABES

Le Monde crée
un nouveau supplément économique
chaque lundi (daté mardi)
Un Monde à la hauteur du Monde

Nouveau, le supplément « L'Économie » le sera à plus d'un titre.

Ses priorités : être lié à l'actualité ; traiter de la vie des entreprises aussi bien que des évolutions globales ; donner aux événements internationaux la place qu'ils méritent.

Fidèle à ses exigences, *le Monde* analyse et rend intelligibles des mécanismes économiques plus que jamais complexes.

12 pages pour mieux comprendre les faits, les mettre en perspective.

Mais le nouveau supplément du *Monde* est aussi très pratique : lexique, repères, baromètres, autant d'informations concrètes pour vivre l'actualité de l'économie.

Rendez-vous dès le lundi 20 janvier (numéro daté mardi 21).

Le Monde

L'ÉCONOMIE

POLITIQUE

L'entrée et le séjour des étrangers en France

Les sénateurs socialistes demandent que le Conseil constitutionnel soit saisi du projet de création des « zones de transit »

Le Sénat a adopté, dans la nuit du 16 au 17 janvier, par 236 voix contre 17, le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. La majorité sénatoriale n'a apporté au texte présenté par M. Marchand que des retouches formelles. Seuls les communistes, rejoints pour l'occasion — mais pour des raisons opposées — par M. Poniatowski (Rép. et ind., Val-d'Oise), ont voté contre. Le groupe socialiste, qui n'a pas pris part au vote, a demandé au gouvernement de saisir le Conseil constitutionnel sur la disposition controversée créant une « zone de transit ».

Qui osera dire désormais que les élus socialistes au Parlement ne sont que des godillots qui, après quelques gesticulations bravaches, rentrent sagement dans le rang? Les sénateurs PS ont administré, jeudi 16 janvier, une belle leçon de résistance parlementaire aux initiatives de leurs « amis du gouvernement ». Ils ont même été beaucoup plus frondeurs que leurs collègues du Palais Bourbon, lesquels n'avaient que mollement réagi à « l'amendement Marchand », si décrié depuis qu'il a été introduit à la hâte avant l'examen en première lecture, le 20 décembre.

Il est vrai, à leur décharge, que les députés avaient arraché au gouver-

nement un nouveau délai de réflexion avec la promesse que l'examen du projet au Sénat n'interviendrait pas avant la prochaine session de printemps. Au lieu de quoi, le texte fut non seulement programmé à la présente session extraordinaire, mais assorti d'une déclaration d'urgence. Tant d'empressement à finir par agacer les sénateurs du PS.

L'avis de la commission nationale consultative des droits de l'homme, rendu jeudi 16 janvier, ne pouvait pas leur fournir meilleure caution. Le souci de se trouver « en paix avec le mouvement de protestation qui pourrait se développer à l'occasion de la manifestation du 25 janvier », indiquait-on au sein du groupe

socialiste, ajouta à leur résolution. La réaction fut double. D'une part, les amis de M. Claude Estier (Paris), président du groupe PS, ont déposé un amendement — rejeté par la majorité sénatoriale — réduisant la durée maximale de maintien d'un étranger en « zone de transit » de trente à vingt et un jours et instaurant un contrôle judiciaire.

D'autre part, ils ont solennellement demandé au gouvernement de « saisir le Conseil constitutionnel » sur l'amendement Marchand afin d'être « en harmonie avec notre loi fondamentale et en paix avec notre conscience d'hommes et de femmes attachées aux valeurs universelles », selon la formule de M. Guy Allouche (Nord).

Le seul moyen de sortir de l'impasse

Cette procédure de saisine du Conseil constitutionnel par le gouvernement avait déjà été utilisée en juin 1989 par le premier ministre de l'époque, M. Michel Rocard, à propos de la loi Joxe sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers (1). Les sénateurs socialistes brandissent aujourd'hui ce précédent comme le seul moyen de sortir de l'impasse.

C'est précisément parce qu'ils ont bon espoir d'obtenir gain de cause qu'ils ont finalement renoncé au choc frontal, à savoir un rejet pur et simple du texte, se contentant de ne pas prendre part au vote. Lors d'une réunion à l'hôtel Matignon, jeudi, avec M. Estier et M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M^{me} Edith Cresson se serait en effet engagée à saisir le Conseil constitutionnel sur la question de la zone de transit, assurait-on au sein du groupe PS. Le premier ministre pourrait en prendre l'initiative dès le mardi 21 janvier, soit le jour où la commission mixte paritaire Assemblée nationale-Sénat devrait définitivement adopter le texte.

FRÉDÉRIC BOBIN

(1) En septembre 1986, sous le gouvernement Chirac, le Conseil constitutionnel, saisi par l'opposition socialiste, avait annulé une disposition de la loi Pasqua qui aurait permis de prolonger le délai de rétention des étrangers expulsés ou reconduits à la frontière, en le faisant passer de sept à dix jours. Le gouvernement contesta toute analogie entre les maintiens en « zone de transit » et la rétention « en cas de nécessité absolue », prévue par l'ordonnance de 1945, que M. Pasqua proposait d'amender.

Malaise à la commission des droits de l'homme

L'« amendement Marchand » vise à durcir et à donner une base légale à une pratique déjà courante depuis plusieurs années : un étranger dont l'entrée sur le territoire est refusée par la police peut être placé en rétention en « zone internationale », dans l'attente soit d'un avion de retour, soit d'un feu vert autorisant à demander l'asile politique. La loi actuelle le permet pendant sept jours, sous le contrôle du juge judiciaire, et seulement en cas de « nécessité absolue ». L'amendement du ministre de l'Intérieur, modifié par les députés socialistes, supprime cette condition dans les cas les plus courants, et permet alors de prolonger la rétention jusqu'à trente jours, avec intervention du juge administratif au bout de vingt.

Cette disposition, ajoutée à la dernière minute au projet de loi infligeant des amendes aux compagnies aériennes transportant des étrangers en situation irrégulière, a été adoptée par les députés dans la nuit du 19 au 20 décembre 1991 (le Monde des 20 et 21 décembre). Le lendemain, la commission nationale consultative des droits de l'homme, instance placée auprès du premier ministre, découvrait son existence alors qu'elle se réunissait au ministère de la justice, précédemment pour adopter un avis sur des demandes d'asile. Piqués au vif, les membres de la commission,

représentants des administrations, des associations de défense des droits de l'homme, des syndicats et des cultes, chargeaient leur président, M. Paul Bouchet, conseiller d'Etat, de protester auprès du premier ministre. « Surprise par cette initiative brusquée », la commission s'est étonnée de ne pas avoir été consultée ni même informée par le gouvernement. « Quelles que soient les mesures envisagées en ce domaine, écrit M. Bouchet, il doit être veillé à ce qu'elles ne puissent contribuer à accroître l'esprit de méfiance envers les étrangers qui gagne une partie de l'opinion. (...) »

Le soutien de M^{me} Mitterrand

Dans sa réponse, adressée jeudi 16 janvier à M. Bouchet, le premier ministre rappelle qu'elle n'a pas sollicité l'avis de la commission sur le sujet du droit d'asile, mais que cette dernière s'est auto-saisie en vertu de la possibilité qui lui en avait été accordée par M. Rocard en 1988. M^{me} Cresson justifie la précipitation du gouvernement par le risque d'une condamnation du ministère de l'Intérieur dans deux procès pour séquestration arbitraire intentés par des étrangers maintenus en « zone internationale ». Ces jugements, qui doivent intervenir le 26 février, en créant un précédent, paralysaient en effet l'action de la

police selon le ministère de l'Intérieur. « Il est de la responsabilité d'un chef de gouvernement de ne pas exposer des fonctionnaires au risque de se trouver en situation d'agir illégalement (...), écrit le premier ministre.

Mais la commission des droits de l'homme n'a guère été convaincue par ces explications. Le statut de la « zone internationale » fait l'objet d'une controverse juridique portant sur son existence elle-même. Le malaise de la commission s'est accru avec l'inscription du texte à la session extraordinaire de janvier. Elle a rendu, jeudi 16 janvier, un avis dont la brièveté souligne la sécheresse. « Le caractère d'urgence de ce texte n'apparaît pas évident (...), écrit la commission, dans un avis adopté à l'unanimité. Cet avis qualifie d'« inacceptable, tant sur la forme que sur le fond », le dépôt « en dernière heure » de l'amendement gouvernemental. Il demande que ce texte « ne soit pas adopté à la présente session extraordinaire du Parlement, afin de permettre la réflexion approfondie qui s'avère indispensable ». Cette position a été soutenue par les représentants de plusieurs associations humanitaires, notamment par M^{me} Danielle Mitterrand, qui siège à la commission consultative des droits de l'homme en tant que présidente de la Fondation France Libertés.

PHILIPPE BERNARD

Après avoir reçu M. Mitterrand à l'hôtel Matignon

M^{me} Cresson au milieu de ses amis...

Au milieu des difficultés qui l'assaillent quotidiennement, M^{me} Edith Cresson marquera probablement d'une pierre blanche le jeudi 16 janvier 1992. Ce jour-là, le président de la République lui a fait l'insigne honneur de venir déjeuner à l'hôtel Matignon; pour la première fois, un sondage a indiqué une remontée de sa cote dans l'opinion; et, en tenant sa première réunion semi-publique depuis sa nomination à la tête du gouvernement, elle a pu mesurer qu'il y avait encore des militants socialistes qui avaient plaisir à venir écouter le premier ministre.

De ces trois événements, le premier est évidemment le plus lourd en symboles. Il ne fait pas partie des usages républicains que le chef de l'Etat aille rendre visite au chef de son gouvernement. Certes, le 9 mai 1989, M. François Mitterrand avait déjà répondu à une invitation à déjeuner de M. Michel Rocard, mais il s'agissait alors officiellement de fêter avec un jour d'avance le premier anniversaire de la nomination de l'ancien leader du PSU à l'hôtel Matignon et, dans les faits, d'assurer que les deux hommes, qui s'étaient si durement combattus pendant de nombreuses années, faisaient dorénavant équipe sans difficulté à la tête de l'exécutif.

Cette fois, un anniversaire n'a pas servi de prétexte. Il faut donc voir dans ce déjeuner la volonté du président de la République de manifester publiquement, au lendemain de l'élection de M. Laurent Fabius à la tête du PS, son appui à un premier ministre si sèchement critiqué, y compris par une partie de ceux qui composent sa majorité, et de tenter de faire taire les rumeurs qui, régulièrement, annoncent son départ pour imminent. Comme il y avait aussi autour de la table M. Hubert Védrine, secrétaire général de l'Elysée, M^{me} Anne Lauvergeon, secrétaire général adjoint, M. Gilles Ménage, directeur de cabinet du chef de l'Etat, M. Jean Kahn, conseiller à l'Elysée, en charge notamment des dossiers constitutionnels, M. Abel Farnoux, conseiller spécial du chef du gouvernement, M. Gérard Moine, son directeur de cabinet, M. François Lamoureux, son directeur adjoint, et M. Yves Barbot, son conseiller pour les affaires de sécurité, M. Mitterrand a pu faire plus ample connaissance avec les proches

collaborateurs de M^{me} Cresson, dont certains sont si vivement contestés.

Le soir même, M^{me} Cresson participait à la traditionnelle cérémonie des vœux qu'organise M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, pour les militants et les sympathisants du onzième arrondissement de Paris, au Cirque d'hiver.

Une grande espérance

En présence de M. Jean-Yves Auzanier, député du secteur et animateur du dernier carré de fidèles de M. Jean-Pierre Chevènement, de M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice et porte-parole des socialistes pour la campagne régionale en Ile-de-France, de M. Pierre Joxe, ministre de la défense et tête de liste du PS aux mêmes élections à Paris, le premier ministre a dressé à nouveau un bilan de l'action de son gouvernement et présenté son programme en affirmant que 1992 « ne sera pas une année facile », mais qu'il restait « une grande espérance : celle de la gauche ».

Parlant des « attaques contre le PS », le premier ministre a estimé qu'il y avait « de quoi s'interroger ». Et elle a rappelé que ce sont « nos députés qui ont voté la loi permettant la transparence des dépenses électorales » et qui ont voulu « restaurer le parlementaire de l'amitié » en adoptant « une loi de transparence, de clarté, afin que la justice puisse s'exercer dans de bonnes conditions ». Elle a donc souhaité que « les socialistes gardent leur calme, se mobilisent, soient courageux, comprennent et transmettent les décisions prises par le gouvernement ».

Devant les applaudissements chaleureux des quelque mille six cents personnes présentes, comme devant l'accueil amical et les encouragements qu'elle a reçus lorsque, après son discours, elle s'est promenade au milieu de groupes partageant le vœu de l'amitié, elle a reconnu : « Ça fait du bien de se retrouver au milieu d'amis, ça donne du courage ».

Même si une manifestation d'assistantes sociales l'a contrainte à quitter le Cirque d'hiver par une porte dérobée.

THIERRY BRÉHIER

La préparation des élections régionales

Chasseurs et pêcheurs en lice dans le Var


TOULON

de notre correspondant

Le CPNT (Chasse, pêche, nature et traditions) présente une liste aux élections régionales dans le Var. Né à l'occasion des élections européennes de juin 1989, ce mouvement qui privilégie « les cultures et traditions des premiers utilisateurs de la nature que sont les milieux de pêcheurs et de chasseurs » hors des partis politiques traditionnels. Peut-on pour autant qualifier cette liste d'écologiste? M. Alain Millanello, qui la conduit, répond : « Il y a vingt ans que nous faisons de l'écologie mais nous n'en sommes pas des intégristes ». Voilà qui ne manquera pas de créer une certaine confusion. Outre la liste des Verts et celle de Génération Ecologie, les électeurs varois auront du mal à faire la distinction avec celle de l'Union verte, proche du RPR, et celles qui pourraient se constituer autour des transfuges des Verts ou de ceux des partis de la gauche parlementaire.

Le CPNT reste confiant. Il s'appuie sur les résultats des élections européennes à l'issue desquelles sa liste avait obtenu 4,71 % des suffrages dans le Var, avec une cote de 49,58 % dans la commune rurale de Montmeyan. La réforme de la chasse sur le plan européen avait alors mobilisé les trente mille chasseurs et une partie des vingt-cinq mille pêcheurs varois. Leurs suffrages seront d'autant plus précieux en mars prochain que M. Marc Messad, président de la Fédération départementale des chasseurs, sera candidat à ces élections sur la liste du PS.

JOSÉ LENZINI



CITROËN AX TEN fm
MUSIQUE!

DU 9 AU 20 JANVIER
49900 F
TOUT EQUIPEE
AVEC AUTORADIO

CITROËN

CITROËN AX NOUVELLE GENERATION

Prêt de 1000 F TTC - 49900 F
AM 92. Site limitée mise en
vente de 9.01 au 20.01.92 toutes.

صحن من الأكل

POLITIQUE

Les partis, le pouvoir et l'argent

La commission «ad hoc» va entendre M. Farran

La commission ad hoc chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Jacques Farran, député (UDF-PR) des Pyrénées-Orientales, que préside M. Jacques Limouzy (RPR, Tarb), a choisi pour rapporteur M. François Massot (PS, Alpes-de-Haute-Provence). Le groupe socialiste, qui avait envisagé de laisser entièrement à la droite la responsabilité de cette commission, après l'échec de son candidat, M. Raymond Forni (Territoire de Belfort), au poste de président (le Monde du 16 janvier), y a finalement renoncé.

La commission a décidé de convoquer M. Farran mardi 21 janvier. Celui-ci a la possibilité de se faire représenter par l'un de ses collègues. Les députés pourraient ensuite se prononcer en séance publique sur la levée de l'immunité de M. Farran, avant la fin de l'actuelle session extraordinaire du Parlement. Les services de l'Assemblée ont en effet précisé que le fait que l'Assemblée soit réunie sur un ordre du jour déterminé, comme le prévoit l'article 29 de la Constitution, n'empêche pas l'inscription à l'ordre du jour d'une demande de levée d'immunité parlementaire.

Enquête fiscale dans une société d'édition du RPR

Des agents du fisc se sont rendus à deux reprises, mercredi après-midi 15 janvier et jeudi matin 16 janvier, au siège d'Etape, une société d'édition du RPR située boulevard Saint-Germain à Paris. Ils intervenaient dans le cadre d'une enquête sur cette société anonyme dirigée par M. Camille Cabana, ancien membre du gouvernement de M. Jacques Chirac de 1986 à 1988. L'enquête est conduite par des agents de la direction nationale des enquêtes fiscales (DNEF) dépendant du ministère du budget, où l'on ne refuse à toute déclaration, en invoquant le secret fiscal.

An RPR, on confirme l'enquête en cours, en soulignant qu'il ne s'agit nullement d'une procédure judiciaire. « Nous sommes tranquilles », ajoute-t-on en soulignant la « coïncidence » de ces investigations avec la perquisition faite au siège du PS.

Etape, qui est animée par M. Cabana, sénateur (RPR) de Paris et adjoint au maire de la capitale, chargé de l'urbanisme, édite, notamment, la feuille quotidienne du parti chiracien, La lettre de la Nation, et hebdomadaire, La lettre de la Nation Magazine.

Toujours plus

Suite de la première page

Certains paraissent atteints d'un syndrome italien, d'un syndrome du «miracle», celui du «petit juge» qui édifie les puissances et fait triompher la justice et la vérité.

Ils agissent au nom d'une certaine idée de la justice, qu'ils avaient en commun avec la gauche, avant 1981, et dont ils sont seuls dépositaires aujourd'hui. L'encaissement au nom de la vertu, ils portent atteinte à l'un des instruments de l'exercice de la souveraineté, sans autre motif apparent que de vouloir répondre à la volonté du garde des sceaux d'interdire l'ouverture de certaines informations.

L'obstination dans l'erreur du gouvernement vaut, certes, que l'on se réveille. Elle explique peut-être que le PS paraisse seul bénéficiaire des sollicitudes judiciaires, aujourd'hui. Mais cela ne justifie pas que l'on ébranle l'édifice. Car, au-delà des dommages, probablement irréparables, causés aux socialistes, chacun sait bien que le siège d'un parti n'est pas un lieu normal de perquisitionner au siège d'un bureau d'études, il n'est pas neutre de le faire au siège d'un parti, et que c'est en fait le «tous pourris» qui va progresser, c'est la roquette d'un «M. Propre» mythique qui risque bel et bien, à terme, d'emporter bien d'autres choses que la gauche.

Ce constat de légèreté n'interdit cependant pas d'aller au-delà du regret de voir qu'inévitablement une justice politique (c'est-à-dire instrumentée par un pouvoir qui veut se protéger) conduit à une politique de justice, celle des «juges rouges». Il ne suffit pas non plus d'observer que la gauche, en matière d'argent, vivait en quelque sorte sur le dogme de l'innocence. Conception et que sa convention aux réalités ne pouvait manquer de lever, en la matière, un coin du voile.

De même, dire que la France est un beau pays, qui jouit d'un niveau de prospérité probablement jamais atteint dans l'histoire, observer que la France n'est pas le Japon, avec son cortège quasi interminable de scandales touchant les plus hautes autorités gouvernementales, relèver, avec l'économiste Alain Cotté, que l'économie planifiée a «abouti à une société parfaitement corrompue», tandis que le libéralisme a «légitimé et justifié la corruption»; ajouter que le corps social demande abusivement aux politiques d'incarner aujourd'hui la vertu, comme il l'exigeait hier des prêtres, tout cela comporte une part de vérité, mais ne permet pas pour autant de passer l'éponge.

Pour ce, d'une certaine façon, la coupe est pleine, et qu'au-delà du choc que provoquent les

actuelles péripéties judiciaires il faudra bien obtenir de ceux qui concourent, de par la Constitution, à l'expression des suffrages qu'ils mettent sinon un terme, du moins un frein au «toujours plus» - d'argent, de dépenses, de budgets - dans lequel ils sont tous engagés.

Paraphrasant Tocqueville, on pourrait dire en effet qu'à mesure que la masse de la nation tourne à la démocratie, la classe particulière (de la politique) devient plus aristocratique.

Ce qui veut dire qu'elle se constitue insensiblement en «privilegiature». Une petite privilégiature, certes, au regard de certains secteurs de la société, mais une privilégiature tout de même, particulièrement mal ressentie par l'opinion, qui n'est pas loin de s'en servir comme d'un bon émissaire après l'avoir par trop sacralisée.

« Cette situation serait extrêmement grave »

Dans le remarquable rapport de la commission parlementaire sur le financement des partis, le rapporteur, le socialiste Jean Le Garrec, montre qu'en cinq ans les dépenses du RPR et du PS ont été multipliées par deux, tandis que leurs effectifs militants baissent sensiblement. Ce décalage est le prix à payer pour la constitution de cette privilégiature.

Ce même rapport, surtout, «exclut pas» que, malgré la loi de 1990 - qui fait qu'il y a en principe un «avant», où tout et

tout le monde est dans l'illégalité, et un «après», où des règles et des plafonds doivent être observés - les financements occultes se soient poursuivis. « Cette situation serait extrêmement grave », écrit Jean Le Garrec, qui explique que la commission, notamment, n'a pas réussi à faire toute la lumière sur les budgets des instances locales des partis.

C'est évidemment cette réalité, à peine entrevue par les commissaires, qui explique - ou va expliquer avec l'affaire SAGES, destinée à prendre le relais de l'affaire Urba - au visage des politiques, et principalement de ceux qui sont, comme on ne devrait pas dire, «aux affaires». C'est l'addition d'une déconvenue, celle qui s'achève, qui fut dominée par l'idéologie de l'argent - «Maître de l'argent à gauche, c'est adroit», slogan publicitaire qui résonne aujourd'hui cruellement, - que les socialistes vont devoir payer au prix fort.

En fait, il y a aujourd'hui quatre sources principales d'affaires, de corruption : l'explosion de la Bourse, dont la mise à niveau internationale s'est accompagnée de quelques dérapages retentissants, avant que ne soit mis en place un bon système de surveillance; l'immobilier, avec son cortège d'exclusions des classes moyennes du centre des villes, et notamment de la capitale, pour cause de spéculation; la loi Royer, à l'origine destinée à protéger le petit commerce, qui a instauré des commissions départementales qui sont le lieu de trafics d'influence, qui sont dénoncées régulièrement par Michel Edouard Leclerc, et dont le rapport Le Garrec demande la suppression; la décentralisation, enfin, qui

permet des jeux financiers sans contrôles a priori, et qui a multiplié les occasions de corruption, lors de la passation des marchés publics.

Ce sont-là, bien sûr, des effets pervers de réformes qui, en elles-mêmes, étaient nécessaires et sur lesquelles - s'agissant de la Bourse ou de la décentralisation - personne n'envisage de revenir, au contraire. Le tort du pouvoir a simplement été, à chacune de ces occasions, de tenter de visser le couvercle sur la marmite, provoquant à son tour la révolte de la magistrature.

Il serait évidemment abusif d'affirmer que seule l'amoralité régit la conduite de la «classe» politique. Il serait également dangereux de rechercher, à toute force, une pureté qui est, en elle-même, étrangère à la démocratie : celle-ci est faite du processus de pacification des conflits d'intérêts que crée une société. De ce point de vue, la «croisade» de certains juges relayés par des politiques tels que Philippe de Villiers, poussée au bout de sa logique, est une entreprise abusive : la justice est aussi un pouvoir, et le déséquilibre peut exagérément se manifester aux dépens du pouvoir exécutif. A condition toutefois que ce dernier ne considère pas le pays comme une société à irresponsabilité illimitée.

Max Weber avait coutume de distinguer morale de conviction et morale de responsabilité, et de souligner que la première, génératrice d'absolu, était dangereuse, tandis que la seconde conduisait à d'inévitables compromis. La solution n'est ni dans l'une ni dans l'autre, mais dans le dosage de l'une et de l'autre. Or il y a des moments où, à force d'être «responsable», on tue les convictions, les rêves et celles de ceux qui, par leurs suffrages, ont cru pouvoir vous faire confiance. Nous en sommes à ce point. Il ne vient plus à l'idée de personne de contester que les socialistes aient, grosso modo, gouverné de façon «responsable».

Mais, face aux rats qu'a entraînés leur conversion au réel, ils ont cessé de réagir en hommes de conviction, pour ne retenir que la logique des hommes de pouvoir.

Que la majorité comme l'opposition l'aient oublié ou non, la défense de la démocratie, comme d'ailleurs celle d'un pays, suppose sinon une levée en masse des démocrates, du moins l'interiorisation d'un code collectif, d'un code éthique. C'est bien ce fil-à-qu'il s'agit aujourd'hui de retrouver.

D'urgence !

JEAN-MARIE COLOMBANI

Un colloque
des anciens de l'ENA

Pour un Etat plus fort

L'Etat moderne peut-il trouver les moyens d'une nouvelle efficacité ? Assurément, ont répondu tous les participants au colloque organisé sur ce thème, le 16 janvier, au palais de l'Élysée par la Confédération internationale des anciens élèves de l'École nationale d'administration.

Cette interrogation est d'autant plus légitime qu'elle se pose dans de nombreux pays, y compris en France. Ainsi M. Raphaël Alomar, président des anciens de l'ENA, voit-il au «malaise» de la fonction publique plusieurs causes telles que l'inversion des valeurs au détriment de l'Etat et au profit de l'entreprise, la montée en puissance de l'Europe et des collectivités locales, enfin l'exposition croissante de l'Etat à la concurrence.

Selon M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la Fonction publique, qui remplaçait au pied levé M. Cresson à l'ouverture des travaux, «les années 90 vont mettre l'accent non sur les limites de l'Etat comme ce fut le thème des années 80, mais plutôt sur les fonctions qui incombent à l'Etat». Pour lui, la solution n'est pas dans la réduction des missions de l'Etat mais dans leur adaptation. «L'Etat moderne, n'est-il dit, doit être plus que jamais impartial et devenir plus efficace et plus intelligent». Cette conception correspond à celle que défendait le RPR en 1981 et en 1985 lorsqu'il proclamait : «Moins d'Etat mais mieux d'Etat».

M. François Létard, président d'honneur du Parti républicain, a opposé à l'Etat impérial ou communautaire le concept d'Etat-nation qui constitue en France «le fondement et le réceptacle de la démocratie moderne». Il faut, selon lui, réhabiliter les fonctions régaliennes de l'Etat (justice, diplomatie, armée et police) que l'entreprise ne peut assurer, car elle n'est pas «productrice de droit pour tous». Dans le même sens, M. François Scheer, secrétaire général du ministère des affaires étrangères, a affirmé qu'il n'y aura pas d'Europe communautaire forte s'il n'y a pas à la base des Etats forts. M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, a estimé que «l'Etat ne peut être réduit à sa fonction économique ni confondu avec le marché», car il a pour mission la cohésion de la société tout entière. M. Yves Canac, président de la Cegos et de l'Institut de l'entreprise, a déploré que l'Etat dirigiste ait conservé ses structures et sa philosophie alors qu'il a rendu aux entreprises leurs libertés essentielles. Il demande donc que l'Etat «se recentre sur ses métiers de base et réduise ses coûts pour qu'ils deviennent compétitifs».

M. Rocard : réhabiliter le service public

M. Akitane Kiuchi, ambassadeur du Japon à Paris, dans un français parfait, a affirmé que «les investisseurs japonais, qui croyaient qu'en France l'Etat intervenait trop, ont constaté que c'était faux». Il a ajouté en un langage fort peu diplomatique : «Le Japon souffre d'une classe politique complètement pourrie et de fonctionnaires frappés d'immobilisme. Mais ça marche bien parce que le secteur privé est plus puissant que l'administration et que la politique». En revanche, M. Delaporte, président d'EDF, a mis en garde contre l'ultra-libéralisme qui a montré son inefficacité, notamment en Pologne et dans les autres démocraties de l'Est.

En conclusion de ces travaux, M. Michel Rocard a estimé que «si les années 80 avaient légitimé l'entreprise, les années 90 verront la réhabilitation de l'Etat et du service public», ajoutant : «Si le marché est ce qu'il y a de plus efficace, il lui faut des règles et c'est à l'Etat à fixer des garde-fous». En conséquence, pour l'ancien premier ministre, il faut «un Etat allégé, dégagé de ses tâches superflues, mais un Etat plus ferme et plus respecté s'affirmant comme maître du temps et comme stratège national». Quant aux fonctionnaires, ils doivent passer d'une logique de procédure à une logique de responsabilité.

ANDRÉ PASSERON

Les réactions

« M. Charles Millon (UDF) : Les juges sont en train de «se venger». - M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, a estimé, jeudi 16 janvier, que les juges sont en train «d'exploiter le pouvoir judiciaire» en particulier le garde des sceaux, est beaucoup trop intervenu ces derniers mois par rapport au système judiciaire. «Lorsqu'on fait des actes contre nature dans la démocratie, la démocratie se venge», a-t-il ajouté sur Radio OFM.

« M. Pierre Joxe (PS) : «Beaucoup de droit peut faire beaucoup d'injure». - M. Pierre Joxe, ministre de la Défense, a affirmé, jeudi 16 janvier sur Europe 1, que «beaucoup de droit peut faire beaucoup d'injure» et que «la justice et le droit doivent être gérés dans des conditions telles que l'on ne crée pas un dommage irréparable», comme une perquisition «sous l'œil des caméras».

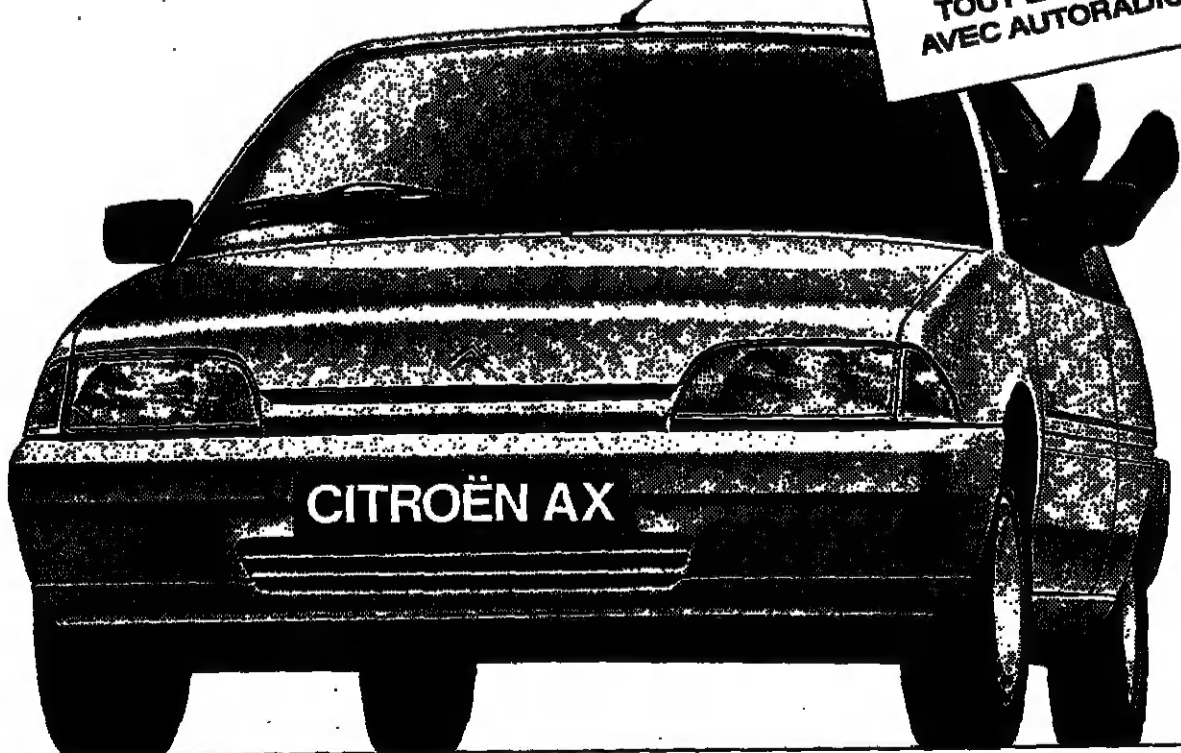
« M. Jean-Paul Magnon (PC) : «La perquisition savante, le dégoût

et le rejet des magouilles. » - M. Jean-Paul Magnon, secrétaire du comité central du Parti communiste, écrit dans l'Humanité du 16 janvier que «la perquisition au siège du PS (...) accense le dégoût et le rejet des magouilles politico-financières qu'exerce une grande partie de la population, et notamment la jeunesse».

« Les Verts : «Le siège d'un parti ne peut pas être inviolable ? » - M. Didier Anger, porte-parole national des Verts, s'est demandé, jeudi 16 janvier, si «le siège d'un parti politique légalement autorisé» ne pourrait pas «être considéré comme une ambassade de la démocratie et à ce titre inviolable ? ». «Une réflexion s'impose devant une situation ambiguë en droit, concède-t-il. D'une part, on ne peut se soustraire à la loi, pas même un membre d'un parti politique, fût-il au pouvoir. D'autre part, on peut s'interroger sur le respect des droits politiques des partis, dont les locaux sont perquisitionnés ».

CITROËN AX TEN fm MUSIQUE!

DU 9 AU 20 JANVIER
49900 F
TOUT EQUIPEE
AVEC AUTORADIO



CITROËN AX NOUVELLE GENERATION

Avec la CITROËN AX TEN FM vous allez enfin vous faire plaisir sans faire de folie : 49.900F pour une voiture tout équipée. Nouvelle ligne, nouvel intérieur avec tableau de bord monobloc, appuie-tête à l'avant, console centrale avec rangement, dossier arrière rabattable et amovible, montre et sièges avant sur glissière à mémoire. La nouvelle CITROËN AX TEN FM est tellement agréable à conduire qu'il serait dommage de le faire sans musique. L'autoradio et ses deux haut-parleurs ne vous diront pas le contraire. S'ils ont choisi de s'installer à l'intérieur c'est que la CITROËN AX TEN FM a un sacré sens du rythme.

Prix clés en main TTC : 49.900F - AM 92
Série limitée mise en vente du 9.01 au 20.01.92 inclus.



CITROËN

CITROËN partenaire TOTAL

49900F



POINT/LES « AFFAIRES »

L'argent
et l'amnistieCarrefour du développement :
un ministre accusé puis amnistié

C'est en 1986 qu'éclata la première affaire politico-financière de la présidence de M. François Mitterrand : Carrefour du développement. C'est aussi la seule où un membre du gouvernement est impliqué dans l'exercice de ses fonctions : M. Christian Nucci, ministre de la coopération jusqu'en mars 1986.

C'est enfin celle qui provoquera la première fracture publique entre la magistrature et le pouvoir : les juges qui, en avril 1990, mettent fin aux poursuites contre M. Nucci n'hésitent pas à critiquer publiquement la loi d'amnistie du 15 janvier 1990.

En avril 1986, M. Michel Aurillac, ministre de la coopération du gouvernement Chirac, rend public l'existence d'anomalies comptables dans la gestion de cette association, créée en 1983 par M. Nucci pour promouvoir sa politique. Il s'appuie sur une enquête de la Cour des comptes et, on le saura plus tard, sur les confidences de l'homme de confiance de son prédécesseur, M. Yves Châlier, qui avait été son chef de cabinet.

Début octobre 1987, après de multiples épisodes – dont une fuite au Brésil de M. Châlier, durant quelques mois, sous la protection du ministre de l'intérieur d'alors, M. Charles Pasqua –, l'Assemblée nationale vote la mise en accusation de M. Nucci devant la Haute Cour de justice. Enfin, en avril 1990, alors que l'ancien ministre a été accueilli par M. Laurent Fabius dans son cabinet à la présidence de l'Assemblée nationale, les cinq magistrats composant la commission d'instruction de la Haute Cour rendent un arrêt de non-lieu partiel assorti d'une amnistie.

Curieusement, cette décision étonnante s'appuie sur une argumenta-

tion en forme de réquisitoire, qui accumule les faits à charge. Près de 27 millions de francs, issus de fonds publics, ont été détournés par Carrefour du développement sur laquelle MM. Nucci et Châlier avaient la haute main.

Cette somme a notamment été dépensée en rétrocession d'espèces pour un montant de plus de 6 millions de francs. Cependant les magistrats n'imputent « que » 2 100 290 francs aux dépenses de M. Nucci lui-même et ne retiennent contre lui, au bout du compte, « que » 1 385 413 francs, tout en le déclarant complice des soustractions de deniers publics opérées par M. Châlier pour un montant de 18 millions de francs.

Puis, au terme de cet inventaire plutôt accablant, ils décident d'effacer le tout en deux courtes pages qui invoquent la loi d'amnistie. Ils affirment que les sommes détournées par M. Nucci ont servi à financer son activité politique d'élu dans l'Isère.

La loi exclut l'amnistie en cas d'enrichissement personnel, ils considèrent enfin que celui-ci n'existe que s'il y a accroissement de la valeur du patrimoine personnel et constatent que les économies du couple Nucci – 11 000 francs par mois de juillet 1983 à mai 1986 – sont compatibles avec leurs revenus déclarés. Les magistrats n'ont donc pas pris en compte le train de vie de M. Nucci à l'époque où il utilisait une partie de l'argent de Carrefour du développement pour ses dépenses ordinaires.

Le procès aux assises de M. Châlier et de trois autres protagonistes de l'affaire aura lieu à Paris, en mars prochain, au moment des élections régionales.

Immobilier : fausses factures
et trafics de bureaux

Trois affaires judiciaires, dont l'une vient à peine de prendre de l'ampleur, concernent les pratiques frauduleuses dans l'immobilier : le procès – toujours en cours – parfois improprement appelé de la Cogedim, qui concerne le fait le plus grand des grands noms du bâtiment et des travaux publics (BTP) en Ile-de-France, la corruption d'un fonctionnaire de la Préfecture de Paris par des marchands de biens; enfin, l'enquête sur la vente de la tour BP de la Défense.

Quand M. Michel Mauer, président-directeur général du groupe de promotion immobilière Cogedim, très présent en région parisienne, est inculpé d'usage de faux et escroquerie, le 14 novembre 1990, par le juge David Peyron, il rejoint cinquante-six autres dirigeants d'entreprises inculpés dans ce dossier de fausses factures, notamment ceux de la SCREG, filiale du groupe Bouygues, la SAE, déjà impliquée dans l'affaire du Sud-Est. Des petites sociétés de façade, animées par un ancien comptable des frères Zémour, Joseph Choukroun, jouaient le rôle de vraies officines de fausses factures au service du BTP : leur volume de malversations est évalué à 200 millions de francs. A quoi servaient ces caisses noires? Au procès de la Cogedim, qui s'est ouvert le 25 novembre 1991, il n'y avait aucun élu dans le box des prévenus.

Transformer des appartements en bureaux rapporte gros mais exige d'obtenir une autorisation de la Préfecture de Paris. En falsifiant des documents, un fonctionnaire de celui-ci, M. Georges Bellebeau, délivrait de telles autorisations à des sociétés immobilières. Jusqu'à ce qu'il soit inculpé, en juillet 1990, et que sept marchands de biens parisiens lui encolent le pas. Le fonctionnaire aurait reçu un minimum de quatre-vingts pots-de-vin, soit autant d'opérations immobilières douteuses réalisées dans Paris. Un des marchands de biens a été libéré, sous contrôle judiciaire, moyennant le paiement d'une caution de 12 millions de francs. L'affaire a été jugée en novembre 1991, et le verdict sera prochainement rendu.

PDG du groupe SARI-SEERI, M. Christian Pellerin a été placé en garde à vue, mercredi 15 janvier, au cours d'une enquête judiciaire liée au rachat de la tour BP de la Défense. Deux autres promoteurs immobiliers, qui avaient organisé le rachat de la tour, ont été inculpés d'abus de biens sociaux, faux et usage, par le juge d'instruction parisien Jean-Luc Delahaye. Achetée 531 millions de francs en 1988, la tour BP avait été revendue, un an plus tard, avec une plus-value de 230 millions de francs. Rétrobué au titre d'intermédiaire dans cette transaction, un policier parisien s'est suicidé, en décembre 1990, alors que son rôle dans la société qu'il avait monté pour réaliser de telles opérations était sur le point d'être découvert. Un agent d'assurances, qui était lui aussi concerné par des flux financiers suspects apparus dans cette transaction, devait également se suicider, pendu avec une balle dans la tête.

Grandes surfaces : la corruption
à l'abri de la loi

Deux affaires ont soulevé le problème de la corruption autour des autorisations d'implantation de grandes surfaces accordées, selon la loi Royer de 1973, par les commissions départementales d'urbanisme et de commerce (CDUC) : le dossier des fausses factures de Nancy et celui d'un promoteur de Lyon, le groupe GRC. Conduite à partir de 1986 par le juge d'instruction Gilbert Thiel, l'enquête nancéienne a révélé des détournements estimés à 20 millions de francs. Une vingtaine d'entrepreneurs, qui avaient reçu des factures pour des travaux fictifs lors d'implantations d'hypermarchés, ont été inculpés de faux en écritures et d'abus de biens sociaux. Egalement inculpé, le directeur général du groupe des supermarchés Cora, M. Michel Bouriez, a passé plusieurs mois à la prison de Metz. M. Michel Edouard Leclerc dénonce alors le « racket parfaitement organisé » par

Exploitation partisane? Exagérations médiatiques? Zèle de magistrats injustes? Régression du débat d'idées? A chaque fois que les « affaires » refont surface, à chaque fois qu'une nouvelle découverte de fausses factures immobilières suit une énième relance de la piste Urba, précédée d'une rumeur inédite de délits d'initiés, les commentaires vont bon train.

L'argent, telle est la première clef. Jusqu'à la période de cohabitation 1986-1988, la présidence de M. François Mitterrand avait été marquée par deux affaires d'Etat – irlandaises de Vincennes, Greenpeace – qui n'entraînaient

pas le discrédit que connaît aujourd'hui le pouvoir. Impliqués, Charles Hernu ou Paul Barril furent néanmoins plus populaires que jamais. Comme si l'opinion s'amusait des dérapages de la raison d'Etat. Tout change avec l'entrée en scène, en 1986, de l'affaire Carrefour du développement, puis, en 1988, des scandales boursiers et enfin, en 1989, du dossier Urba : l'argent fait la différence.

L'amnistie, telle est la seconde clef. Les socialistes n'en finissent pas d'explorer ce péché originel, dont on oublie cependant qu'il fut partagé par quelques parlementaires de droite :

avoir adopté, en moins de deux ans, deux lois d'amnistie fort larges, l'une de juillet 1988, l'autre de janvier 1990. C'est seulement dans la foulée de cette seconde loi qu'apparaît une profonde fracture entre le pouvoir et la magistrature.

Le PS a beau dire que la corruption en France est loin d'atteindre les sommets qu'elle connaît ailleurs – au Japon, par exemple, – il a beau insister sur la rigueur de la nouvelle réglementation sur le financement de la vie politique, rien n'y fait. Comme s'il devait d'abord expliquer...

Parti socialiste : la piste Urba, de Marseille au Mans

Au moins trois affaires judiciaires ont pour enjeu les mécanismes de financement du PS : Urba, dont le point de départ est marseillais mais dont les conséquences sont nationales; les marchés publics du Mans, ville à partir de laquelle sera relancée le dossier Urba; et René Trager, du nom d'un industriel nantais ayant financé le PS.

L'affaire Urba a pour origine une enquête marseillaise de 1986 sur une société « taxi » servant à la réalisation de fausses factures pour des entreprises ayant besoin de justifier une commission politique occulte. Mais elle ne prend vraiment tournure qu'en 1989, avec, en janvier, les révélations de cadres de la SORMAE, filiale de la SAE, puis, en avril, la perquisition opérée au siège de la délégation régionale d'Urba, bureau d'études créé par le PS. C'est à cette occasion que M. Antoine Gaudino, alors inspecteur de police, saisit les désormais fameux « cahiers Delcroix » où sont dévoilés la plupart des secrets de la trésorerie nationale socialiste.

Le système Urba est simple. En

échange de son activité d'intermédiaire auprès d'élus socialistes lors de l'attribution de marchés publics, le bureau d'études demande une commission qui équivaut en général à 3 % du marché. Les sommes remontent au national, sous le contrôle du courant majoritaire mitterrandiste, et sont ensuite réparties en trois volets : le PS national, les élus locaux, le fonctionnement d'Urba. Durant les périodes électorales, les collecteurs professionnels du PS sont évidemment mis à contribution. Selon les cahiers Delcroix, l'apport d'Urba à la campagne présidentielle de M. Mitterrand en 1988 s'élève à environ 24 300 000 francs.

Après ces déconvois, l'enquête judiciaire est découpée en deux volets : l'affaire de la SORMAE, dite aussi des fausses factures du Sud-Est, donne lieu à une information judiciaire, limitée aux fausses factures marseillaises mais dans laquelle sont inculpés trois dirigeants d'Urba, dont le PDG, Gérard Monate; quant au dossier Urba, il ne dépasse pas le stade d'une

enquête préliminaire au parquet de Marseille. Cependant, sur les trente-six inculpés de l'instruction, parmi lesquels plusieurs élus ou anciens élus de tout bord, seulement neuf sont renvoyés en correctionnelle, et aucun d'entre eux n'est un élu : en mai 1990, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris refuse d'accorder le bénéfice de l'amnistie à ceux qui ont versé des fonds (dirigeants de la SAE) et à ceux qui les ont collectés (responsables des bureaux d'études).

Alors que la loi d'amnistie excluait de son champ d'application les parlementaires, afin d'éviter le reproche d'auto-amnistie, cette décision aboutit au résultat inverse : ceux qui ont bénéficié des fonds sont blanchis! Ce recroisement de situation s'explique d'une part par des décisions de non-lieu pour certains élus, d'autre part par l'application stricte d'une autre loi d'amnistie, remontant au 20 juillet 1988, qui, elle, ne prévoyait aucune restriction pour les parlementaires. Amnistie : autour de ce mot, le qui-proquo entre les socialistes et l'opinion est d'ordinaire total. C'est à cause d'elle qu'Antoine Gaudino, relayé bientôt par des magistrats, décide de livrer une interminable grétille au pouvoir, commencée par la publication, à l'automne 1990, d'un livre, *l'Enquête impossible*, qui entrainera sa révocation de la police nationale.

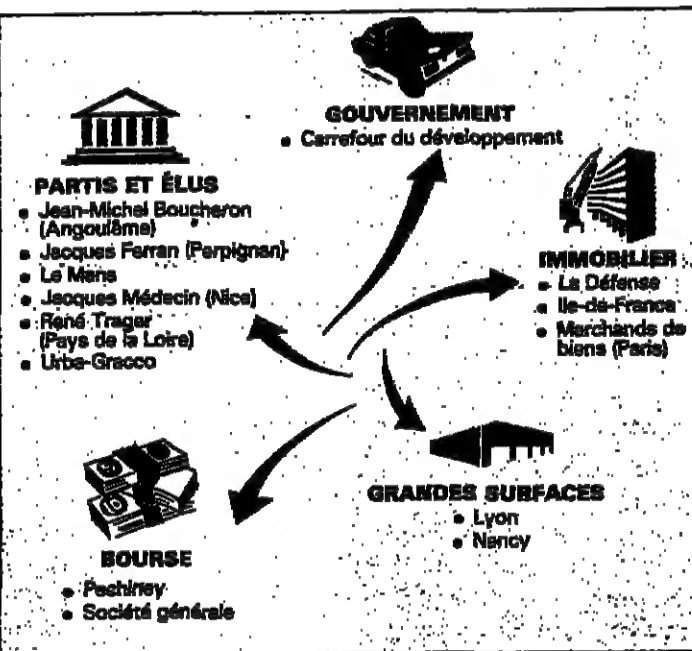
Son but? Obtenir qu'une instruction soit menée jusqu'au bout sur le financement du PS, l'enquête préliminaire marseillaise n'ayant pas débouché sur une information judiciaire. Le procès des fausses factures du Sud-Est (qui s'est finalement tenu à Paris en novembre et décembre 1991 et dont le jugement sera rendu le 31 janvier prochain) ne pouvant être celui d'Urba, il s'agit de relancer l'affaire ailleurs en cherchant à remonter directement jusqu'à la trésorerie nationale. C'est ce que tentent de faire, à partir de janvier 1991, un juge marseillais, Thierry Jean-Pierre, qui avait publiquement protesté contre l'application de la loi d'amnistie. Parti d'un accident du travail, il débouche sur la mise en cause par un témoin, ancien socialiste, des méthodes d'Urba et décide

de s'en aller perquisitionner au siège parisien du bureau d'études, le 7 avril 1991.

Cette équipée inattendue entraîne une tension accrue entre le pouvoir et la magistrature, d'autant plus que, depuis sa nomination à l'automne 1990, l'opposition ne cesse de rappeler que le nouveau garde des sceaux, M. Henri Nallet, fut le trésorier de la campagne présidentielle socialiste de 1988. Le juge Jean-Pierre est brutalement dessaisi, mais la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers lui donne raison, le 19 avril 1991, jugeant sa procédure « conforme au droit ». Décision qui continue, le 27 juin, la Cour de cassation. Entretemps, l'instruction du dossier manœuvre a été confiée à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, en application de la règle du privilège de juridiction puisque des élus risquent d'être mis en cause.

Antoine Gaudino, puis Thierry Jean-Pierre, et enfin Renaud Van Ruymbeke : troisième passage de témoin en ce début d'année 1992, après que ce magistrat rennais ait bérié le dossier du Mans. La suite est connue, parce que récente : deux inculpations et neuf perquisitions en trois jours, dont la plus spectaculaire au siège national du PS. Au passage, cette enquête s'élargit à un autre bureau d'études mis à contribution par des élus socialistes : la SAGES, dirigée par M. Michel Rey. Mais la grétille autour d'Urba continue à tourner. Un front polémique à Lyon, ouvert fin 1991 grâce à une plainte contre X... déposée par un député européen des Verts.

Hier Marseille, aujourd'hui Le Mans, demain Lyon? Ou peut-être Nantes... En mars 1991, un industriel nantais, René Trager, est inculpé et écroué parce que la mise en liquidation judiciaire de certaines de ses sociétés a révélé des pratiques frauduleuses. Depuis sa cellule, il met aussi en cause certains élus socialistes locaux, voire certains figures nationales du PS, affirmant qu'il les finançait. L'ancien directeur du cabinet de M. Georges Dufoix sera inculpé sur la base de ses accusations. Mais on ne sait encore si cet imprécateur, qui inquiète beaucoup, dit toujours vrai.

Bourse : des délits d'initiés
à l'ombre du pouvoir

Deux affaires de délits d'initiés, toujours à l'instruction, ont souligné les liens parfois ambiguës tissés par le monde politique et celui de la finance : Pechiney et Société générale. MM. Alain Boubill et Jean-Charles Naouri, les deux directeurs de cabinet successifs du même ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, y sont inculpés.

Annuncié publiquement le 21 novembre 1988, le rachat de la firme d'emballage américaine Triangle par Pechiney a permis à quelques

personnes bien informées de réaliser de substantiels bénéfices en revendant, à un bon prix et très tôt le rachat connu, les actions qu'ils avaient acquises dans les jours précédents.

Alors que, dans le même temps, la Commission des opérations de Bourse (COB) confirme bientôt les noms révélés dans la presse : outre des acheteurs anonymes qui se sont cachés derrière des sociétés écrans situées à l'étranger, le rapport cite notamment M. Max Théret, proche des socialistes, et Roger-Paul Pelet, proche du président de la République. Lesquels sont rapidement inculpés par M. Edith Boizette, le juge d'instruction chargé du dossier.

Il faudra attendre octobre 1991 pour que la justice suisse lui confirme que, derrière l'achat de vingt mille actions à Zurich, se trouvait bien – malgré ses démentis – Roger-Paul Pelet, l'un des présidents déçus de 1989, deux mois après son inculpation. Entretemps, le juge d'instruction s'est décidé à inculper M. Samir Traboulsi, homme d'affaires libanais qui fut au cœur de la négociation entre Pechiney et Triangle et qui est lié avec de nombreuses personnalités du pouvoir. Il est notamment l'un des membres du cabinet du ministre de l'économie, inculpé à son tour en novembre 1991.

Dans le cas du raid mené – et manqué – en 1988 par Georges Pébereau contre la Société générale, privatisée sous la cohabitation, une information judiciaire sera finalement ouverte en mai 1990. Parmi les inculpés, figurent notamment MM. Jean-Charles Naouri, bras droit de M. Bérégovoy avant 1986, Jean-Pierre Peyraud, directeur de la banque Rivard, et M. Geneviève Dalle, épouse du président de l'Oréal, M. François Dalle.

Elus de gauche et de droite :
les dérapages de la décentralisation

Associations en cascade indûment financées, détournements de fonds publics, emprunts à répétition, dépenses inconsidérées... La dénonciation d'une « privatisation » du pouvoir local favorisée par la décentralisation est le point commun de trois dossiers qui concernent la gestion d'élus locaux venant de familles politiques différentes : MM. Jean-Michel Boucheron, ex-maire d'Angoulême (Charente) et député PS, Jacques Médéric, ex-maire RPR, puis CNL de Nice (Alpes-Maritimes), et Jacques Ferran, député UDF-PR des Pyrénées-Orientales.

Maire d'Angoulême de 1977 à mars 1989, éphémère secrétaire d'Etat aux collectivités locales dans le premier gouvernement Rocard en 1988, M. Boucheron est inculpé depuis février 1991 de trafic d'influence, de faux et usage de faux et de corruption. A son départ de la mairie, il a laissé une ville en faillite : un déficit de 164 millions de francs dont une certaine, selon son successeur Georges Chevannes (CDS), correspondrait à des sommes qu'il aurait indûment utilisées. Il fait l'objet d'une demande de levée d'immunité parlementaire qui n'a toujours pas abouti.

Refugié en Uruguay depuis septembre 1990, M. Jacques Médéric fait l'objet d'un mandat d'arrêt international : condamné le 6 janvier dernier à un an de prison ferme et 300 000 francs d'amende pour délit d'ingérence, il fait l'objet de trois autres procédures pour abus de confiance, fraude fiscale et enfin faux, usage de faux, abus de biens sociaux. Juste avant sa fuite, M. Médéric faisait l'objet de divers redressements fiscaux pour les années 1977 à 1986, dont le montant total avoisinait 20 millions de francs.

Président de la chambre de commerce et d'industrie des Pyrénées-Orientales jusqu'en novembre 1991, M. Ferran est inculpé d'ingérence et abus de confiance depuis le 18 octobre 1991. Il fait, comme M. Boucheron, l'objet d'une demande de levée d'immunité parlementaire qui, toutefois, semble suivre un parcours beaucoup plus rapide depuis sa transmission par le ministre de la justice, début janvier. M. Ferran est soupçonné de détournements de fonds au détriment de l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes.

Dossier établi par
ERICH INCIVAN et EDWY PLENEL

صك: زامن الإله

JUSTICE

En marge de l'enquête sur la revente de la tour BP du quartier de la Défense

Un policier homme d'affaires

Commencée mercredi 15 janvier à 15 h, après une perquisition à son domicile, la garde à vue de M. Christian Pellerin, PDG du SARL-SEER qui a un chiffre d'affaires de 9,6 milliards de francs en 1990, se poursuivait vendredi matin 17 janvier dans les locaux de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ). A l'issue d'un délai légal de quarante-huit heures, le juge d'instruction, M. Jean-Luc Delahaye, qui enquête sur les conditions de la revente de la tour BP de la Défense, n'exclut pas d'inculper le promoteur, pour complicité d'abus de biens sociaux. Passablement embrouillé, cette affaire immobilière cache une autre affaire, celle d'un homme d'affaires, policier de métier, qui a été promu par des promoteurs pour faire transiter de nombreux commissions, la société Eurocan, créée par un simple brigadier de police parisien, pourrait, selon certaines sources, cacher les activités coupables d'autres policiers.

S'il n'était pas en train de répondre à d'autres questions, M. Pellerin, 42 ans, marié, père de deux enfants, ancien chef de la division administrative du DCPJ, spécialiste des affaires financières, M. Pellerin avait été promu, aux côtés du chef de la division, M. Edith Chaban, en effet promu d'inspecteur, vendredi, le Technoforum, un hôtel d'entre-

prise construction PDG la SARL, qui est aussi l'un des piliers de ses fameux GEM, les Groupes d'Équipement et de Mobilisation. Ce « grand dessein » local, nous signale notre correspondant à Paris Michel Lévy, est géré par une filiale du groupe SARL-SEER sous le paraval d'une association présidée par M. Abel Farnoux, le conseiller personnel de M. Cresson.

Cette anecdote suffit à dire l'enjeu de l'instruction menée par M. Delahaye. Le juge s'est attaqué à forte parie, tant il est vrai que M. Pellerin ne manque ni d'amis ni de soutiens, aussi bien à gauche qu'à droite. « L'homme de la Défense », comme on le surnomme, a en effet occupé, ces dernières années, une place originale, et jalouse, dans la vie du bâtiment et des travaux publics (BTP).

Un statut très particulier

En 1984, M. Pellerin a été nommé chef de l'établissement public d'aménagement de la Défense (EPAD), contrôle la rénovation de ce quartier d'affaires. M. Pellerin est aussi le promoteur qui compte dans le département concerné, les Hauts-de-Seine, où la droite ne manque ni de places fortes ni de personnages. M. Charles Fauriol, par exemple, le rythme d'un million de mètres carrés par an ces dernières années, la constitution de bureaux dans ce département fut une œuvre gigantesque pour les collectivités locales à travers les charges sociales et les taxes pro-

fois avant de lancer son dossier fait d'ores et déjà plus de 1 500 pages et commence en 1990 après les suicides de deux « employés » des combines immobilières du groupe AXA, et Daniel Voiry, brigadier de police. C'est le suicide du premier, retrouvé pendu, une balle dans la tête, le 29 mars 1980 — qui met en branle la justice.

Derycke s'est en effet suicidé le veille du jour où il était convoqué à la PJ pour être entendu sur des dévouements — de 12 millions de francs au total — opérés au détriment de ses clients. Les enquêteurs trouvent alors trace dans ses comptes d'un chèque de 1,2 million de francs versé par la société Eurocan. C'est alors que s'ouvre le volet policier de cette affaire immobilière.

Eurocan (Européenne de courtage et de négoce) est en effet une société créée en mars 1984 par un simple brigadier de police, Daniel Voiry, qui n'apparaît cependant pas, utilisant son épouse, Francine, comme prête-nom. Curieux policier, Secrétaire du directeur de la sécurité publique à la préfecture de police de Paris, il y avait obtenu un statut très particulier, conforté par le fait d'être resté à ce poste depuis le début des années 80, sous quatre « patrons ».

Garant sa BMW dans la cour de la préfecture à une place réservée, disposant d'un bureau individuel, il consacrait une large part de son temps de travail à ses affaires, Eurocan étant spécialisée dans la vente de spiritueux, avec un chiffre d'affaires qui atteindra près de 4 millions de francs en 1987. Des

homme affable, faisant de cadeaux, toujours prêt à offrir un « PV », obtenant des plaques minéralogiques rares.

Mais sa société servait aussi à autre chose. En deux ans, quelque 40 millions de francs ont transité sur le compte d'Eurocan. La plupart de ces sommes seraient en rapport avec des transactions liées au groupe immobilier. Des chèques étaient déposés, des espèces étaient versées, et l'ensemble qu'Eurocan fonctionnait comme une blanchisserie qui lavait de l'argent à blanc, comme l'un des nombreux « blanchisseurs ».

Ce policier aurait eu un dévouement autorisé de sa banque pouvant aller jusqu'à 10 millions de francs. Il lui arriva de sortir 2,5 millions de francs d'un coup, déclarant à son banquier que cette somme était destinée à un syndicat de police. Enfin, toujours par le truchement de sa femme, il contrôlait une société, le Cabinet Francine Leroux (CFL), présentée comme une agence immobilière.

On comprend que ses collègues aient voulu en savoir plus. Mais, après avoir appris sa convocation à la PJ de Meaux, Daniel Voiry se suicide, un jour de décembre 1980, d'une balle dans la cour, derrière un intermarché. Il laisse une lettre testamentaire à son fils où il écrit notamment : « Laissez faire la justice et lorsqu'on s'occupe de la pot aux roses, bonjour les dégâts. » C'est sans doute ce qu'est un « bon » policier, dit Delahaye.

ERICH INCYAN
EDWY PLENEL

Neuf ans après la disparition d'un enfant de dix ans

Le faux alibi de Georges Laugier

Après trois jours de débats devant la cour d'assises des Alpes-de-Haute-Provence, les charges retenues contre Georges Laugier, 42 ans, d'avoir, le 25 janvier 1983, enlevé son fils, Haulbert, âgé de dix ans, paraissent fragiles. L'audience a basculé jeudi 16 janvier pour rendre pendant quelques heures le procès de Georges Laugier, qui avait fourni à Laugier un faux alibi, et qui était désormais l'unique suspect de l'enquête.

Dans la montagne, sur la route de Castellane, un homme d'une cinquantaine d'années, d'une casquette qui lui tombait sur le front, un guide promenant des touristes. C'est la description des Alpes-de-Haute-Provence qui a été faite par les lieux de la disparition de Haulbert.

Un homme bête, dit Laugier, pour monter sa joie jurée. C'est ainsi que vivait Mathieu, juste avant de disparaître, il y a neuf ans, le 25 juin 1983. Le lendemain, Georges Laugier, voisin de parents de Mathieu, a rencontré son ami, Christian Marchal, qui était à l'audience : « Il m'a dit d'une manière menaçante : « Tu diras tout ce que tu veux, mais ne dis rien de la disparition de Mathieu. » Pour moi, en novembre 1987, Marchal reconnaissait avoir fourni un faux alibi à Laugier et, en mars 1988, il m'a dit son ami directement en disant : « Laugier est bien impliqué de manière directe dans la disparition de Mathieu. » Il est bien de la « main de Mathieu ».

Si, aujourd'hui, il maintient ses affirmations, il ajoute : « Je suis bien loin de penser que Laugier est coupable. » Sur les lieux qui l'ont poussé à obéir à Laugier, Marchal s'exprime avec une certaine confusion : il avait peur de Laugier qui aurait pu révéler à son épouse une aventure avec une femme qu'il souhaitait garder secrète. Selon l'enquête, c'est ainsi le mode de cacher une relation homosexuelle. Laugier ne serait pas un homme à se compromettre. Marchal, avec acharnement cette dernière version qu'il a pourtant refusé à une époque. Ce sont les gens qui l'ont « harcelé pendant trois heures » afin qu'il invente cette relation homosexuelle qui n'aurait jamais existé. Y a-t-il une affaire dans l'affaire ? Les jurés n'en ont rien dit, plus, le président passe à un autre sujet. Il a demandé non plus à Marchal pourquoi deux hommes se choquaient à Cannes le 17 juillet 1983, ont vu dans leur boutique un homme qui lui ressemblait fort, accompagné d'un enfant ressemblant trait pour trait à Mathieu.

Dans son box, Laugier parvient à dire qu'il a effectivement demandé à Marchal de lui fournir un alibi. Mais il n'a pas menacé

Marchal n'a eu de liaison homosexuelle avec lui. D'autres charges pèsent sur l'accusé. Ainsi, des cheveux ont été trouvés dans sa voiture près de cinq ans après la disparition. Mais l'expert n'a pas pu donner plus de résultats : une seule tache minuscule d'origine humaine. Elle est du groupe O, correspondant à celui de Mathieu. Laugier est aussi du groupe O, mais à 45 ans, sa population, souligne l'expert.

Verdict : vendredi 17 janvier.

MAURICE PEYROT

Dans le Val-d'Oise

Démantèlement d'un réseau de trafic d'armes

Un réseau de trafic d'armes entre la Belgique et la France a été démantelé, une cinquantaine d'armes saisies, des personnes incriminées jeudi 16 janvier, pour association de malfaiteurs et infraction à la législation sur les armes, par M. Sabine Raczky, d'instruction au tribunal de Pontoise (Val-d'Oise). Les arrestations ont cours de la découverte d'un pistolet-mitrailleur et l'interdiction d'armes à Paris et Cergy-Pontoise.

Les personnes qui venaient de Belgique, étaient notamment revendeuses dans la région parisienne. Les personnes incriminées ont été incarcérées à la maison d'arrêt d'Orly, dans le Val-d'Oise. Parmi elles figurent un RATP, M. Maurice Bernard, un malfaiteur déjà condamné dans le passé pour un vol à main armée, M. Kamel Monch, un courtier de régie publicitaire, M. Marc Forestier, qui aurait servi d'intermédiaire dans le trafic.

Les milieux proches de l'enquête ont indiqué, jeudi, que M. Forestier était un collaborateur commercial de l'hebdomadaire du PS, l'« Endroit ». La direction de celui-ci a affirmé que « la qualification de collaborateur commercial de Vendredi ne saurait s'appliquer à M. Forestier », salarié de son ancienne régie publicitaire, « la société Régie-Média, dont le contrat (...) a été rompu le 15 mai 1990 ». A-t-il ajouté, M. Forestier n'a jamais appartenu au personnel du journal ni « possédé de bureaux au journal ». Cependant, l'agence France-Presse a constaté que M. Forestier disposait toujours, jeudi 16 heures, d'une ligne téléphonique à son nom au siège du PS, où il domicilié la rédaction de l'hebdomadaire, cette ligne étant équipée d'un répondeur. La direction de l'« Endroit » a dit savoir que cette ligne avait été maintenue « pour permettre à M. Forestier de rester en contact avec un client ».

MÉDECINE

La Commission européenne ayant recommandé son retrait du marché

Le ministère de la santé décide de suspendre la commercialisation du Glifan

Le ministère de la Santé a décidé, vendredi 17 janvier, de suspendre la commercialisation de la glafénine (Glifan), un antalgique périphérique non inflammatoire produit par les laboratoires Roussel-Uclaf (filiale du groupe allemand Hoechst). Lors d'une réunion qui a eu lieu mardi 15 janvier à Bruxelles, la Commission européenne des spécialités pharmaceutiques (CSP) avait fait savoir qu'il considérait que le rapport bénéfice/risque de ce médicament ne permettait plus son maintien sur le marché.

Le comité de la CEE sur les spécialités pharmaceutiques, qui s'est déjà réuni à deux reprises (en novembre et décembre 1989 et en février 1991) au sujet de ce célèbre antalgique mis sur le marché en 1965, avait pris la décision de préconiser le retrait par quatre voix (celles des représentants des Pays-Bas, de l'Italie, de l'Espagne et de la Grèce) contre deux (celles de la France et du Portugal). Outre des insuffisances rénales aiguës ou chroniques et des hépatites très rares, le Glifan a pour principal inconvénient de provoquer des réactions allergiques (hypersensibilité).

Il peut s'agir de réactions cutanéo-muqueuses (éruption ou prurit) ou générales, mais parfois aussi de chocs de type anaphylactique qui comportent un risque exceptionnel d'évolution fatale, en particulier chez les malades atteints d'antécédents d'intolérance à ce médicament. Pour cette raison, la suite des réunions de novembre 1989, il avait été recommandé aux médecins d'utiliser le Glifan qu'en seconde intention, s'être assurés qu'il existait, chez le patient, une résistance aux antalgiques d'efficacité comparable. Tout antécédent d'hypersensibilité à la glafénine devait être considéré comme une contre-indication absolue à la prise du produit. La prise de Glifan devait être arrêtée au moindre signe allergique. A la suite de toutes ces décisions, la commercialisation du Glifan a chuté en France, passant de 16 millions de boîtes par an au début des années 80 à

environ 1,6 million aujourd'hui.

En décembre 1990, les autorités sanitaires belges décident d'interdire purement et simplement la commercialisation de la glafénine (le Monde du 29 décembre 1990). Par la suite, en novembre 1991, les autorités néerlandaises rendaient publiques les résultats d'une étude épidémiologique recommandant le retrait du produit.

Les experts de quatre pays européens ont repris à leur compte les conclusions de cette étude, considérant que le risque de choc anaphylactique provoqué par le Glifan est plus grand qu'avec les autres antalgiques. Ce fait est contesté par les laboratoires Roussel, qui après analyse de l'étude néerlandaise par des spécialistes indépendants, estiment qu'elle comporte de nombreux biais méthodologiques qui rendent ses conclusions. Tel fut également l'avis des experts

français et portugais présents à Bruxelles.

Dans l'immédiat, Roussel — qui « prend acte » de l'avis du Comité européen des spécialités pharmaceutiques — va entrer en contact avec les autorités sanitaires de tous les pays de la CEE pour commercialiser de manière à étudier avec elles les mesures qu'elles estimeraient justifiées.

Un ministre français, on indiquait vendredi que la suite de la suspension de la commercialisation du Glifan, la commission nationale de pharmacovigilance allait très vite être saisie afin qu'elle se prononce sur les données qui ont amené la Commission européenne à rendre un tel avis. On précisait qu'en France le retrait d'accident du Glifan est infirmé du fait de l'absence de tout effet de prescription.

FRANCK NOUCHI

EN BREF

Plus de 200 000 cas de sida aux États-Unis. — Selon un rapport publié jeudi 16 janvier par le Centre de contrôle des maladies (CDC) d'Atlanta, plus de 200 000 cas de sida ont été enregistrés aux États-Unis depuis le début de l'épidémie en 1981. Plus de 130 000 personnes sont d'ores et déjà décédées des suites de cette maladie. Actuellement, le sida touche proportionnellement plus d'hétérosexuels, de femmes et de Noirs qu'au début de l'épidémie. Le CDC rappelle que la barre des 300 000 malades soit dépassée dans vingt-cinq mois. A moins que d'ici là, comme il en est de plus en plus question, les autorités sanitaires ne décident de modifier la définition du sida se référant simplement au nombre de lymphocytes T4 présents dans le sang, ce qui pourrait avoir des conséquences, d'augmenter de 120 000 le nombre de malades.

Le Parlement européen s'ajourne. — Le Parlement européen réuni, jeudi 16 janvier, en session plénière a décidé d'ajourner sa session sur l'interdiction de la publicité en faveur du tabac. L'ajournement a été particulièrement vif entre les parlementaires qui

— M. Jacques Vernier (RPR), réclame l'interdiction totale de toute publicité, directe ou indirecte, dans les pays de la CEE sur les produits du tabac et leurs dérivés, accablés d'être poussés par les lobbies du tabac.

Création du GIP Institut français pour la recherche et la technologie polaires. — Le Journal officiel du 16 janvier a publié un décret en date du 13 janvier approuvant la convention constitutive du groupe d'intérêt public (GIP) Institut français pour la recherche et la technologie polaires-Expéditions Paul-Émile Victor. « Ce GIP, précise le décret, assure la continuité des activités et les opérations de recherche scientifique et conduit à la fin la mission des expéditions polaires françaises (EPF) ». Il est constitué d'une part par l'État (ministères chargés des territoires d'outre-mer, de la recherche et de la Météorologie nationale), d'autre part par le territoire de l'AAEF, le CNRS, le CNES, l'association la EPF (le Monde du 3 décembre 1991).

Mise au point d'un vaccin contre l'hépatite A

La firme pharmaceutique britannique SmithKline Beecham a annoncé mercredi 15 janvier qu'elle avait mis au point un vaccin contre l'hépatite A. Fabriquée à Rixensart en Belgique et dénommée Havrix, ce vaccin sera commercialisé dans les années en Europe. Il s'agit du premier vaccin efficace contre cette forme d'hépatite qui survient de façon sporadique ou, au contraire, sur un mode épidémique.

La transmission du virus A s'effectue par voie féco-orale, l'eau et les aliments constituant le mode principal de contamination. Il n'existe pas de traitement efficace contre le virus A.

En revanche, les mesures prophylactiques (lutte contre la pollution fécale, eau, épurateur et surveillance des eaux de boisson, contrôle sanitaire des aliments consommés ainsi qu'une administration d'immunoglobulines pendant les deux premières semaines consécutives à l'exposition) permettent une protection de 80 à 90 % cas contre la survenue d'une hépatite clinique.

La disparition de l'immunité vis-à-vis du VHA

Une étude publiée dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire du 15 juillet 1991, on apprend en France une rapide diminution des anticorps dirigés contre le virus A, probablement due à l'amélioration des conditions sanitaires.

Si cette tendance se maintient, on peut penser qu'en l'an 2000 la grande majorité des jeunes Français n'aurait pas d'immunité vis-à-vis du VHA (on estime qu'actuellement 40 % des enfants de 11 à 15 ans ont des anticorps anti-virus A), ce qui aurait pour conséquence d'augmenter le risque de développer une hépatite parfois grave et d'accroître le risque épidémique.

Les auteurs concluent que la commercialisation du vaccin « apporterait probablement une solution à un problème majeur de santé publique dans les années à venir ».

F. N.

ÉTIENNE-ÉMILE BAULIEU

ÉTIENNE-ÉMILE BAULIEU GÉNÉRATION PILULE

ÉDITION ODILE JACOB

130 F. 315 p.

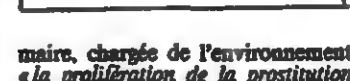
M. Charly Chaker est inculpé de recel d'escroquerie

Et voilà qu'en juillet 1994 on le voit réapparaître avec 1,5 milliard de francs poche. François Yvenc, l'époux président du Brest-Armorique, est en quête d'un nouveau miracle.

GABRIEL SIMON

□ **Mutinerie** ■ la maison d'arrêt d'Ajaccio. — Trois surveillants ■ une infirmière ont été pris en ■ jeudi 16 janvier ■ les ■ de la mai-
son d'arrêt d'Ajaccio (Corse-du-Sud) ■ au ■ d'une mutinerie qui a éclaté en fin d'après-midi ■ d'un ■ au sujet des ■
apportés à un détenu. Au ■ de cette mutinerie, ■ maison d'arrêt, ■ qui compte cinquante-sept détenus, a été endommagée. Peu après ■ heures, ■ forces de l'ordre ■ donné l'assaut. Les otages, qui ■ indémnis, ont ■ libérés, ■ ont ■ hospitalisés ■ la soirée.

...faudrait-il tout simplement commencer par appliquer la loi. L'arrêt municipal du 13 août 1985, par exemple, interdit « le stationnement des véhicules... sur tous les bords de Boulogne ». A ce propos, l'étude des statistiques de la préfecture de police est intéressante. Le nombre de procès-verbaux dressés pour racolage passif par cours de nuit, au cours du premier trimestre 1991 s'établit ainsi : en tête, le deuxième avec 6 562 procès-verbaux, puis viennent le dix-septième (3 015), le

[illegible]

Tous les matins, à partir de 7 heures en hiver, gantés, bottés et munis de longues perches à pince, les ouvriers d'une société privée de nettoyage se glissent entre les chènes et les marronniers, témoins des brefs ébats nocturnes, et ramassent préservatifs et déchets abandonnés dans les taillis par la prostitution masculine et féminine. Pour assurer la sécurité des promeneurs,

Dans ces conditions, ferme-
Boulogne crévera un abîme. Mais ce
coup de pied dans la fourmilière
grouillante des travestis, où aujourd'hui
d'hui Colombiens et Équatoriens
ont pris le relais des Brésiliens, ris-
que de transformer l'essai aux qua-
tre coins de la capitale. Déjà, la
maison de rue du boulevard des mar-
chises est le plein. La prostitution
connaît une progression encore
jamais égalee dans le douzième
arrondissement, porte Dorée, de
l'ère de l'ère à Vincennes, au
de Vincennes et boulevard Louis
où l'on a vu des « belles de nuit »
entrer dans le lycée Paul-Valéry.

Bref, le ~~Min~~ ne fait ~~rien~~ com-
mencer.

Le commerce des charmes se poursuit sous la Révolution qui prend également le soin de raser le bois. Bonaparte reboise, un court répit. En 1815, Paris est envahi. Les troupes d'occupation campent entre les chènes, les érables et les platanes. Les prussiens coupent un peu de bois. En 1816, même si les alliés, qui ont jeté bas Napoléon, dirigent dans le bois une « maison d'éducation des jeunes demoiselles ». Le départ des fantassins anglais laisse une lande déserte semée de troncs calcinés. Des mois de nettoyage se passent à effrayer de nouvelles plantations. C'est Napoléon III, nostalgique des jardins anglais, qui amènera le bois tel que nous le connaissons aujourd'hui en y plantant quatre cent mille arbres. En 1852, l'empereur le cède à la Ville de Paris avec obligation de le rendre à l'usage public. Il ne croyait pas si bien dire.

JEAN PERRIN

Trop long, trop loin, trop cher

Cet enthousiasme contrastait pourtant avec la grogne manifestée, pour des raisons diverses, par bon nombre de concurrents. Par manque d'informations et de concertation avec Gilbert Sabine, certains ont le sentiment de s'être laissé embarquer dans une aventure dont ils ne soupçonnaient pas au départ tous les risques. Le

S'ils n'ont jamais été dans la même écurie, Stéphane Peterhansel et Gilles Lalay ont fait une longue route ensemble en endurance dans les rudes africains. ■ ■ ■ ■ ■ après la mort de Gilles, j'ai pensé que si j'arrivais au Cap, j'arrêteraient peut-être la compétition, dit-il.

S'il restait, Stéphane Peterhansel pour un difficile, mieux réussi que les autres, cette année. Entre les courses que nous avons vues, le rallye des Pharaons (Sénég), et le départ du Paris-Syrie-Le Cap, il est *soigné* se conditionne et son endurance à raison de trois ou quatre heures de VTT, de footing ou de squash par jour. Il avait aussi mis en marche d'habitude la machine à vapeur. Une motivation intelligente dans le désert. Il n'y en a plus, mais il a permis de deux étapes à Sytte et à Tumu et de distancer quelques-uns de ses principaux adversaires comme Edilio Orloff et Gilles Lalay. Après les deux jours de tempête de sable, il se retrouvait leader à N'Guigui, la sortie du Niger.

« Je voulais être devant à N'Djaména »

«La traversée de l'Afrique équine sur des pistes sans visibilité s'est révélée très dangereuse pour la population et les pilotes, estime-t-il. Comme coureur, j'ai été surpris deux fois par les réactions de gens qui ne m'attendaient pas. D'abord effrayés par le bruit, ils regardaient en l'air avant de s'enfuir en courant. Une première fois, c'est un enfant de trois-quatre ans que j'ai failli percuter, le deuxième fois une grand-mère. Je crois que le désert est un cadre mieux adapté à ces courses... »

G. A.

Participant de la première heure, avec sa boussole et une moto de 1500 francs, Jean-Claude Olivier, qui a couru lui-même sept Délaet et organisé son équipe dans toutes les éditions du Péprouse, estime indécidable un classement entre les raids-marathon. « Par philosophie, Yamaha n'a pas envie de renoncer, mais il faut revenir à une gestion drastique de cette épreuve. Il faut restructurer l'organisation en limitant l'intervention des prestataires de service afin de réduire les coûts pour les clients que nous recrutons », déclare le directeur de la collection de Gilbert Sabine, vu se proposer. Il faudra introduire plus de rigueur dans la préparation de la course sur le terrain. On ne peut plus s'offrir des promenades en Namtite comme cette année.

GERARD AROUY

GÉRARD ALBOUY

هكذا عين الأصل

AGENDA

THÉÂTRE

[illegible]

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR
(43-20-90-09). Les Bidochons. 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h. Rél. dim.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE
(40-33-03-03). Opéra bulles : 12 h, 21 h, 22 h, 23 h. Rél. ven.

GUICHET MONTFARNASSE
(43-27-88-81). La Plus Forte et Paris : 19 h. Rél. dim. Mimi Barthélémy : ven., sam., lun., mer., jeu. (dimanche) 20 h. Rél. dim. Les petits bonnets agités : 22 h 15. Rél. dim.

GYMNASÉ MARIE-BELL
(42-48-73-78). Les et Mol... : mar., mer., jeu. 20 h 30.

POCHE-MONTPARNAISSE (45-48-82-97). Salle L. Chambers 108 : 21 h ; dim. 15 h. **Rel. dim. soir, lun.**
POCHE-ALABASTRE ET SEMAIS : 21 h ;
sem. 18 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

PORTE SAINT-MARTIN (42-00-32). Célébrine et le maréchal : 20 h 30 ; sem. 17 h 30 ; dim. 15 h. **Rel. dim. soir, lun.**

POTINIERE (42-61-44-16). Zézanne : 20 h 45 ; sem. 16 h 30 ; dim. 15 h. **Rel. dim. soir, lun.**

LE PROLOGUE (45-76-33-15). Le Maréchal-Planta : 20 h 30 ; sem. 18 h, lun., mar.

RANGLASH (42-88-64-44) L'Ultime

SPECTACLES NOUVEAUX

LES JOURS DE PREMIÈRE et de

indiqués par parenthèses.

ANDROMAQUE. Crypta Sainte-Agathe (place Saint-Eustache) 42-21 h; 18 h 15.

LA DOUBLE MONTAGNE. Forum (44-44-57-34) (dim., 21 h)

L'ÉCOLE DES FEMMES. Mariva (46-90-59) (dim., 21 h)

GUERRES PRIVÉES. Lucien-Luce (44-44-57-34) (dim., 21 h)

JE VEUX FAIRE DU CINÉMA. Michodière (47-47-95-22) (dim. env., lun., 1 h 30; dim. 16 h.)

LES ÉPAGES LA MARQUISE DE S.A.U COMTE DE R. Musée Carnavalet (40-27-07-21, dim. 14 h, 18 h 15, ven. sam. 21 h)

MAL TRAVAIL BEAU TRAVAIL. (48-82-48) (dim.), 19 h.

MADAME JOUVY, JE T'EM BRASSE. PARTOUT.

GUSTAVE. Evry (Agora) (84-87-22-99), ven., sam., mer., jeu., 20 h.

MÊME QU'ELLES N'AIMENT. Naully-sur-Seine L'Antidote (46-24-16-17)

PHÉDRE. Théâtre d'Ess Parisien (43-64-80-80) (dim. soir, lun., 20 h 30; dim. 15 h.)

ARTHUR R. HISTOIRE D'UNE MES FOLIES. Sorbonne (amphithéâtre Richelieu), lun. 20 h 45.

LE DIABLE, L'AMOUR ET LA MORT. Les Gémmeux (48-81-36-87), ven., sam. 20 h 30 à dim. 17 h.

C'ÉTAIT HER. (43-87-23-23) (dim., lun., 21 h; 15 h 17).

CHIRAC. Saint-Denis (Théâtre Gérard-Philips) (43-43-00-68) (dim. soir, lun., 20 h 45; 17 h 17).

HISTOIRES DE GOURMANDISES.

LES EXPOSÉS Espace Paul-Eluard (48-21-6106), ven., sam., lun., mar. 21 h ; dim. 17 h (17).

V. NIMES-LIV. Bastille (43-67-42-14), ven., sam., jeu. 21 h 30 ; dim. 17 h 30, mer. et jeu. 20 h 30 (17).

VENGEANCE. Harlequin [Centre culturel] (39-97-40-30), ven., sam., jeu. 20 h 30 et dim. 18 h (17).

JOURNÉES PORTES OUVERTES. Ecole internationale du minodrame des Épis (42-02-32-52), lun. et mer. 17 h 30 et dim. 15 h (21).

A PROPOS DE MARTIN. Les Champs-Élysées (47-23-35-10) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; 17 h 30 et dim. 15 h (21).

ALBERT DUPONTET. Olympia (47-42-45-89), mer., mer. et jeu. 20 h 30 et dim. 17 h 30 (21).

DOCUMENTAIRE. Faux Vénus (42-02-06-10) (dim. soir, lun.), 21 h ; dim. 17 h (21).

ELE ET MOL. Gymnase Marie-Sail (42-46-78-79) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; 18 h (21).

JOHN ET MARY. Théâtre de la Ville (46-14-703) (dim. soir, lun.), 21 h ; dim. 18 h (21).

ON JOUE... FEU ! (46-13-13-14) arondissements (42-88-97-03) (dim., lun.), 20 h (21).

PASSAGÈRES. Café-Monpernasse (43-22-18-18) (dim. soir, lun.), 20 h 45 ; 17 h 30 et dim. 18 h (21).

LA PLACE ROYALE. Le Centre d'Art de la Commune (48-34-57-67) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; 18 h (21).

ROYALTY. Théâtre du Toulon royal (43-08-72-34) (dim. soir, lun.), 21 h ; dim. 15 h (21).

GENIE ET MORT DU DR. JEAN GENIEVEUX. Théâtre (47-93-26-30) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 17 h (21).

Déjeuner chez Ludwig W. ■ 1 h ; dim.
18 h. Thé. dim. soir, lun.
THÉÂTRE OUVERT-JARDIN D'IVER
(42-82-59-49). Djurdjura (collage de
création) : ■ 18 h.
THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT
(42-58-60-70). Petite ■ 15 h. L'Échange :
20 h 30 ; ■ 15 h. ■ 15 h. ■ 15 h. ■ 15 h.
THÉÂTRE SILVIA MONFORT
(45-33-86-70). La Valse des sorcières :
19 h 30 ; dim. 17 h. Réal. dim. ■ 15 h.
TOURNAI (48-67-82-48). Ma chère
béatrice, 19 h. Réal. dim. ■ 15 h. ou de
femmes parmi les hommes, collages :
ven., sam. dim. 20 h 30.
LA VIEILLE (47-07-22-11).
Masada, un compte rendu : 20 h 30 ;
dim. 17 h. Réal. dim. soir, lun.

RÉGION PARISIENNE

COMMUNE (14-84-87-87).
royale ; mar. ; jeu.
20 h

AUBERVILLIERS (THÉÂTRE ÉDUCATION MARC) (46-44-39-48).
Odes équestre ; jeu. ven. ; 20 h 30 ;
dim. 17 h

BULAZAC (ESPACE JEU) (ESPACE JEU)
Odes-PRÉVERT (48-88-00-22).
jeu. ven. ; mar. 21 h

BAGNEUX (SALLE DES FÊTES)
(46-88-52-38). La Marguerite ;
20 h 30

BEYNES (LA BARBACANE)
(34-88-95-93). François ; mar. ;
jeu. 20 h

BEZONS (LE PAUL-ELUARD)
(39-82-20-83). Les Gais ; mar. ;
dim. 16 h 30

BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE)
(48-31-11-45). Film, salle, Electre ;
ven., sam. jeu. mar. jeu. (dimanche)
19 h 30 ; Les Gais ; 20 h 30 ;
Sousmer fou ; ven. ; mar.,
jeu. 21 h ; 16 h

**CHATENAU-MALABRY (THÉÂTRE
DU CAMPAGNON)** (48-61-33-33).
Les Gais ; 20 h 30 ; 20 h 30 ;
dim. 16 h. Rel. dim. soir. lun.

**CHIVY-CLAMART (CENTRE CULTU-
REL ANDRÉ MALRAUX)**
(46-86-54-48). Les Troqueux ;
mar. 20 h 30.

CLAMART (CC JEAN-ARP)
Volpigne ; lun. 20 h 30

CLICHY (PETIT THÉÂTRE DE CLICHY)
(43-57-66-19). Les

20 h 45. **dim.** **lun.**
**LA COURNEUVE (CENTRE JEAN-
HODGENDROMONT)** (48-36-11-44). 7
Sopra. **sem.** **lun.** **20 h 48 :**
18 h 15.

CRÉTEIL (CENTRE DES ARTS)
(48-90-18-58). Le Retour
de Casanova : mer., ven., **sem.** **mar.**
20 h 30 : dim. **15 h 15.**

**LA FRESNAYE (CENTRE PIERRE-FRÉ-
SÈRE)** (84-15-08-48). **Popeye :** **dim.**
18 h.

LEVY (AGORA) (84-27-32-93).
Madame Bovary, 7^e Embrasée partout.
Fontenay : ven., **sem.** **mar.** **mer.** **jeu.**
19 h.

**GUSTAVEY-SOUS-BOIS (SALLE JAC-
QUES-BREL)** (48-75-44-58). Temps de
côction : **sem.** **20 h 30.**

GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)
(48-53-26-30). Babouys, alors : ven.,
sem. **mar.** **20 h 30.** 17 h : mer.,
jeu. **19 h.** Vie et mort du roi Jean : mer.,
mar. **jeu.** **20 h 30.**

HERBLAY (CENTRE CULTUREL)
(33-37-40-30). Vengeance : ven., **sem.**
dim. **20 h 30 :** **15 h.**

**LA FRESNAYE (ATELIER-THÉÂ-
TRE)** (48-43-70-18). Les Couleurs du
jeu. **sem.** **18 h.**

IVRY-SUR-SEINE (THÉÂTRE)
(48-70-21-55). Le Nastruga du Titanic :
ven., sem. **mar.** **jeu.** **19 h.** **dim.**
18 h. Les Femmes de Corraze : ven.
sem. **mar.** **jeu.** **jeu.** **dim.** **21 h :**
dim. **17 h.**

**MANTERRE (THÉÂTRE DES ANI-
MIERS)** (48-14-70-00). Les Femmes
de Corraze : **sem.** **18 h.** 18 h
18 h. Les Femmes de Corraze : ven.
sem. **mar.** **jeu.** **jeu.** **dim.** **19 h**
19 h. Les Femmes de Corraze : ven.
sem. **mar.** **jeu.** **jeu.** **dim.** **21 h**
21 h.

NEUILLY - SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC)
(48-24-03-53). Même qu'elles
dim. **sem.** **jeu.** **ven.** **20 h :**
20 h.

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉÂTRE)
MAINTIEN (45-53-80-00). Les
Femmes de Scapin : **lun.** **mar.** **jeu.**
14 h 30.

PARIS (GRAND THÉÂTRE DE LA
OPÉRA) (45-82-72-72).

ORLY : Mouette : ven., sam. dimanche 21 h.
 ONLY (JACQUES TRIOLET)
 148-92-39-29. Mo. un l. ven. ancien
 21 h. : la Dernière : ven. sam. 21 h.
 PUTEAUX (THÉÂTRE DES HAUTE-
 DE-SEINE) 47-72-09-59. La Fille sur
 : ven. 20 h
 SAINT-DENIS (THÉÂTRE)
 48-39-12-11. Les Éclats : ven. 21 h.
 Chutes : ven. sam. mer., jeu.
 20 h. 15. 17 h.
 SARTROUVILLE (THÉÂTRE)
 39-14-23-77. Les dernières sol-
 20 h. 30. 20 h. 50. 21 h.
 SAVIGNY-LE-TEMPLE (MAISON
 JACQUES-PREVERT) 80-63-28-24. La
 : ven. 21 h. : hebdo :
 sam. 21 h.
 SEIN-ET-SAINE (LES GÉMEAUX)
 44-01-36-97. Le Diable, l'Amour et la
 Mort : jeu., ven. h 30 et dim.
 17 h.
 SEINE-SAINT-DENIS (SEL) 44-28-28-21. Béatrice :
 coméd. ou la Gloire de Béatrice : sam.
 17 h.
 SEINE-SAINT-DENIS (ESPACE PAUL-ELIARD)
 44-21-61-05. Madame la Gouvernante
 : com. sam. lun., mar. 21 h ; dim.
 13 h.
 SEINE-EN-BRE (LES GÉMEAUX)
 COMMUNAL) 45-49-25-12. Jacques
 le fataliste, son maître et son
 : 21 h.
 SURESNES (THÉÂTRE JEAN-VILAR)
 46-97-99-11. Jean Vilar. Mood
 : ven. sam. dimanche 21 h.
 VINCENNES (THÉÂTRE MONTAIGNE)
 39-50-71-18. Volpone : ven.,
 sam. 21 h.
 VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL-
 SORANO) 39-50-71-18. Les
 : ven., jeu., ven. 21 h ; dim. 18 h.

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
FILM DE TITRE (47-04-24-24)
VENDREDI
Berlin, symphonie d'une grande...
(1927), 18 h 30 : Homme à la...
(1940), 20 h : Dans Vercors, le... (1921)
Lupin Pick, 20 h

CENTRE
GEORGES- POMPIDOU
SALLE (42-78-37-29)
VENDREDI
Hommage à la Warner Bros : l'Homme
à la tête (1985, v.o. s.t.f.), d'Irvin
Kershner, 14 h 30 : l'Aigle vu...
(1940, v.o. s.t.f.), d'Howard Hawks, 17 h 30 : Génie (1955, v.o. s.t.f.)
George Stevens, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. grande galerie,
porte Saint-Jacques,
Forum des Halles
(40-28-34-30)

VENDEUR:
Musique : Musique de Mass : 1
1978) de Mass (1978)
(1978) de Mass Cassenti, 14 h 30
Jazz : Cassenti, Gil (1978) de
Cassenti, Gil (1978) de Cassenti
(1978) de Cassenti, 14 h 30
Importance (1978) de Cassenti
Dennery, 14 h 30
de Vincent (1978) de Vincent, 14 h 30
spéciale abonnée, 14 h ;
de films : Gale (1972) de Jean-De
Pillet, 14 h 30
14 h 30

LES GRANDES REPRISES

YAT ROUBLEV (Sov., v.o.) : **LA**
AU FEU... LES POMPIERS (technique
v.o.) : Acetate, 5- (46-33-86-86).
LES AVENTURES DE FOLAMOUR (fr.
v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 5-
(43-26-58-00).
DOCTEUR FOLAMOUR (Brit., v.o.) : U

PARIS EN VISITES

SAMEDI 11 JANVIER

Dix-neuvième arrondissement : ■■■■ 10 heures, Maison ■■■ la Villette ancienne rotende des vétérinaires ■■■■ mode ■■■■ Corentin-Cariou et quai ■■■■ la grande incantation obligatoires (■ 42-40-27-28).

« La Cour des comptes » (limité à trente personnes), ■ 10 h 30, rue de Valenciennes.

Exposition : Mozart l'enchanteur (limité à trente personnes), ■ 11 h 30, d'honneur du Musée Carnavalet, place de Sévigné (Monuments historiques).

La maison de Nicolas Flamet (1407) et ■■■ vœux loges parisiens ■■■■ 190, mètre Hôtel-de-Ville, rue des Archè ■■■ Paris autrofois).

Exposition : Martin Schoenmauers, 14 h 30, nail du Petit Palais Heger).

Le Quattrocento florentin au Louvre, côté h 30, мэтр Palais-Royal, sortie côté arcades (la Cavalier blanc). L'exposition du compagnonnage s'étend de la Compagnie des « Maîtres », 14 h 30, 44, rue François-Miron (Sauvegarde) ■■■■ his-

Montparnasse, de la Closerie des Femmes ■■■ Coupoles, ■■■■■ RER Métro-Palace Royal (Exp. exp.).

Musée de la Ville originaires ■■■■ Paris en ■■■■ Hausmann ■■■■, ■■■■ 40, 2, rue d'Arcole ■■■■ (Métro).

Carnavalet. Exposition : Mozart ■■■■ Flauto, ■■■■ Mozart, ■■■ revêtu vit en grand seigneur ■■■■ 15 heures, 23, rue de Sévigné (M. Brumfiel).

L'opéra, ■■■■ dans la mode, ■■■■ 6 heures, half hour ■■■■ sortie Le Fleuriot,

Les salons rocaill de l'Hôtel ■■■■ 15 heures, 23, rue de Sévigné (C. Werfel).

Gare-Saint-Jacques (C. Werfel).

DIMANCHE 19 JANVIER

« Les **Frères de la Passion** Français »
« **Imité** » trente personnes ; carte
à 15 francs. (Maison de la
Restauration, place Colette (Monuments
historiques). »

« Sept des plus vieilles maisons du
Paris du XI^e au XIX^e, Hôtel de Ville,
des Archives (Paris autrofois),
« **Le quai des** du Temple, 10 » à
« **Le Temple** » nous deux, Paris.
« **La station** : Martin Schangse, les
heures : Paris, dans le hall
B. Bouchard. »

« Les passages marchands du dix-
septième siècle, une promenade hors
des murs de Paris, 19.4.4.4.4.4.4.4.4.4.
« **Le crypte archéologique du parvis**
« **Notre-Dame**, 15 heures, entrée,
« **Notre-Dame de Notre-Dame**
« **Romain**. »

« **Saint-Sulpice** en son vieux quar-
« **Saint-Sulpice**, 15 heures, **Saint-Sulpice**

Champo - Espace Jacques Tati, ■
 (43-35-61-80).
DOCTEUR JERRY ET MISTER (A., v.o.) : ■ Trois Luxembourg, 5-
 (46-33-97-77).
DOWN BY LAW (A., v.o.) : ■ Juliette
 Odion, 6- (43-25-59-83).
EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, ■
 (46-33-10-82).
ECLAIRAGE INTIME (technique, v.o.) :
 Accatone, ■ (46-33-86-86).
FANTASIA (A.) : Cinoches, ■
 (46-33-10-82).
L'HOMME LA LA ■ ■ ■ DE SERPENT
 (A., v.o.) : ■ ■ ■ Gauche, ■
 (43-29-44-40).
■ ■ ■ ■ ■ (A., v.o.) : ■ Trois
 Luxembourg, ■ (46-33-97-77).
LE MILLIARDAIRE (A., v.o.) : ■
 (43-54-42-34). Louis-Jouve, 5-
 (43-54-42-34).
MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.) :
 Udonia, ■ (43-26-84-55).

ORANGE ■■■■■■ (17) [Brit., v.o.] : Gaumont Les Lallies, 14 (40-25-12-12) ; 14 ■■■■■■ (40-25-59-83) ; Gaumont Abdassade, ■■■■■■ (43-59-18-08) ; 14 ■■■■■■ (43-59-90-81) ; Escorial, 11 (47-07-28-04) ; ■■■■■■ Parnasse, 14 (43-35-30-04) ; ■■■■■■ Juliette Baumgrenelle, ■■■■■■ (43-78-78-79) v.f. : ■■■■■■ Opéra 2 (44-42-50-33) ; ■■■■■■ Nation, 12 (43-43-04-67) ; ■■■■■■ Africa, 14 (44-27-84-50) ; Gaumont Wapler, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Verneuil ■■■■■■ (45-22-47-94).

PARADISE (fr.) : Espace Hebertot, 17 (42-93-93-48).

STRANGER THAN PARADISE (A.-A., v.o.) : Utopia, ■■■■■■ (43-25-84-85).

SUR LES QUAIS (A., v.o.) : ■■■■■■ Eoleas, ■■■■■■ (43-25-72-07).

LE TEMPS DES NYMPHES (Young, v.o.) : Lucemare, 8 (45-44-57-34).

THE MEN (A., v.o.) : ■■■■■■ Christine, ■■■■■■ (43-29-11-30).

LES VERTUS DE GULLIVER (A., v.f.) : 14 ■■■■■■ Parnasse, ■■■■■■ (42-26-58-00).

« Le vieux village » Saint-Germain-des-Prés, 15 heures, sortie métro Saint-Germain-des-Prés (Résumons du passé).
 « Exposition «Fang» au Musée Dap-
 pors, 15 heures, entrée, 50, avenue
 Victor-Hugo (Paris et son histoire).
 « Saint-Germain l'Auxerrois, pa-
 roisses des rois de France », 15
 heures, entrée, le portail principal
 (Commissaires à Paris).
 « Le Saint-Louis », 15 heures,
 entrée, 10 (Art et histoire).
 « La ... », 15 heures, entrée, 10
 (russe).
 « La ... », 15 h 30, rue ... (Tourisme
 culturel).

CONFÉRENCES

SAMEDI 19 JANVIER

Cineclub (auditorium), 2, rue
Vienna, 14 heures : « La peinture
géométrique », L'Action
cinématographique, par F. Serbe (Hors-
programme)

Centre Mésnil-Saint-Denis,
25, rue Mesnil, 14 h 30 : « Vier-
ges », par C. Bourras, 18 h 30 :
« Le temple égyptien. Son ar-
chitecture, ses rites, ses prêtres », par
C. Bourras

Palais de la Découverte,
Franklin-Roosevelt, 15 heures :
« Les problèmes du monde
de carbone », par J.-F.
Moussier de l'Homme, 17, place du
Trudairé, 16 h 45 : « La
Grotte Chauvet », par J.-P.
Lafont, 18 h 30 : « L'évolution
généraliste », par J.-P. Lafont
national (documentaire naturel).

« avenue George-V, 18 heures :
« Avion cannibale », un film de
C. Percey chez les Indiens Enghel-
les d'un auteur

(Espace Kronenhof avenue),
16 h Paris-12, 12 place du
Panthéon (archi.), 3 h heures :
« L'homme et la vie »,
H. Lucotte, J. ... et G. Torti
(Environnement frontiers),
17 h ... Antoine ...
« Evolution de l'architecture du
théâtre, depuis les ... jusqu'à nos
jours » (Monuments historiques).

DIMANCHE 19 JANVIER
11 h rue de Varonne, 14 h :
« Venise », 15 h 30 : « Egypte »;
17 h : « Mexique », par C. Cou-
v... (Génie) ...
Didier, 25 ... 14 h 30 :
« ... », C. Richard, 16 h 30 :
« ... », ... (2),
par C. Bou... (Le caribou),
11 rue Saint-Anne, 18 heures :
« Les princes à Paris boules viles »;
« Jacques ... Bourges » (Monu-
ments historiques).

LA DE KUBRICK NCE TIQUE

**UN FILM DE
STANLEY KUBRICK**

ORANGE MECANIQUE

ÉCONOMIE

BILLET

M. Bush
et la relance

Le 11 janvier, à New-Hampshire, le président George Bush a promis qu'il ne voulait pas compromettre l'accord budgétaire conclu à l'automne 1990 entre l'administration et le Congrès pour réduire le déficit. L'après-midi, le congrès a voté la loi de finances pour 1992, qui prévoit une réduction de 100 milliards de dollars du déficit.

Dans le New-Hampshire, où son rival républicain, l'indépendant Pat Buchanan, lui mène la dure dans les sondages, M. Bush a dû se résoudre à reconnaître que son programme de relance de l'économie est en voie de reprise. Le président a profité pour annoncer qu'il n'a rien de prévu de la réduction de la dette : diminution de la dette sur les plus-values mobilières, extension des crédits d'impôt pour la recherche, mesures favorables aux acheteurs d'une première maison et, pour couronner le tout, un bon programme de santé, c'est-à-dire probablement des prestations améliorées.

Le *Wall Street Journal* et le *Washington Post*, ce programme de relance comporterait aussi la possibilité pour les professions immobilières de déduire partiellement leurs pertes des profits réalisés par ailleurs. S'ajoutera une mesure destinée à la classe moyenne américaine, particulièrement éprouvée par la crise : un dégrèvement de l'abattement fiscal pour chaque famille.

Selon les premières estimations publiées par le Congrès, le coût de ce dispositif sera de 15 à 17 milliards de dollars la première année et de 50 milliards sur les cinq années de sa durée. Un coût qui pourrait être compensé soit par des recettes nouvelles, soit par une compression des dépenses, sans doute à caractère temporaire. Le déficit budgétaire pourra-t-il être réduit ? L'exemple récent de la prolongation de l'indemnisation des chômeurs de longue durée, finalement acceptée par le Congrès, laisse une certaine circonspection. Cette disposition, dont le bien-fondé n'est pas indiscutable, a eu pour effet de creuser un peu plus un déficit qui ne cesse de croître.

SERGE MARTI

Hausse de 3,1 %
des prix de détail
aux États-Unis en 1991

Les prix de détail aux États-Unis ont augmenté de 0,3 % en décembre par rapport à novembre. Cette hausse porte à 3,1 % le taux d'inflation américain pour 1991, contre 6,1 % en 1990. Ce résultat en glissement (comparaison aux niveaux des prix à la fin d'année) est le meilleur obtenu depuis 1986 (+1,1 % du fait de l'effondrement des prix pétroliers) et le deuxième meilleur résultat depuis 1967, année au cours de laquelle les prix ont augmenté de 3 %. La modération des prix en 1991 s'explique surtout par la chute des prix du pétrole et par la baisse de l'activité économique.

En visite officielle au Japon

M. Bérégovoy demande à Tokyo d'accorder à la CEE
les mêmes avantages commerciaux qu'à Washington

Arrivé jeudi 16 janvier à Tokyo pour une visite officielle de six jours au Japon, M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'économie, a expliqué à ses interlocuteurs, notamment au vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, M. Michio Watanabe, que pour la France les engagements économiques en faveur des États-Unis, pris lors de la visite de M. Bush à Tokyo la semaine dernière, s'appliquent sans réserve à la CEE. M. Bérégovoy a insisté sur l'importance de l'archipel, et en particulier aux pays de la CEE - dont la France. Travaillant à améliorer l'image de la France, le ministre d'État devrait également préparer, à l'occasion de son entretiens, la réunion du G7 prévue pour le 25 janvier à Washington.

TOKYO

Un envoyé spécial

Un entretien avec le ministre du plan, M. Taro Aso. Une rencontre avec la communauté financière française à Tokyo, puis avec la chambre française de commerce et d'industrie. Une visite de la Bourse, le Kabuto-cho, puis des discussions avec le patronat local, le Keidanren. Des entretiens avec le vice-premier ministre, M. Michio Watanabe, et avec le ministre des finances, M. Tadamasa Hata. Les vingt-quatre premières heures de la visite au Japon de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, se passent à Tokyo, jeudi 16 et vendredi 17 janvier, auront été particulièrement chargées. Il est vrai que les missions du ministre y sont nombreuses.

Voué à la relance de l'économie japonaise, le ministre français veut aussi prendre connaissance des résultats de la visite récente du président américain, M. George Bush. À cette occasion, par les deux principales puissances économiques en faveur d'un soutien à la croissance mondiale, M. Bérégovoy prépare ensuite la réunion des ministres des finances des sept grands pays industriels - le G7 - le 25 janvier à Washington. La France souhaite en particulier obtenir du Japon qu'il accorde très sensiblement sa contribution à l'aide aux Républiques de la Communauté des indépendants (l'ex-URSS).

Mais M. Bérégovoy compte aussi profiter de son séjour et de son capital personnel auprès des responsables financiers du pays pour redresser l'image de la France - une image toujours affectée par quelques propos malheureux du premier ministre sur les japonais. Ayant adopté dès le début de sa visite un ton ferme mais poli, il doit naturellement évoquer, comme l'a fait M. Dominique Strauss-Kahn, son ministre délégué à l'Industrie, en septembre (le Monde du 3 septembre 1991) la question du déséquilibre des échanges entre le Japon et la CEE, entre Tokyo et Paris en particulier.

Déséquilibres
accrus

Modestes sans doute, les résultats commerciaux obtenus par M. Bérégovoy en faveur des États-Unis font cependant craindre que les japonais ne transfèrent davantage encore leur agressivité commerciale vers l'Europe. Depuis plusieurs années déjà, Tokyo réduit régulièrement ses surplus sur l'Amérique et accroît simultanément ses excédents sur l'Europe et l'Asie. Globalement, l'excédent commercial japonais avec les États-Unis est passé entre 1986 et 1991 de 51 à 37 milliards de dollars. Avec les quatre dragons d'Asie (Hongkong, Singapour, Taïwan et la Corée du Sud), l'excédent japonais est considérablement gonflé, passant de 1 à 39 milliards de dollars pendant la même période. Avec l'ensemble des pays de la CEE, il est passé de 16 à 27 milliards.

Pour Paris, comme pour Bruxelles, les mesures annoncées lors de la visite du président américain à Tokyo visant à favoriser les importations japonaises pourraient se traduire par des déséquilibres accrus. « La France souhaite que les engagements d'ordre commercial pris par le Japon en faveur des États-Unis soient appliqués sans discrimination à tous ses partenaires », a expliqué avec fermeté M. Bérégovoy à ses interlocuteurs. Le ministre a

renouvelé les critiques françaises à l'égard de la fermeture du marché japonais et demandé une plus grande réciprocité dans tous les domaines. D'après les statistiques françaises - toujours contestées par les autorités japonaises - Paris accuse à ce jour depuis plusieurs années un déficit commercial qui s'est élevé autour de 30 milliards de francs (28 milliards en 1991).

La situation de la France présente cependant quelques atouts par rapport à celle des autres pays européens. La balance des paiements, soutenue en 1991 par les ventes d'Airbus (avec un profit net de 15 % environ, elle aurait dépassé les 25 milliards de francs en 1991), se traduit par une modification constante du taux de couverture des importations françaises par les exportations japonaises. Ce taux est passé de 34 % en 1986 à 47 % l'an dernier. Le tourisme, la finance et d'autres activités (notamment de l'immobilier) permettent ensuite à la France de décaler une balance des services excédentaire.

Si Paris demande une plus grande ouverture du marché japonais aux produits français, il est prêt à inciter les entreprises à en profiter. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'initiative « Le Japon, c'est possible » que devait présenter à la presse à Paris M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie (voir encadré ci-dessous). Tout en revendiquant un accès plus facile au marché japonais, M. Bérégovoy a aussi insisté sur l'ouverture aux investisseurs étrangers, et japonais en particulier, leur accès à l'industrie française. Dans le cadre de la politique d'attraction en faveur des investissements étrangers en France, M. Jean-Daniel Tordjman, ministre plénipotentiaire à Washington, qui fait partie de la délégation de M. Bérégovoy à Tokyo, devrait prochainement se voir confier des responsabilités dans ce domaine.

ENRIK IZRAELWICZ

Un programme sur trois ans

« Le Japon, c'est possible. » Le ministre de l'Industrie doit présenter, mardi 21 janvier à Paris, un programme de trois ans (1992 à 1994) destiné à attirer les entreprises japonaises sur le marché français et à faire mieux connaître au Japon les industries françaises. Les moyens à la disposition des opérateurs publics concourant à la promotion des ventes françaises au

Japon augmentent de plus de 10 % dès 1992, une priorité qui devrait être maintenue en 1993 et 1994. Douze secteurs porteurs (lors et peaux, chimie, pharmacie, environnement, etc.), correspondant à des points forts de l'exportation française insuffisamment exploités au Japon, ont été identifiés et devraient faire l'objet d'opérations particulières de promotion et d'aide.

Un investissement de 16 milliards de francs

Un consortium mené par Elf-Aquitaine prend le contrôle
du réseau de distribution de produits pétroliers de l'ex-RDA

La Treuhandschaft, l'office chargé de gérer le patrimoine de l'ex-RDA, a signé, jeudi 16 janvier à Berlin, avec un consortium mené par Elf-Aquitaine, un accord sur la vente de la société Minol AG, qui contrôlait la distribution de produits pétroliers en Allemagne de l'Est, et des deux raffineries de Leuna et de Seitz. Ce consortium comprend le groupe Thyssen Handelunion et la société Deutsche SB Kraft AG, spécialisée dans le commerce de l'acier.

SERGE MARTI

Cette vente de Minol, qui suppose les repreneurs à 4,7 milliards de francs d'investissement, est la plus importante opération de privatisation de l'ex-RDA. Elle est l'aboutissement de l'est de l'Allemagne après celle de la distribution d'électricité. Il s'agit aussi, soulignent les responsables de la Treuhandschaft, de la plus grande opération d'investissement franco-allemande depuis 1945. La France était déjà jusqu'ici le plus grand investisseur étranger dans l'ex-RDA.

Tous les détails de la vente ne sont pas connus, notamment le prix et le montant de l'investissement. Le groupe d'audit, réalisé par la firme McKinsey and Co à la demande de la Treuhandschaft, mandataire par exemple pour la raffinerie de Leuna la maintenance de 12 000 salariés en 1993 sur la

quel elle occupait en 1990. Les détails définitifs du contrat doivent être mis d'ici un mois en juin prochain.

Le triangle maudit
de la chimie

En revanche, il a été annoncé que le consortium s'engageait à investir 1,4 milliard de francs pour la modernisation du groupe Minol, dont le réseau de distribution sera étendu vers l'Allemagne de l'Ouest, où Elf était jusqu'ici très peu représentée. 3,3 milliards de DM d'investissement ont été prévus pour la reprise des raffineries de Leuna et de Seitz. Le consortium s'engageait à investir 1,4 milliard de francs pour la modernisation du groupe Minol, dont le réseau de distribution sera étendu vers l'Allemagne de l'Ouest, où Elf était jusqu'ici très peu représentée. 3,3 milliards de DM d'investissement ont été prévus pour la reprise des raffineries de Leuna et de Seitz.

Le consortium a parallèlement décidé de ne pas ouvrir des négociations en vue du rachat complémentaire de la société Minol AG par la société Minol AG. Le consortium a parallèlement décidé de ne pas ouvrir des négociations en vue du rachat complémentaire de la société Minol AG par la société Minol AG.

Bien que le chancelier Kohl ait promis que la région industrielle de l'ex-RDA ne serait pas délaissée, la Treuhandschaft avait dû rassurer le monde des affaires sur la possibilité de vendre un seul des actifs industriels de la région de Leuna. Avec Halle

Bitterfeld, Leuna, partie du triangle maudit de la chimie allemande, avait un passif de 1,4 milliard de francs. Le consortium a parallèlement décidé de ne pas ouvrir des négociations en vue du rachat complémentaire de la société Minol AG par la société Minol AG.

Le chancelier Kohl a rendu visite, jeudi 16 janvier, au siège de la Treuhandschaft à Berlin pour inaugurer une plaque en mémoire de son ancien président, M. Detlev Wedder, décédé l'année dernière, et soutenir les efforts de son successeur, M. Hans-Bruno Meier. Le plus dur reste à faire, il a souligné, c'est d'attirer des investisseurs étrangers. 5 000 entreprises avaient déjà été privatisées, avec un investissement d'investissement de plus de 100 milliards de francs.

HENRI DE BRESSON

Chiffre d'affaires en baisse de 17 % chez Daimler-Benz. Selon une première estimation publiée jeudi 16 janvier, le chiffre d'affaires pour 1991 du groupe Daimler-Benz a baissé de 17 % sur celui de 1990. Les prises de commandes se sont élevées à 12 milliards de francs (dont 40 % à l'exportation), soit une baisse de 25 %. Le montant des commandes à l'exportation ne réagit pour moitié entre le secteur civil et les activités militaires. Daimler-Benz n'a pas davantage précisé ses résultats, se contentant de dire qu'ils ont été bénéficiaires.

Les réformes

Pour les entreprises :

Les entreprises bénéficieront de nombreuses dispositions prises dans la loi de finances pour 1992, notamment la baisse de l'impôt sur les sociétés et l'aménagement du régime de groupe. Voici la loi de finances pour 1991, telle qu'elle a été adoptée par le Parlement, en particulier celle qui prévoit l'harmonisation fiscale européenne. Nous analysons ici les principales dispositions relatives aux entreprises.

I. Les entreprises et l'harmonisation fiscale européenne.

L'harmonisation fiscale européenne a pour objectif de créer une concurrence saine entre les entreprises de la CEE. Elle vise à éliminer les distorsions de concurrence liées aux différences de fiscalité entre les États membres.

La réduction de l'impôt sur les sociétés (IS) est fixée à 34 %, que les bénéfices soient distribués ou qu'ils restent dans l'entreprise. Ainsi est réduite le taux de l'IS, plus lourd jusqu'à présent quand les bénéfices étaient distribués : 42 % contre 34 %. Cette disposition, qui correspond à un avoir fiscal de presque 100 %, supprime pratiquement la double imposition des bénéfices quand ceux-ci sont distribués (en 1992, plusieurs conditions sont imposées : que les deux sociétés - mère et fille - aient effectivement leurs sièges dans la CEE ; que la société qui reçoit les dividendes (la mère) possède 25 % au moins du capital de la société qui les distribue ; que le dividende ne bénéficie pas à une personne morale contrôlée directement ou indirectement par un ou des résidents non membres de la CEE).

Cette nouvelle disposition, qui s'applique dans le cadre interne français, est en outre applicable aux sociétés de la Communauté européenne, à partir du 1er juillet 1990, s'applique aux sociétés anonymes, aux sociétés en commandite par actions et aux SARL. Elle supprime une frontière fiscale établie à l'intérieur de la CEE par un important flux transfrontalier.

Fusions, échanges de titres (article 25 de la loi de finances rectificative pour 1991). La loi de finances applicable aux opérations de restructuration des sociétés (fusions, échanges, apports) est modifiée pour tenir compte des règles européennes, du 23 juillet 1990, applicable aux fusions d'entreprises de la CEE.

Ainsi, le droit français, qui n'admettait pas le principe des soultes versées pour rééquilibrer des opérations d'échanges de titres, était en contradiction avec le droit européen, qui, lui, l'admet dans une certaine mesure (pas plus de 10 % du nominal des titres échangés). D'une façon plus générale, l'article 25 est l'occasion pour l'État de recréer dans une loi les diverses dispositions accumulées au fil des années par l'administration en matière de fusion d'entreprises.

Une réforme importante est d'autre part introduite par l'article 25. Dans toutes les opérations de restructuration d'entreprise, qui se traduisent dans la plupart des cas par de simples échanges de titres, les augmentations de capital, la règle était d'aligner les valeurs comptables sur les valeurs fiscales, cela notamment pour permettre à l'administration de « suivre » les plus-values ultérieurement imposables. Désormais, les valeurs comptables, qui traduisent la réalité de l'entreprise, et les valeurs fiscales, qui représentent les valeurs historiques utilisées par l'administration pour calculer les plus-values, seront déconnectées.

Ainsi, la fiscalité des opérations de restructuration d'entreprise, qui bénéficiaient déjà d'un différé d'imposition : les plus-values qui sont d'apports de capitaux - c'est-à-dire d'opérations sans versement d'argent - ne sont taxées qu'au moment de la vente effective des titres reçus en échange. Dans certains cas, ce régime impose un délai de conservation de cinq ans (à noter que la directive européenne n'impose pas ce délai de cinq ans).

L'aménagement du régime de groupe (articles 98 et 99 de la loi de finances pour 1992).

Le régime fiscal des groupes - qui implique notamment que les filiales soient détenues à 95 % au moins - est considérablement assoupli. Jusqu'à présent, le fisc sanctionnait le fait qu'une filiale sorte d'un groupe moins de cinq ans après y être entrée. La règle voulait que soient repris à la société mère les avantages que le fisc lui avait consentis, notamment la déduction des pertes nettes de la filiale sortie. En supprimant le délai de cinq ans, l'article 98 introduit une réforme importante dans la fiscalité des entreprises.

L'article 99 exonère de précompte (impôt payé quand sont distribués des bénéfices qui n'ont pas été soumis à l'impôt sur les sociétés) les bénéfices versés par une filiale à la société mère. Le précompte n'est toutefois supprimé que dans le régime de groupe. Les bénéfices versés par la filiale peuvent remonter d'une sous-filiale et celle-ci être située à l'étranger. Il va de soi que ces distributions ne sont pas soumises à l'impôt.

II. L'imposition des bénéfices et des plus-values.

Réduction à 34 % du taux de l'impôt sur les sociétés (article 10 de la loi de finances pour 1992).

Le taux de l'impôt sur les sociétés (IS) est fixé à 34 %, que les bénéfices soient distribués ou qu'ils restent dans l'entreprise. Ainsi est réduite le taux de l'IS, plus lourd jusqu'à présent quand les bénéfices étaient distribués : 42 % contre 34 %. Cette disposition, qui correspond à un avoir fiscal de presque 100 %, supprime pratiquement la double imposition des bénéfices quand ceux-ci sont distribués (en 1992, plusieurs conditions sont imposées : que les deux sociétés - mère et fille - aient effectivement leurs sièges dans la CEE ; que la société qui reçoit les dividendes (la mère) possède 25 % au moins du capital de la société qui les distribue ; que le dividende ne bénéficie pas à une personne morale contrôlée directement ou indirectement par un ou des résidents non membres de la CEE).

Unification à 18 % de l'imposition des plus-values non financières (article 11 de la loi de finances pour 1992). Les plus-values non financières sont imposées au taux de 18 %. Cette mesure réunit les taux de cet impôt puisque les plus-values de la propriété immobilière (brevets et inventions) sont le régime fiscal en par ailleurs imposé par exclusion du « régime spécial » des plus-values de 15 %, celles dégrèées sur les terrains à bâtir (taux de 25 %), celles enfin réalisées sur les autres éléments d'actifs (actions, immeubles bâtis, machines et équipements) supportaient un taux de 19 %. Le nouveau régime s'applique aux plus-values réalisées au cours des exercices clos à compter du 1er octobre 1991.

Les plus-values financières, quant à elles, jusqu'à présent taxées à 25 %, passent au taux de l'impôt sur les sociétés, c'est-à-dire 34 %. Sont concernées les obligations, bons de souscriptions d'obligations, titres participatifs, parts de fonds communs de placement ou de créances (à l'exception des parts de FCPR détenues depuis au moins cinq ans), actions de SICAV. Sont également imposées au taux de 18 % les plus-values réalisées sur des parts ou actions de sociétés dont l'actif est principalement composé de titres exclus du régime des plus-values à long terme.

Réduction à 16 % des plus-values professionnelles sur terrains à bâtir (article 19 de la loi de finances pour 1992).

Le taux d'imposition des plus-values professionnelles, réalisées par les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu (BNC, BIC, BA), est fixé à 16 % (soit 18,1 % avec les prélèvements sociaux). Cette importante réduction bénéficie essentiellement aux plus-values réalisées sur les terrains à bâtir qui supportaient, jusqu'à présent, un taux de 26 %. Elle aligne pratiquement le taux d'imposition de ces plus-values sur le taux applicable aux plus-values non financières réalisées par les entreprises soumises à l'IS (18 % net, ce dernier taux n'étant majoré par les prélèvements sociaux).

III. Les mesures en faveur des fonds propres.

Exonération d'imposition des plus-values (article 23 de la loi de finances pour 1992).

Les plus-values réalisées en 1992 par un associé apportant à une PME-PMI non cotée le produit de la vente d'un bien immobilier pour lequel une augmentation de capital est exonérée d'impôt dans certaines limites. L'augmentation de capital devra être faite dans les trente jours suivant la vente de l'immeuble. L'exonération ne concerne que les 300 000 premières francs de cession (au-delà, les plus-values sont normalement imposées). L'exonération ne

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

fiscales applicables en 1992

de la baisse de l'impôt sur les sociétés au régime de groupe

La loi de finances pour 1992 définitivement adoptée par le Parlement le 15 décembre 1991, a introduit de nombreuses mesures fiscales favorables aux entreprises. Ces mesures s'appliquent désormais aux entreprises de services.

La loi de finances pour 1992 prolonge jusqu'en 2001 l'essentiel des mesures fiscales prévues par la loi Pons en faveur des DOM, qui, jusqu'à présent, n'avaient pas au-delà de 1996. La défiscalisation des investissements est étendue à la maintenance industrielle, à l'audiovisuel et au cinéma. Rappelons que pour les entreprises relevant des IS, les investissements en cause bénéficient d'une double déduction d'une part de 120 % la première année, l'autre l'amortissement normal.

D'autre part, les investissements réalisés à partir du 1^{er} janvier 1991 dans la construction de logements destinés à la location, certaines constructions de logements, les réductions d'impôt portée de 25 % à 10 % pour la période 1992-1995.

Des conditions plus strictes sont imposées pour les logements destinés à la location pendant au moins neuf ans (neuf ans pour le propriétaire ou un particulier, pendant au moins neuf ans s'il s'agit d'une société immobilière; les investissements réalisés dans les zones sensibles (hotellerie, tourisme, transports, production audiovisuelle et cinématographique) devront désormais être agréés s'ils dépassent 1 million de francs (la déduction sera réduite de 100 % à 75 % lorsque l'investisseur sera une personne physique imposable au BIC, notamment par l'intermédiaire d'une société transparente).

VI. Mesures sectorielles

La loi de finances pour 1992 a introduit de nombreuses mesures favorables aux entreprises de services. Ces mesures s'appliquent désormais aux entreprises de services.

La loi de finances pour 1992 a introduit de nombreuses mesures favorables aux entreprises de services. Ces mesures s'appliquent désormais aux entreprises de services.

La loi de finances pour 1992 a introduit de nombreuses mesures favorables aux entreprises de services. Ces mesures s'appliquent désormais aux entreprises de services.

La loi de finances pour 1992 a introduit de nombreuses mesures favorables aux entreprises de services. Ces mesures s'appliquent désormais aux entreprises de services.

La loi de finances pour 1992 a introduit de nombreuses mesures favorables aux entreprises de services. Ces mesures s'appliquent désormais aux entreprises de services.

La loi de finances pour 1992 a introduit de nombreuses mesures favorables aux entreprises de services. Ces mesures s'appliquent désormais aux entreprises de services.

La loi de finances pour 1992 a introduit de nombreuses mesures favorables aux entreprises de services. Ces mesures s'appliquent désormais aux entreprises de services.

La loi de finances pour 1992 a introduit de nombreuses mesures favorables aux entreprises de services. Ces mesures s'appliquent désormais aux entreprises de services.

La loi de finances pour 1992 a introduit de nombreuses mesures favorables aux entreprises de services. Ces mesures s'appliquent désormais aux entreprises de services.

La loi de finances pour 1992 a introduit de nombreuses mesures favorables aux entreprises de services. Ces mesures s'appliquent désormais aux entreprises de services.

La loi de finances pour 1992 a introduit de nombreuses mesures favorables aux entreprises de services. Ces mesures s'appliquent désormais aux entreprises de services.

Malgré une baisse du trafic voyageurs La SNCF évite le déficit en 1991

La SNCF a évité le déficit en 1991, un résultat net très légèrement positif, a-t-elle précisé dans un communiqué. Le plan d'économies de 100 millions de francs adopté en mars dernier en raison de la diminution du trafic voyageurs permettra à l'entreprise publique de respecter l'équilibre financier inscrit dans le plan signé avec l'Etat. Ce plan prévoit une mise en location roulant aurait rapporté de l'ordre de 2 milliards de francs. En 1989, la SNCF avait dégagé pour la première fois depuis dix ans des bénéfices d'exploitation de 138 millions de francs pour retomber à un excédent plus modeste de 17 millions de francs en 1990.

En 1991, il n'y a guère que le TGV Atlantique ainsi que le SER-NAM, le service messagerie de la SNCF, bénéficiaire de 135 millions de francs pour la première fois depuis 1981, qui apportent des motifs de satisfactions. Le trafic voyageurs grandes lignes a baissé de 3,5 % : les plus touchés sont les trains classiques (- 6 %) et le TGV (- 1,3 %). Le réseau Atlan-

tique, une augmentation de 14 % sur la branche Ouest et un quadruplement sur le Sud-Ouest, où le nombre de voyageurs/kilomètre a passé de 780 millions en 1980 à 3,42 milliards en 1991, n'ont compensé qu'en partie ces baisses. Le trafic marchandises a pratiquement enrayé sa chute (- 0,6 %) grâce à un redressement au cours du premier semestre.

Le chiffre d'affaires global de 53,6 milliards de francs a légèrement progressé par rapport à 1990 de l'ordre de 1 %. Les investissements ont dépassé 10 milliards de francs, dont 2,6 milliards pour le réseau banlieue Ile-de-France et 13 milliards pour l'extension du TGV. En 1992, l'équilibre des comptes et l'amélioration de la régularité des trains sont les deux principaux objectifs de la SNCF. Si la ponctualité des trains s'améliore légèrement sur les grandes lignes (5,5 % de trains en retard au lieu de 5,6 %), elle s'est dégradée en banlieue parisienne (1,8 % au lieu de 1,4 % sans mesure de pointe).

M. La.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR - juillet 1991 (tranche A)
à versement trimestriel fixe de capital et d'intérêt

Les intérêts courus du 1^{er} novembre 1991 au 1^{er} février 1992 seront payables à partir du 2 février 1992 à 112,84 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 16,92 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,17 F, faisant ressortir un net de 91,75 F.

Le montant du versement trimestriel fixe est de 190 F dont 112,84 F de part d'intérêt et 77,16 F de part d'amortissement.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le net à verser sera de 168,91 F.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations à taux révisable annuel janvier 1984

Les intérêts courus du 6 février 1991 au 5 février 1992 seront payables à partir du 6 février 1992 à 50,85 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 50,85 F (montant brut : 508,50 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 25,39 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,32 F, faisant ressortir un net de 413,46 F.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations 9,91 % février 1990 (ex-15,30 % janvier 1983)

Les intérêts courus du 7 février 1991 au 6 février 1992 seront payables à partir du 7 février 1992 à 44,95 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 44,95 F (montant brut : 449,50 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 24,75 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,32 F, faisant ressortir un net de 402,88 F.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations 9,70 % janvier 1990

Les intérêts courus du 7 février 1991 au 6 février 1992 seront payables à partir du 7 février 1992 à 44,95 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 44,95 F (montant brut : 449,50 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 24,75 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,32 F, faisant ressortir un net de 402,88 F.

ELECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 8,30 % janvier 1987 et assimilées

Les intérêts courus du 8 février 1991 au 7 février 1992 seront payables à partir du 8 février 1992 à 41,5 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 41,5 F (montant brut : 415 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 22,25 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,32 F, faisant ressortir un net de 337,40 F.

ELECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 10,10 % janvier 1986

Les intérêts courus du 10 février 1991 au 9 février 1992 seront payables à partir du 10 février 1992 à 44,02 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 44,02 F (montant brut : 440,2 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 24,80 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,36 F, faisant ressortir un net de 403,86 F.

ELECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations TMOR février, mars 1987 et 1988

Les intérêts courus du 10 février 1991 au 9 février 1992 seront payables à partir du 10 février 1992 à 490,44 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 73,56 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,13 F, faisant ressortir un net de 398,75 F.

ELECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations TMOR janvier 1986/1996

Les intérêts courus du 10 février 1991 au 9 février 1992 seront payables à partir du 10 février 1992 à 447,02 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 447,02 F (montant brut : 447,02 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 24,80 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,36 F, faisant ressortir un net de 403,86 F.

ELECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations TMOR janvier 1986/1995

Les intérêts courus du 10 février 1991 au 9 février 1992 seront payables à partir du 10 février 1992 à 447,02 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 447,02 F (montant brut : 447,02 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 24,80 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,36 F, faisant ressortir un net de 403,86 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 24,80 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,36 F, faisant ressortir un net de 403,86 F.

SAPAR FINANCE
Obligations à taux révisable trimestriel octobre 1989 (tranche A)

Les intérêts courus du 13 novembre 1991 au 12 février 1992 seront payables à partir du 13 février 1992 à 118,42 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 17,76 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,37 F, faisant ressortir un net de 96,29 F.

ELECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 8,60 % octobre 1988 et assimilées

Les intérêts courus du 13 février 1991 au 14 février 1992 seront payables à partir du 15 février 1992 à 40 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 16,50 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,91 F, faisant ressortir un net de 344,09 F.

SAPAR
Obligations 10,20 % février 1990

Les intérêts courus du 26 février 1991 au 25 février 1992 seront payables à partir du 26 février 1992 à 510 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 76,50 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,87 F, faisant ressortir un net de 414,63 F.

Les retenues mentionnées au deuxième paragraphe ci-dessus concernent par les personnes visées au III de l'article 123 A du code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire dans l'intermédiaire habilité choisi par lui.

ELECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 9 % (ex-12,50 % 1963)

Les intérêts courus du 10 février 1991 au 9 février 1992 seront payables à partir du 10 février 1992 à 26,10 F par titre de 290 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 2,30 F (montant brut : 29,24 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 1,25 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 1,07 F, faisant ressortir un net de 23,78 F.

SAPAR
Obligations TMOR août 1982

Les intérêts courus du 17 février 1991 au 16 février 1992 seront payables à partir du 17 février 1992 à 400 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 13 F (montant brut : 550 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 27,47 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 20,35 F, faisant ressortir un net de 447,18 F.

Ces obligations sont remboursables en totalité le 17 février 1992, (parution au Journal officiel du 28.12.1991).

ELECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 5,76 % 1966

Les intérêts courus du 25 février 1991 au 24 février 1992 seront payables à partir du 25 février 1992 à 20,70 F par titre de 400 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 2,30 F (montant brut : 23 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 1,14 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 0,84 F, faisant ressortir un net de 18,72 F.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations 9,80 % 1979

Les intérêts courus du 26 février 1991 au 25 février 1992 seront payables à partir du 26 février 1992 à 176,40 F par titre de 2 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 19,60 F (montant brut : 196 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 9,79 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,24 F, faisant ressortir un net de 159,37 F.

Les renseignements mentionnés au paragraphe précédent au titre du 1^{er} janvier 1991 ont paru au Journal officiel du 28 décembre 1991.

Les personnes mentionnées au deuxième paragraphe ci-dessus ne sont pas les personnes visées au III de l'article 123 A du code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) et le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

Greetings & Best Wishes to the Government and the people of FRANCE

on the visit of Prime Minister of Pakistan Mohammad Nawaz Sharif

Habib Bank Limited

Head Office : Habib bank Plaza, Karachi-75650, Pakistan.

PARIS BRANCH : 111 Avenue des Champs Elysées 75008, Paris, France.

Public : HABIB BK 648268 F.

Telephones : (772) - 5665, (772) - 3376.

Fax: 40 - 700943

Le HABIB BANK LIMITED présente ses meilleurs vœux au gouvernement et au peuple français, à l'occasion de la visite du Premier Ministre du Pakistan, M. Mohammad Nawaz Sharif.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 17 JANVIER

Competition		VALUERS		Cross period	Premer	Demer	%	+	Competition	VALUERS		Cross period	Premer	Demer	%	+	Competition	VALUERS		Cross period	Premer	Demer	%	+	Competition	VALUERS		Cross period	Premer	Demer	%	+
4210	C.N.E. 3%	4225	4250	4250	+ 0.03				Competition	VALUERS	Cross period	Premer	Demer <td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td></td></td></td></td></td>	% <td>+</td> <td></td> <td>Competition</td> <td>VALUERS</td> <td>Cross period</td> <td>Premer</td> <td>Demer<td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td></td></td></td></td>	+		Competition	VALUERS	Cross period	Premer	Demer <td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td></td></td></td>	% <td>+</td> <td></td> <td>Competition</td> <td>VALUERS</td> <td>Cross period</td> <td>Premer</td> <td>Demer<td>%<td>+</td></td></td>	+		Competition	VALUERS	Cross period	Premer	Demer <td>%<td>+</td></td>	% <td>+</td>	+	
812	B.N.P. T.P.	870	870	870	- 2.48				VALUERS	Cross period	Premer	Demer <td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td></td></td></td></td></td>	% <td>+</td> <td></td> <td>Competition</td> <td>VALUERS</td> <td>Cross period</td> <td>Premer</td> <td>Demer<td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td></td></td></td></td>	+		Competition	VALUERS	Cross period	Premer	Demer <td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td></td></td></td>	% <td>+</td> <td></td> <td>Competition</td> <td>VALUERS</td> <td>Cross period</td> <td>Premer</td> <td>Demer<td>%<td>+</td></td></td>	+		Competition	VALUERS	Cross period	Premer	Demer <td>%<td>+</td></td>	% <td>+</td>	+		
1131	C.Lyon. T.P.	1200	1200	1200	- 0.48				Cross period	Premer	Demer <td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td></td></td></td></td></td>	% <td>+</td> <td></td> <td>Competition</td> <td>VALUERS</td> <td>Cross period</td> <td>Premer</td> <td>Demer<td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td></td></td></td></td>	+		Competition	VALUERS	Cross period	Premer	Demer <td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td></td></td></td>	% <td>+</td> <td></td> <td>Competition</td> <td>VALUERS</td> <td>Cross period</td> <td>Premer</td> <td>Demer<td>%<td>+</td></td></td>	+		Competition	VALUERS	Cross period	Premer	Demer <td>%<td>+</td></td>	% <td>+</td>	+			
1460	Rhone Poul. T.P.	1480	1480	1480	- 0.03	230			VALUERS	Cross period	Premer	Demer <td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td></td></td></td></td></td>	% <td>+</td> <td></td> <td>Competition</td> <td>VALUERS</td> <td>Cross period</td> <td>Premer</td> <td>Demer<td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td></td></td></td></td>	+		Competition	VALUERS	Cross period	Premer	Demer <td>%<td>+</td><td></td><td>Competition</td><td>VALUERS</td><td>Cross period</td><td>Premer</td><td>Demer<td>%<td>+</td></td></td></td>	% <td>+</td> <td></td> <td>Competition</td> <td>VALUERS</td> <td>Cross period</td> <td>Premer</td> <td>Demer<td>%<td>+</td></td></td>	+		Competition	VALUERS	Cross period	Premer	Demer <td>%<td>+</td></td>	% <td>+</td>	+		
1625	San Gobals T.P.	1680	1680	1680	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Opp. France (res.)	252	252	252	- 1.95	3820	L.V.M.H.	4270	4270	4270	- 1.03				355	Gds. Mout.	430	430	430	+ 1.12			
1800	Alphonse T.P.	1840	1840	1840	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Lyons/Esq/Dunant	438	438	438	- 0.42	119	119	119	+ 0.31	69	Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
2000	A.C.C.O.R.	2020	2020	2020	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Older Lux France	216	216	216	- 0.46	117	117	117	+ 0.31	69	Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
2300	Al Liquid.	2320	2320	2320	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Cy. Lux	339	339	339	- 0.42	117	117	117	+ 0.31	69	Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
2500	S.N. 2%	2520	2520	2520	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Cr. Lux	1084	1082	1082	- 0.82	150	150	150	- 1.33		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
2700	A.L.S.P.	2720	2720	2720	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	C.S.E.	114	119	119	- 0.41	455	455	455	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
2900	Alphon. Prou.	2920	2920	2920	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	2600	2600	2600	- 0.51	320	320	320	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
3100	Alphon. Prou.	3120	3120	3120	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	382	382	382	- 0.51	320	320	320	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
3300	Alphon. Prou.	3320	3320	3320	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	184	181	181	- 0.83	115	115	115	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
3500	Alphon. Prou.	3520	3520	3520	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	1407	1407	1407	- 0.51	320	320	320	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
3700	Alphon. Prou.	3720	3720	3720	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	92	92	92	- 0.54	60	60	60	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
3900	Alphon. Prou.	3920	3920	3920	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	184	181	181	- 0.83	115	115	115	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
4100	Alphon. Prou.	4120	4120	4120	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	1407	1407	1407	- 0.51	320	320	320	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
4300	Alphon. Prou.	4320	4320	4320	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	92	92	92	- 0.54	60	60	60	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
4500	Alphon. Prou.	4520	4520	4520	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	184	181	181	- 0.83	115	115	115	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
4700	Alphon. Prou.	4720	4720	4720	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	1407	1407	1407	- 0.51	320	320	320	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
4900	Alphon. Prou.	4920	4920	4920	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	92	92	92	- 0.54	60	60	60	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
5100	Alphon. Prou.	5120	5120	5120	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	184	181	181	- 0.83	115	115	115	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
5300	Alphon. Prou.	5320	5320	5320	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	1407	1407	1407	- 0.51	320	320	320	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
5500	Alphon. Prou.	5520	5520	5520	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	92	92	92	- 0.54	60	60	60	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
5700	Alphon. Prou.	5720	5720	5720	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	184	181	181	- 0.83	115	115	115	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
5900	Alphon. Prou.	5920	5920	5920	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	1407	1407	1407	- 0.51	320	320	320	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
6100	Alphon. Prou.	6120	6120	6120	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	92	92	92	- 0.54	60	60	60	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
6300	Alphon. Prou.	6320	6320	6320	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	184	181	181	- 0.83	115	115	115	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
6500	Alphon. Prou.	6520	6520	6520	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	1407	1407	1407	- 0.51	320	320	320	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
6700	Alphon. Prou.	6720	6720	6720	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	92	92	92	- 0.54	60	60	60	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
6900	Alphon. Prou.	6920	6920	6920	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	184	181	181	- 0.83	115	115	115	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
7100	Alphon. Prou.	7120	7120	7120	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	1407	1407	1407	- 0.51	320	320	320	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
7300	Alphon. Prou.	7320	7320	7320	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	92	92	92	- 0.54	60	60	60	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
7500	Alphon. Prou.	7520	7520	7520	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	184	181	181	- 0.83	115	115	115	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
7700	Alphon. Prou.	7720	7720	7720	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	1407	1407	1407	- 0.51	320	320	320	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
7900	Alphon. Prou.	7920	7920	7920	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	92	92	92	- 0.54	60	60	60	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
8100	Alphon. Prou.	8120	8120	8120	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	184	181	181	- 0.83	115	115	115	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
8300	Alphon. Prou.	8320	8320	8320	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	1407	1407	1407	- 0.51	320	320	320	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
8500	Alphon. Prou.	8520	8520	8520	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	92	92	92	- 0.54	60	60	60	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
8700	Alphon. Prou.	8720	8720	8720	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	184	181	181	- 0.83	115	115	115	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
8900	Alphon. Prou.	8920	8920	8920	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	1407	1407	1407	- 0.51	320	320	320	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
9100	Alphon. Prou.	9120	9120	9120	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	92	92	92	- 0.54	60	60	60	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
9300	Alphon. Prou.	9320	9320	9320	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	184	181	181	- 0.83	115	115	115	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
9500	Alphon. Prou.	9520	9520	9520	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	1407	1407	1407	- 0.51	320	320	320	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
9700	Alphon. Prou.	9720	9720	9720	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	92	92	92	- 0.54	60	60	60	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
9900	Alphon. Prou.	9920	9920	9920	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux	184	181	181	- 0.83	115	115	115	- 0.38		Sigco	499	499	499	- 0.20	48	Garmann	500	500	500	+ 0.14		
10100	Alphon. Prou.	10120	10120	10120	- 0.03	1069	1065	- 1.86	85	Des. Lux																						

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du natl.	% du exterieur	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.	1280	1288	Ogny-Douvain	770	...	Etrangères		
Emp.Belg.0,96/77...	123 25	8 74	C.I.T.R.A.M.(B.)	2826	...	Phil. Houwaert	1080	...	A.E.G.	410	...
Emp.Belg.0,96/77...	107 80	0 08	Codarel	347 80	83 30	Pulveris	880	...	Alcan Bel. (B.)	810	...
Emp.Belg.12,46/82	...	3 38	Cogit	347 80	361	Prud'homme	152 10	...	Alcan Aluminat	105	...
Emp.Belg.12,26 84	...	3 38	Comptex	820	...	Pures (CP)	880	848	American Branch	244 20	...
Emp.Belg.11% 85	112 20	8 94	Co Industriels	9480	...	Pures (P)	240	...	Arbed	480	...
12,26 sans 86	Cy Industrie	380	380	Pures (P)	210	...	Automatisme Indust.	124	...
OAT 10% 5/2000	...	6 42	Cy Industrie	840	...	Pures (P)	175	...	Basco Populair Exps.	600	...
OAT 5,9% 12/1987	...	0 84	Cy Industrie	30	...	Pures (P)	1312	...	Bel. Regiments Int.	18000	...
OAT 5,9% 1/1988	Cy Industrie	30	...	Pures (P)	1414	...	Can.Pacific	81 30	...
OTT 10,30% 1985	1002	...	Cy Industrie	30	...	Pures (P)	888	870	Chrysler Corp.	68 80	...
PTT 11,25 86	108	8 88	Dagobert	1868	1700	Recherches	192	...	C.I.R.	7 10	8 d
CP 10,30% 88	...	0 18	Dagobert	3950	...	Recherches	120 20	181 10	Commerzbank	848	...
CP 10,30% 88 (B)	Dagobert	2385	...	Recherches	218	...	De Beers Corp.	137	...
CP 10,30% 88 (B)	101 80	...	Dagobert	841	842	Recherches	400	...	Dow Chemical	230	...
CHB Bepex 5000F	...	0 30	Dagobert	258	258	Recherches	308 20	...	Flow	121	...
CHB Bepex 5000F	Dagobert	380	...	Recherches	350	...	Gen. Bank Lomb. I.	500	...
CHB Bepex 5000F	Dagobert	4231	...	Recherches	119	120 80	Giffels	974	...
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1700	1700	Recherches	800	800	Glaxo Holdings Ltd.	88	...
CHB Bepex 5000F	Dagobert	372	...	Recherches	191	791	Goodyear Tyre	30	...
CHB Bepex 5000F	Dagobert	88	...	Recherches	791	791	Geca and Co (Nv)	228	...
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1700	1065	Recherches	385	385 30	Haywards Int.	323	380 d
CHB Bepex 5000F	Dagobert	408	...	Recherches	131	...	Johns-Manville	88	...
CHB Bepex 5000F	Dagobert	375	...	Recherches	182	...	Königsplatz Pathol.	28	...
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	140	139	Kühn	25	...
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	80	...	Lafarge	310	910
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	516	...	Mellor Bank	19	...
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	516	...	Minerals Mine	88 10	...
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	Onyx Corp.	8 80	...
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	598	598	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	470	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	783	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	485	...	Recherches	...	...	
CHB Bepex 5000F	Dagobert	1228	1287	Recherches					

SICAV (sélection)[illegible]

Actions

Agencies (see Bn.)	838	850	6 T.J. (Transport)	250	
Agriculture	1698		Immobol	386	32
Agriculture Hydr.			Immigration	710	
Airbus	111	400 80	Immunobiology	8300	
Airbus C. Monaco	3190		In Memoriam	632	
Air Research Europe	365 50		Incineration	2000	
A.I.P. (Insurance)	397	397	Incineration (See Ch.)	3300	
Baggage-See C. & B.	458		Landfill Plants	2300	
Bananas	3000		Life Sciences	1280	
Biodiversity International	479		Locusts	480	
Bioreactor	1850		Louis Watson	701	70
B.T.P.	84	82 26	Louvre	2850	268
Cambridge	1198		Luxembourg	1073	96
Carbonate Limestone	544		Machines Roll	33	3
Cash Pockets	9 20	9 40	Mail Delivery	160	
C.C.G. (Finger)	310		Magnetism	750	
Chemical Industry	810		Material Display	450	
Chemical Waste	90	81 250	Navigation Pilot	205	
Chimpanzee	115		Optical	235	
C.I.C.P.	197 50	198	Ornithology	383	

Scrubbed	300	0.00
Stem	051	0.00

Talaberg	3070	.....	.....
Trem-Acquet	720	.....	.....
Tour Eiffel	586	.....	.....
Vieux	1110	.....	.....
Vigne	402	.....	408
Vicq	1330	.....	.....
Vipers	100	.....	.....
Maroc: Sol Brumme	240 60	.....	.....

Hors-cote			
Bien Hydro Energ..	316	.....	.....
Calphos	128	.....	115 80c
C 6 H Cogesol	10	46	.....
Copex	660	.....	.....
Drouot Assurances	272	.....	.....
El Arange	1400	.....	.....
Euro. Accum	78	.....	87 05c
Europ Soude Ind	20	.....	.....

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS prés.	COURS 17/1	COURS DES BILLETS	
			achat	vente
Euro-Union (1 unit.)	5 520			
Ecu	9 949			
Allemagne (100 dm)	341 100			
Belgique (100 f)	10 596			
Portugal (100 Esc)	302 900			
Italie (100 lire)	4 525			
Danemark (100 kr.)	87 550			
G.D. Belgique (1 G.)	5 712			
Grèce (100 drachmes)	34 2957			
Suède (100 kr.)	384			
Suisse (100 fr.)	93 630			
Norvège (100 kr.)	96 780			
Autriche (100 sch.)	49 468			
Espagne (100 pes.)	5 372			
France (100 esc)	2 858			
Canada (1 \$ can.)	4 717			
Japan (100 yen)	4 302			

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 17/1	
fin (fils en barres).....	82600	.....	Jonger 125
fin (en lingot).....	82950	.....	Lecteurs de Monde..... 200
napoleon (20).....	364	.....	Nicolas..... 1050
S.F. (10 f.).....	520	.....	Pennet..... 1410
franc Suisse (20 f.).....	383	.....	Perle, Perle..... 350
franc Suisse (20 f.).....	381	.....	Quemener..... 22
couvertin.....	4782	.....	Randoo N.V..... 215 80
100 20 dollars.....	2065	.....	St-Gabriel-Embargo..... 800
100 dollars.....	1070	.....	S.E.P.A..... 1805
100 francs.....	590	.....	S.E.P.A. act. R..... 348
50 francs.....	2305	.....	Télévision Elect..... 3380
100 florins.....	375	.....	Wistman..... 400
			714 d

c : coupon

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE
Renseignements
16 62 72 67

c : coupon détaché - c : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

صباحنا من الأمل

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 18 janvier

IMAGES
PIERRE GEORGES

Un Tchernobyl sidérurgique

SUR son bureau, cette responsable du service pédiatrie de l'hôpital... quelques dizaines de photographies. La caméra, sans s'attarder, sans insister, a filmé les photos. Et ce fut effrayant.

Ainsi naissent, ainsi peuvent mourir aussitôt les enfants. À Katowice, ville de malformations génétiques graves, monstrueuses parfois, comme ceux des cabinets des horreurs. Ainsi naissent, en Silésie, les enfants des métaux lourds, plomb, zinc, cadmium, des eaux, des airs et des sols inexorablement pollués.

La pollution, la nôtre, en France, est une menace familière, qui par exemple, ronge les arbres, transforme les rivières, provoque les maladies respiratoires, des allergies. Mais n'est pas exhaustive. Mais, comment dire, c'est encore une pollution des riches, d'une société capable, peut-être, de se défendre, de se ressaisir.

Ces images de Pologne parlent d'autre chose, rien moins que d'une atteinte irréversible à l'homme. Elles parlent d'un morose de terre sacrifiée à une telle fureur de produire, à tout prix, que la vie y est devenue hostile au vivant. Elles parlent d'un Tchernobyl sidérurgique.

Un ouvrier sidérurgiste, interrogé par le journaliste d'Envoyé spécial, dira : « On nous a mutés, déguisés. » Avant d'ajouter, une sorte de malédiction polonaise : « Les communistes ont complètement détruit cette terre. » Au journaliste qui lui demandait s'il avait l'espoir de vivre vieux et travailler dans de telles conditions, un autre ouvrier sidérurgiste répondra, avec un sourire résigné : « Ici, ceux qui bossent meurent. Mais ceux qui ne font rien, aussi. »

La malédiction industrielle est en effet la chose la mieux partagée dans ce qui fut le fleuron de la métallurgie lourde polonaise. À Katowice, la teneur en gaz carbonique est de 700 %, supérieure au maximum toléré pour l'homme. « L'eau, le sol, l'air sont totalement pollués », dira une pédiatre recensant les malformations des enfants. « Les enfants sont lourds sur le cerveau et le système nerveux central des enfants à notre naissance. »

À Katowice, toute grossesse est devenue une angoisse. Parce que les fausses couches, les prématurés y atteignent des pourcentages effrayants. Parce que les risques de malformation, la fréquence de l'infirmité - cinq fois plus élevée avant l'âge d'un an - sont tels que la vie y est devenue une cruelle loterie.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément dédié dimanche-lundi. Signification des symboles : P signalé dans le Monde radio-télévision ; D Film à voir ; M On peut voir ; N Ne pas manquer ; C Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 17 janvier

TF 1	22.35 Variétés : Tous à la Une.
22.35	Magazine : Grands reportages. Après le vol.
23.40	Sport : Football. Algérie-Football.
A 2	
20.50	Jeux sans frontières.
22.05	Documentaire : Paul Duchesnay, itinéraire d'une gloire annoncée.
23.10	Cinéma : Les Trentes-Neuf. Film britannique (1935) (v.o.).
0.30	Journal et Météo.
FR 3	
20.45	Magazine : Thalassa. La Mer aux enchères.
21.40	Magazine : Caractères. Nicole Avril (il y a longtemps).

TF 1	
13.50	Magazine : Reportages. Galle jour G.
14.10	Jeu : Millionnaire.
14.10	La Une est à vous.
17.15	Avec la série Matt Houston.
17.15	Diversité : Vidéo gag.
17.45	Magazine : Trente millions d'amis.
18.20	Jeu : Une famille en or.
18.45	Série : Marc et Sophie.
19.15	Jeu : Roue de la fortune.
19.15	Diversité : Le Bébête Show.
19.50	Tirage du Loto.
20.00	Journal.
20.00	Tapis vert.
20.45	Variétés : Succès fous.
22.35	Magazine : Ushuaia. Les avions de légende (2e partie).
23.45	Magazine : Formule sport. Football : Ski ; Boxe.
1.05	Journal et Météo.
A 2	
13.55	Magazine : Animalia.
14.45	Magazine : Sports passion. Rugby : Ecosse-Angleterre, à Edimbourg ; Ouverture du championnat des cinq nations 1992 à Murrayfield ; Ski.
16.35	Tiercé, en direct de Vincennes.
16.45	Magazine : Sports passion (suite). Rugby : 17.05, Rugby ; Pays de Galles.
17.50	Série : Les Cinq Dernières Minutes.
19.10	INC.
19.15	Le Journal olympique.
19.20	Sylvie et compagnie.
19.50	Trois minutes pour faire lire.

FR 3	
19.59	Journal, Journal du trot et Météo.
20.45	Magazine : La Nuit des héros.
22.30	Magazine : Double jeu.
23.45	Série : Un juge, un flic.
0.50	Journal et Météo.
LA 5	
14.00	Variétés : Eurotop.
14.30	Magazine : Mondo Sono. Spécial : 91 au Bénin.
17.30	Magazine : L'Heure du golf.
18.00	Magazine : Montagne. Le Plateau déchiré (dernière partie).
18.30	Jeu : Questions pour un champion.
18.00	Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
De 20.00 à 1.15	La Sept
CANAL PLUS	
14.05	Téléfilm : 9000.
15.40	Le Journal du cinéma.
16.05	Documentaire : Les Allumés... Les Pyrénées en patine.
16.30	Sport : Tennis. Open d'Australie. Résumé du 6e journée.
17.05	Les Superstars du catch.
En clair jusqu'à 20.30	
18.00	Dessin animé : La Grande Supercherie.
18.25	Décode pas Bunny.
18.35	Flash d'informations.
19.35	Le Top.
20.30	Téléfilm : Gunsmoke, le dernier Apache. Western.
22.00	Documentaire :

Johnny Hallyday	une histoire en désordre.
22.50	Flash d'informations.
22.55	Le Journal du cinéma.
23.00	Spécial Avoriaz.
Cinéma :	Halloween 5. O
	Film américain de Dominique Othenin-Grand (1989).
Sport :	Tennis. Open d'Australie. 7e journée.
LA 5	
13.20	Téléfilm : Déchirée entre deux amours.
14.55	Série : Capitaine Furillo.
15.50	Série : Riposte.
17.25	Série : Simon et Simon.
17.25	Série : TV 101.
17.25	C'est pour rire.
18.05	Magazine : Intégral.
19.05	Série : L'Enfer au devoir.
20.00	Journal et Météo.
20.45	Série : Perry Mason.
22.25	Sport : Patinage artistique.
23.30	Journal de la nuit.
M 6	
13.55	Série : Supercopier.
14.50	Série : Laredo.
15.50	Feuilleton : L'île mystérieuse.
18.45	Série : Hongkong Connection.
17.35	Série : Les Têtes brûlées.
17.35	Magazine : Turbo.
19.54	minutes d'informations.
20.00	Série : Papa Schultz.
20.40	Téléfilm : L'Ange gardien de service. Un ange descend sur Terre pour remettre de l'ordre dans la famille et les affaires d'une ville.
22.15	Téléfilm : Un printemps de glace. Le thème du sida.
23.50	Musique : Flashback.

0.20	Six minutes d'informations.
LA SEPT	
13.25	Feuilleton : De la neige dans un verre.
14.25	Téléfilm : Her Big Chance.
15.00	Sait-on jamais. Danse : A ma mère ; 15.55 Documentaire : Questions sur le théâtre ; 16.00 Documentaire : Poussières d'étoiles (2e partie).
17.30	Jean Painlevé au fil de ses films.
18.00	Avis de tempête.
18.05	Tango stupéfiant.
18.10	Le Cimetière des vivants.
20.05	Un film parallèle.
21.00	Haut du Parc.
22.40	Le Courrier des téléspéctateurs.
22.45	Soir 3.
23.05	Théâtre : Pour un oui ou pour un non.
0.05	Mégamix.
FRANCE-CULTURE	
20.30	Photo-portrait. Ralph Gibson, photographe.
20.45	Avignon 91. Candide ou l'opéra, par Jean-Michel Morel, d'après Voltaire.
22.35	Musique : Opus. Deprince, accordéoniste.
0.05	Clair de nuit.
FRANCE-MUSIQUE	
20.00	Opéra (donné le 11 novembre 1991, salle Pleyel) : La Cécilia. Titus, de Mozart, par le Chœur de Radio-France, l'Orchestre philharmonique de Radio-France.
0.05	Les Bruits du siècle.
1.30	Les Sorcières du flamenco.

Dimanche 19 janvier

FR 3	
13.50	Magazine : Faut pas rêver. Pécou : Mister Good Bye ; Caméscope : vidéo klmère ; France : le Mont Saint-Michel.
14.45	Magazine : Sports 3 dimanche. Automobile : à 15.15, Trot, en direct de Vincennes ; Attila : Basket-ball américain.
17.15	L'Unité.
18.15	Magazine : A vos amours.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05	Série : Benny Hill.
20.40	Cinéma : Les Grands Cirques du monde, de l'Europe au Japon.
22.00	Magazine : Le Divan. Invité : Dominique Fernandez, romancier.
22.20	Journal et Météo.
22.40	Histoire de voir. Le Fédérateur.
22.45	Cinéma : L'Aventurier. Film français de Marcel L'Herbier (1934). Avec Jean Gabin, Jeanne Moreau, Jean Rollin.
0.15	Musique : Mélo-manu. Orfeo (Eutaw), de Vercel.
0.20	Le Festival olympique de France.
CANAL PLUS	
14.00	Téléfilm : Le Calice de jade.
16.30	Magazine : 24 Heures.
17.05	Sport : Tennis. Open d'Australie.
17.05	Documentaire : Johnny Hallyday une histoire.
17.15	Le Journal du cinéma. Spécial Avoriaz.
18.00	Cinéma : Ma belle-mère est une sorcière. Film américain de Larry Cohen (1988). Avec Jackie Chan, Anthony Carrara, Colleen Camp.
En clair jusqu'à 20.30	
19.35	Flash d'informations.
20.20	Ce cartoon...
20.25	Magazine : L'Équipe du dimanche. Présentation du sommaire.
20.30	Cinéma : Attache-moi. Film espagnol de Pedro Almodóvar (1989). Avec Victoria Abril, Antonio Banderas, Francisco Rabal.
22.05	Flash d'informations.
22.10	L'Équipe du dimanche. Football : Football américain ; Tennis.
LA 5	
13.20	Série : Tant qu'il y aura des bêtes.
14.15	Série : L'Homme de l'Atlantide.
15.10	Série : Capitaine Furillo.
16.00	Série :

16.50	Magazine : La loi est la loi.
17.40	Série : Simon et Simon.
18.30	Série : L'Enfer du...
19.25	Spécial Rousseseries.
20.00	Journal et Météo.
20.45	Cinéma : Légitime violence. Film français de Serge Le Péron (1982).
22.30	Magazine : Reporters.
23.25	Magazine : Top chrono. Rallye Paris-Le Cap.
0.15	Journal de la nuit.
M 6	
13.30	Variétés : Multitop.
15.20	Jeu : Hit hit hit houna !
15.25	Série : L'Incrovable Huif.
16.20	Série : Clair de lune.
17.15	Série : Le Saint.
18.35	Série : Tonnerre mécanique.
19.00	Série : Les Routes du paradis.
19.35	Six minutes d'informations.
20.00	Magazine : Sport 6.
20.40	Téléfilm : Les Envoyées de Steptford. Derrière le calme d'une petite ville américaine...
22.15	Magazine : Culture pub.
23.40	Cinéma : Miranda. Film de Tinto (1989).
0.20	Six minutes d'informations.
LA SEPT	
14.20	Danse : Miroir.
16.15	Documentaire : Raymond Abellio.
17.10	Fontamara (2e épisode).
18.10	Documentaire : Marianna Romboli, une femme de la Mer.
19.00	Documentaire : Michel Long.
19.40	Documentaire : Résurgence.
20.00	Jean Painlevé au fil de ses films.
20.25	Le Courrier des téléspéctateurs.
20.30	Cinéma : Chronique des pauvres.

22.15	Agence matrimoniale.
22.35	Le Dessous des cartes.
22.40	Cinéma : L'Assassinat du Père Noël. Film français de Christian-Jaque (1941).
0.20	Le Goûter de Josette.
FRANCE-CULTURE	
20.30	Atelier de la phonologie. La Nacelle et l'Alie. La corbe planète, entretien Paul Valéry.
22.35	Musique : Le Concert donné le 11 janvier à la Maison de Radio-France : Présences 92, concert de la Jeune Philharmonie de Paris, de Stephan ; 22.40, de Stephan ; 22.45, de Stephan ; 22.50, de Stephan ; 22.55, de Stephan ; 23.00, de Stephan ; 23.05, de Stephan ; 23.10, de Stephan ; 23.15, de Stephan ; 23.20, de Stephan ; 23.25, de Stephan ; 23.30, de Stephan ; 23.35, de Stephan ; 23.40, de Stephan ; 23.45, de Stephan ; 23.50, de Stephan ; 23.55, de Stephan ; 0.00, de Stephan ; 0.05, de Stephan ; 0.10, de Stephan ; 0.15, de Stephan ; 0.20, de Stephan ; 0.25, de Stephan ; 0.30, de Stephan ; 0.35, de Stephan ; 0.40, de Stephan ; 0.45, de Stephan ; 0.50, de Stephan ; 0.55, de Stephan ; 1.00, de Stephan ; 1.05, de Stephan ; 1.10, de Stephan ; 1.15, de Stephan ; 1.20, de Stephan ; 1.25, de Stephan ; 1.30, de Stephan ; 1.35, de Stephan ; 1.40, de Stephan ; 1.45, de Stephan ; 1.50, de Stephan ; 1.55, de Stephan ; 2.00, de Stephan ; 2.05, de Stephan ; 2.10, de Stephan ; 2.15, de Stephan ; 2.20, de Stephan ; 2.25, de Stephan ; 2.30, de Stephan ; 2.35, de Stephan ; 2.40, de Stephan ; 2.45, de Stephan ; 2.50, de Stephan ; 2.55, de Stephan ; 3.00, de Stephan ; 3.05, de Stephan ; 3.10, de Stephan ; 3.15, de Stephan ; 3.20, de Stephan ; 3.25, de Stephan ; 3.30, de Stephan ; 3.35, de Stephan ; 3.40, de Stephan ; 3.45, de Stephan ; 3.50, de Stephan ; 3.55, de Stephan ; 4.00, de Stephan ; 4.05, de Stephan ; 4.10, de Stephan ; 4.15, de Stephan ; 4.20, de Stephan ; 4.25, de Stephan ; 4.30, de Stephan ; 4.35, de Stephan ; 4.40, de Stephan ; 4.45, de Stephan ; 4.50, de Stephan ; 4.55, de Stephan ; 5.00, de Stephan ; 5.05, de Stephan ; 5.10, de Stephan ; 5.15, de Stephan ; 5.20, de Stephan ; 5.25, de Stephan ; 5.30, de Stephan ; 5.35, de Stephan ; 5.40, de Stephan ; 5.45, de Stephan ; 5.50, de Stephan ; 5.55, de Stephan ; 6.00, de Stephan ; 6.05, de Stephan ; 6.10, de Stephan ; 6.15, de Stephan ; 6.20, de Stephan ; 6.25, de Stephan ; 6.30, de Stephan ; 6.35, de Stephan ; 6.40, de Stephan ; 6.45, de Stephan ; 6.50, de Stephan ; 6.55, de Stephan ; 7.00, de Stephan ; 7.05, de Stephan ; 7.10, de Stephan ; 7.15, de Stephan ; 7.20, de Stephan ; 7.25, de Stephan ; 7.30, de Stephan ; 7.35, de Stephan ; 7.40, de Stephan ; 7.45, de Stephan ; 7.50, de Stephan ; 7.55, de Stephan ; 8.00, de Stephan ; 8.05, de Stephan ; 8.10, de Stephan ; 8.15, de Stephan ; 8.20, de Stephan ; 8.25, de Stephan ; 8.30, de Stephan ; 8.35, de Stephan ; 8.40, de Stephan ; 8.45, de Stephan ; 8.50, de Stephan ; 8.55, de Stephan ; 9.00, de Stephan ; 9.05, de Stephan ; 9.10, de Stephan ; 9.15, de Stephan ; 9.20, de Stephan ; 9.25, de Stephan ; 9.30, de Stephan ; 9.35, de Stephan ; 9.40, de Stephan ; 9.45, de Stephan ; 9.50, de Stephan ; 9.55, de Stephan ; 10.00, de Stephan ; 10.05, de Stephan ; 10.10, de Stephan ; 10.15, de Stephan ; 10.20, de Stephan ; 10.25, de Stephan ; 10.30, de Stephan ; 10.35, de Stephan ; 10.40, de Stephan ; 10.45, de Stephan ; 10.50, de Stephan ; 10.55, de Stephan ; 11.00, de Stephan ; 11.05, de Stephan ; 11.10, de Stephan ; 11.15, de Stephan ; 11.20, de Stephan ; 11.25, de Stephan ; 11.30, de Stephan ; 11.35, de Stephan ; 11.40, de Stephan ; 11.45, de Stephan ; 11.50, de Stephan ; 11.55, de Stephan ; 12.00, de Stephan ; 12.05, de Stephan ; 12.10, de Stephan ; 12.15, de Stephan ; 12.20, de Stephan ; 12.25, de Stephan ; 12.30, de Stephan ; 12.35, de Stephan ; 12.40, de Stephan ; 12.45, de Stephan ; 12.50, de Stephan ; 12.55, de Stephan ; 13.00, de Stephan ; 13.05, de Stephan ; 13.10, de Stephan ; 13.15, de Stephan ; 13.20, de Stephan ; 13.25, de Stephan ; 13.30, de Stephan ; 13.35, de Stephan ; 13.40, de Stephan ; 13.45, de Stephan ; 13.50, de Stephan ; 13.55, de Stephan ; 14.00, de Stephan ; 14.05, de Stephan ; 14.10, de Stephan ; 14.15, de Stephan ; 14.20, de Stephan ; 14.25, de Stephan ; 14.30, de Stephan ; 14.35, de Stephan ; 14.40, de Stephan ; 14.45, de Stephan ; 14.50, de Stephan ; 14.55, de Stephan ; 15.00, de Stephan ; 15.05, de Stephan ; 15.10, de Stephan ; 15.15, de Stephan ; 15.20, de Stephan ; 15.25, de Stephan ; 15.30, de Stephan ; 15.35, de Stephan ; 15.40, de Stephan ; 15.45, de Stephan ; 15.50, de Stephan ; 15.55, de Stephan ; 16.00, de Stephan ; 16.05, de Stephan ; 16.10, de Stephan ; 16.15, de Stephan ; 16.20, de Stephan ; 16.25, de Stephan ; 16.30, de Stephan ; 16.35, de Stephan ; 16.40, de Stephan ; 16.45, de Stephan ; 16.50, de Stephan ; 16.55, de Stephan ; 17.00, de Stephan ; 17.05, de Stephan ; 17.10, de Stephan ; 17.15, de Stephan ; 17.20, de Stephan ; 17.25, de Stephan ; 17.30, de Stephan ; 17.35, de Stephan ; 17.40, de Stephan ; 17.45, de Stephan ; 17.50, de Stephan ; 17.55, de Stephan ; 18.00, de Stephan ; 18.05, de Stephan ; 18.10, de Stephan ; 18.15, de Stephan ; 18.20, de Stephan ; 18.25, de Stephan ; 18.30, de Stephan ; 18.35, de Stephan ; 18.40, de Stephan ; 18.45, de Stephan ; 18.50, de Stephan ; 18.55, de Stephan ; 19.00, de Stephan ; 19.05, de Stephan ; 19.10, de Stephan ; 19.15, de Stephan ; 19.20, de Stephan ; 19.25, de Stephan ; 19.30, de Stephan ; 19.35, de Stephan ; 19.40, de Stephan ; 19.45, de Stephan ; 19.50, de Stephan ; 19.55, de Stephan ; 20.00, de Stephan ; 20.05, de Stephan ; 20.10, de Stephan ; 20.15, de Stephan ; 20.20, de Stephan ; 20.25, de Stephan ; 20.30, de Stephan ; 20.35, de Stephan ; 20.40, de Stephan ; 20.45, de Stephan ; 20.50, de Stephan ; 20.55, de Stephan ; 21.00, de Stephan ; 21.05, de Stephan ; 21.10, de Stephan ; 21.15, de Stephan ; 21.20, de Stephan ; 21.25, de Stephan ; 21.30, de Stephan ; 21.35, de Stephan ; 21.40, de Stephan ; 21.45, de Stephan ; 21.50, de Stephan ; 21.55, de Stephan ; 22.00, de Stephan ; 22.05, de Stephan ; 22.10, de Stephan ; 22.15, de Stephan ; 22.20, de Stephan ; 22.25, de Stephan ; 22.30, de Stephan ; 22.35, de Stephan ; 22.40, de Stephan ; 22.45, de Stephan ; 22.50, de Stephan ; 22.55, de Stephan ; 23.00, de Stephan ; 23.05, de Stephan ; 23.10, de Stephan ; 23.15, de Stephan ; 23.20, de Stephan ; 23.25, de Stephan ; 23.30, de Stephan ; 23.35, de Stephan ; 23.40, de Stephan ; 23.45, de Stephan ; 23.50, de Stephan ; 23.55, de Stephan ; 0.00, de Stephan ; 0.05, de Stephan ; 0.10, de Stephan ; 0.15, de Stephan ; 0.20, de Stephan ; 0.25, de Stephan ; 0.30, de Stephan ; 0.35, de Stephan ; 0.40, de Stephan ; 0.45, de Stephan ; 0.50, de Stephan ; 0.55, de Stephan ; 1.00, de Stephan ; 1.05, de Stephan ; 1.10, de Stephan ; 1.15, de Stephan ; 1.20, de Stephan ; 1.25, de Stephan ; 1.30, de Stephan ; 1.35, de Stephan ; 1.40, de Stephan ; 1.45, de Stephan ; 1.50, de Stephan ; 1.55, de Stephan ; 2.00, de Stephan ; 2.05, de Stephan ; 2.10, de Stephan ; 2.15, de Stephan ; 2.20, de Stephan ; 2.25, de Stephan ; 2.30, de Stephan ; 2.35, de Stephan ; 2.40, de Stephan ; 2.45, de Stephan ; 2.50, de Stephan ; 2.55, de Stephan ; 3.00, de Stephan ; 3.05, de Stephan ; 3.10, de Stephan ; 3.15, de Stephan ; 3.20, de Stephan ; 3.25, de Stephan ; 3.30, de Stephan ; 3.35, de Stephan ; 3.40, de Stephan ; 3.45, de Stephan ; 3.50, de Stephan ; 3.55, de Stephan ; 4.00, de Stephan ; 4.05, de Stephan ; 4.10, de Stephan ; 4.15, de Stephan ; 4.20, de Stephan ; 4.25, de Stephan ; 4.30, de Stephan ; 4.35, de Stephan ; 4.40, de Stephan ; 4.45, de Stephan ; 4.50, de Stephan ; 4.55, de Stephan ; 5.00, de Stephan ; 5.05, de Stephan ; 5.10, de Stephan ; 5.15, de Stephan ; 5.20, de Stephan ; 5.25, de Stephan ; 5.30, de Stephan ; 5.35, de Stephan ; 5.40, de Stephan ; 5.45, de Stephan ; 5.50, de Stephan ; 5.55, de Stephan ; 6.00, de Stephan ; 6.05, de Stephan ; 6.10, de Stephan ; 6.15, de Stephan ; 6.20, de Stephan ; 6.25, de Stephan ; 6.30, de Stephan ; 6.35, de Stephan ; 6.40, de Stephan ; 6.45, de Stephan ; 6.50, de Stephan ; 6.55, de Stephan ; 7.00, de Stephan ; 7.05, de Stephan ; 7.10, de Stephan ; 7.15, de Stephan ; 7.20, de Stephan ; 7.25, de Stephan ; 7.30, de Stephan ; 7.35, de Stephan ; 7.40, de Stephan ; 7.45, de Stephan ; 7.50, de Stephan ; 7.55, de Stephan ; 8.00, de Stephan ; 8.05, de Stephan ; 8.10, de Stephan ; 8.15, de Stephan ; 8.20, de Stephan ; 8.25, de Stephan ; 8.30, de Stephan ; 8.35, de Stephan ; 8.40, de Stephan ; 8.45, de Stephan ; 8.50, de Stephan ; 8.55, de Stephan ; 9.00, de Stephan ; 9.05, de Stephan ; 9.10, de Stephan ; 9.15, de Stephan ; 9.20, de Stephan ; 9.25, de Stephan ; 9.30, de Stephan ; 9.35, de Stephan ; 9.40, de Stephan ; 9.45, de Stephan ; 9.50, de Stephan ; 9.55, de Stephan ; 10.00, de Stephan ; 10.05, de Stephan ; 10.10, de Stephan ; 10.15, de Stephan ; 10.20, de Stephan ; 10.25, de Stephan ; 10.30, de Stephan ; 10.35, de Stephan ; 10.40, de Stephan ; 10.45, de Stephan ; 10.50, de Stephan ; 10.55, de Stephan ; 11.00, de Stephan ; 11.05, de Stephan ; 11.10, de Stephan ; 11.15, de Stephan ; 11.20, de Stephan ; 11.25, de Stephan ; 11.30, de Stephan ; 11.35, de Stephan ; 11.40, de Stephan ; 11.45, de Stephan ; 11.50, de Stephan ; 11.55, de Stephan ; 12.00, de Stephan ; 12.05, de Stephan ; 12.10, de Stephan ; 12.15, de Stephan ; 12.20, de Stephan ; 12.25, de Stephan ; 12.30, de Stephan ; 12.35, de Stephan ; 12.40, de Stephan ; 12.45, de Stephan ; 12.50, de Stephan ; 12.55, de Stephan ; 13.00, de Stephan ; 13.05, de Stephan ; 13.10, de Stephan ; 13.15, de Stephan ; 13.20, de Stephan ; 13.25, de Stephan ; 13.30, de Stephan ; 13.35, de Stephan ; 13.40, de Stephan ; 13.45, de Stephan ; 13.50, de Stephan ; 13.55, de Stephan ; 14.00, de Stephan ; 14.05, de Stephan ; 14.10, de Stephan ; 14.15, de Stephan ; 14.20, de Stephan ; 14.25, de Stephan ; 14.30, de Stephan ; 14.35, de Stephan ; 14.40, de Stephan ; 14.45, de Stephan ; 14.50, de Stephan ; 14.55, de Stephan ; 15.00, de Stephan ; 15.05, de Stephan ; 15.10, de Stephan ; 15.15, de Stephan ; 15.20, de Stephan ; 15.25, de Stephan ; 15.30, de Stephan ; 15.35, de Stephan ; 15.40, de Stephan ; 15.45, de Stephan ; 15.50, de Stephan ; 15.55, de Stephan ; 16.00, de Stephan ; 16.05, de Stephan ; 16.10, de Stephan ; 16.15, de Stephan ; 16.20, de Stephan ; 16.25, de Stephan ; 16.30, de Stephan ; 16.35, de Stephan ; 16.40, de Stephan ; 16.45, de Stephan ; 16.50, de Stephan ; 16.55, de Stephan ; 17.00, de Stephan ; 17.05, de Stephan ; 17.10, de Stephan ; 17.15, de Stephan ; 17.20, de Stephan ; 17.25, de Stephan ; 17.30, de Stephan ; 17.35, de Stephan ;

Trois morts en deux jours en Espagne

Deux militaires tués à Barcelone dans un attentat attribué à l'ETA

Deux militaires espagnols ont été tués à Barcelone, jeudi 16 janvier, dans un attentat attribué à l'ETA, le lendemain de l'assassinat à Séville d'un ancien secrétaire d'Etat. M. Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol, en déplacement à Mexico, a affirmé, dans le quotidien *El País*, à propos des membres de l'organisation séparatiste basque : « L'objectif est toujours le même : ils veulent faire du chantage à l'Etat. Ils n'y parviendront pas, pendant une période significative [pour l'Espagne]. »

MADRID

du correspondant

Deux militaires ont été tués à Barcelone, jeudi 16 janvier, dans un attentat attribué à l'ETA, le lendemain de l'assassinat à Séville d'un ancien secrétaire d'Etat. M. Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol, en déplacement à Mexico, a affirmé, dans le quotidien *El País*, à propos des membres de l'organisation séparatiste basque : « L'objectif est toujours le même : ils veulent faire du chantage à l'Etat. Ils n'y parviendront pas, pendant une période significative [pour l'Espagne]. »

1991 avait déjà été une année particulièrement meurtrière puisque quarante-cinq personnes dont six enfants et quinze civils ont trouvé la mort lors d'attentats, contre vingt-six l'année précédente. Ce carnage avait suscité interrogations sur le même

de l'ETA, parmi les prisonniers qui avaient été libérés les jours précédents. Cette réaction de dégoût face à la violence avait été citée, de la part du mouvement indépendantiste, la proposition d'une trêve à condition que les négociations s'ouvrent avec le gouvernement.

Ce regain d'attention participe vraisemblablement d'une tentative de l'ETA de faire pression sur le pouvoir avec des assassinats froids et méthodiques. Les deux sous-officiers tués à Barcelone avaient cependant pris la peine de modifier leur itinéraire, en circulant dans une voiture non officielle et de ne pas être revêtus de leur uniforme.

Il est probable que les derniers rescapés de l'attentat, qui la police estime être au moins au moins structuré, ont été tués. Il n'importe quel prix pour prouver que l'ETA n'est pas une force qui compte à l'avenir. Le pouvoir semble avoir fait le pari de pouvoir réduire l'organisation à néant sans pouvoir maîtriser les derniers « chevaux fous ». Toute la question est donc de savoir si ces derniers vont tenter de créer une inquiétude suffisante pour tenir cette année mythique. Les autorités, qui ont « sécurisé » au maximum les pôles d'attraction, ne croient pas. Elles pensent pouvoir éviter les dérapages et être en mesure d'empêcher l'attentat qui endommagerait les installations et mettrait en péril les hôtes. C'est le début de la bataille qui est en train de se jouer.

MICHEL BOLE-RICHARD

M. Eltsine rencontrera prochainement M. Major et M. Bush

Le président américain M. Boris Eltsine le 16 février à Washington, a annoncé jeudi 16 janvier la Maison Blanche. Ce sera la quatrième rencontre du président de la Russie avec le président des Etats-Unis. M. Bush, qui l'a déjà reçu deux fois, fera suite à la réunion des chefs d'Etat et du gouvernement des pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies qui doit avoir lieu à New-York le 31 janvier, aucun entretien bilatéral entre les deux présidents n'étant prévu à cette occasion. A ce sujet, l'Elysée a confirmé jeudi que M. Mit-

teroff ferait un aller-retour à New-York le 31 janvier, mais qu'il n'assisterait qu'au début du sommet.

Sur le chemin de New-York, M. Eltsine rencontrera le 21 janvier à Londres où il s'entretiendra avec le premier ministre britannique, M. Major, lequel est à l'origine du sommet de l'ONU, qui doit avoir lieu à New-York le 31 janvier, aucun entretien bilatéral entre les deux présidents n'étant prévu à cette occasion. A ce sujet, l'Elysée a confirmé jeudi que M. Mit-

Présidence de l'Assemblée nationale

L'opposition est décidée à empêcher l'élection de M. Emmanuelli

Les députés des trois groupes de l'opposition, réunis jeudi 16 janvier en séance plénière, ont renvoyé à mardi prochain la désignation de leur candidat unique à la présidence de l'Assemblée nationale. Décidés à empêcher l'élection du candidat socialiste, M. Henri Emmanuelli, ils ont décidé de proposer, le 19 janvier, l'UDF et l'UDC hésitent à la stratégie à adopter.

Une majorité s'est dégagée en faveur de la présentation, au premier tour de scrutin, mercredi 22 janvier, d'un candidat unique de l'opposition, susceptible de faire le plein des voix, comme MM. Jacques Chaban-Delmas (RPR, Gironde) ou Jean-François Deniau (UDF, Cher), même si le maire de Bordeaux a défendu lui-même l'idée de pas participer au tour pour dénoncer la « magouille » que représente, selon lui, la désignation de M. Emmanuelli. Les députés réunis jeudi ont en effet voté l'idée de présenter un candidat moins consensuel, tels que MM. Jean-François Deniau (UDF, Loire), Lionel Pandraud (RPR, Paris) ou Louis Bouvard (UDC, Morbihan).

Mais pour le second tour les opinions divergent. Faut-il, ou non, maintenir le candidat de l'opposition et appeler à son tour à la candidature M. Emmanuelli (app. P. Douby), qui litte

considérablement le groupe socialiste? Partisans de cette deuxième solution, MM. Pierre Mégnier et Dominique Baudis (UDC), rejoints par certains députés RPR et UDF, estiment qu'il faut « tout faire » pour empêcher l'élection de M. Emmanuelli. Si M. Bouchard est susceptible de mener sérieusement le candidat socialiste, l'opposition pourrait donner la consigne de voter pour

M. Bouchard, qui a été très durement critiqué par les députés socialistes, mercredi 15 janvier, a confirmé qu'elle maintenait sa candidature à la présidence et a indiqué qu'elle recevait de nombreux soutiens de tous les groupes, à l'exception du groupe communiste. Celui-ci doit présenter M. Georges Hage (Nord) au premier tour de l'élection. Interrogé, vendredi 16 janvier, par France Inter, le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, a laissé entendre que les députés communistes pourraient apporter, aux élections, leurs suffrages à M. Emmanuelli. « Le PS est le plus fort groupe de l'Assemblée », et il y a une règle démocratique qu'il est juste de respecter : c'est que le président de la République soit élu par le peuple », a indiqué M. Marchais.

R.-D.

En un lieu non précisé

Les prochaines négociations bilatérales israélo-arabes auront lieu en février

La troisième série de négociations bilatérales qui s'est tenue jeudi 16 janvier à Madrid, par un accord de procédure entre israéliens et Palestiniens, mais n'a débouché sur aucun accord substantiel. Négociateurs israéliens et Palestiniens sont apparemment convenus de se retrouver en février, mais à une date et en un lieu qui ne sont pas précisés.

« Nous nous rencontrerons la prochaine fois en février et nous espérons que nous viendrons à Washington », a déclaré jeudi le chef de la délégation jordanienne, M. Abdel Salam Majali, à sa sortie du département d'Etat, après une dernière réunion avec les Israéliens. Ceux-ci souhaitent que les pourparlers de paix entamés en novembre à Madrid et repris

lundi à Washington, se poursuivent plus tard au Proche-Orient, et ont plusieurs sites en Europe, ce qui est par les délégations arabes qui veulent maintenir Washington où se sont tenues les deux dernières séries de rencontres.

Selon un communiqué de leur délégation, les Palestiniens ont proposé une réunion le 10 au 23 février dans la capitale israélienne. Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a déclaré jeudi que les Etats-Unis n'avaient pas l'intention d'intervenir dans cette querelle sur le lieu des discussions. « Nous nous tenons sur cette question », a-t-il dit en exprimant l'espoir que les parties finissent par s'entendre sur ce point. (AFP)

A des fins d'évaluation technique

Bonn a livré des armes est-allemandes à la France à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis

L'Allemagne a livré du matériel militaire de l'ex-armée populaire est-allemande (NVA) à plusieurs pays dont la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis afin d'en faire une évaluation technique. C'est ce que révèle un document du ministère allemand de la Défense parvenu à l'agence AFP. Selon ce document, la France, la Grande-Bretagne, la Turquie, l'Egypte, la Suède et l'Uruguay, ont reçu du matériel pour parfaire leur équipement.

Selon ce document, la France a surtout obtenu des missiles, des pistolets-mitrailleurs et des lance-roquettes à des fins d'évaluation. La Grande-Bretagne a reçu un avion Mig-23, des missiles anti-chars et des appareils de vision nocturne. L'Allemagne a aussi livré aux Etats-Unis un Mig-29, un chasseur ultra-moderne de fabrication soviétique, une corvette et un hélicoptère. La presse allemande

avait déjà révélé, en novembre 1991, qu'Israël avait aussi reçu un arsenal considérable afin d'évaluer les qualités des armes de ses ennemis potentiels, en provenance de l'ancienne URSS. (AFP)

[Ces dons de matériel militaire, aux fins d'une évaluation opérationnelle de leurs performances, sont une pratique très courante entre alliés. Pour ce qui est de la France, il est fréquemment arrivé aux Etats-Unis de recevoir des équipements soviétiques à des fins d'expérimentation. Les Français, qui les décryptent pour en tirer les caractéristiques, ont le choix d'un matériel soviétique pris aux forces libyennes ou aux dissidents locaux ravitaillés par elles. Parfois, ces matériels sont prêtés et ramènés en France pour grossir les études des services secrets pour être, le cas échéant, redistribués à des factions, à l'étranger, en lutte contre un pouvoir central dans des opérations clandestines de soutien de la France.]

Manifestation des professionnels de la santé. - Quatre mille sociaux, environ, manifestent, jeudi 16 janvier à Paris, de la place de la République à l'hôtel Matignon, l'appel à la Constitution nationale des assistants de service social (CONCASS), qui appellent à l'appel à la profession pour les professionnels de l'action sociale (le Monde du 7 décembre 1991). Une manifestation s'est tenue au ministère des Affaires sociales où elle a été reçue par le directeur du cabinet de M. Bianco. Après la manifestation, deux à trois cents assistants sociaux se sont rendus au Cirque d'hiver où le maire du XI^e, M. Sarr, présentait ses vœux, où M. Cresson était invitée. Une bousculade s'est produite entre les élus de l'ordre qui protégeaient la réception et les assistants sociaux. L'une d'elles a été légèrement blessée.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Trésor de guerre

VOUS avez vu un peu ces commentaires désabusés, amers, sur l'opération « Tempête du désert »? Il y a tout juste un an? Ouais, il rigole, là, aujourd'hui. Mais, dans la pépère de ses armes chimiques, son plutonium : Vous n'avez pas vu les inspecteurs de l'ONU, j'ai un tambago. A part ça, moi, mon fauteuil, vous pouvez fournir tout ça partout!

Alors moi, je me souviens. Vous n'avez jamais combien de fois rapporté, dans les médias, l'histoire de ce petit militaire libyen, ce M. G. qui a été allié à main morte en leur présentant la note, aux Amis. Pas question de la défendre à l'œil, la démocratie en péril. Entre parenthèses, faut voir comme le res-

pectant, là, aujourd'hui, Jaber et compagnie. On s'est conduit en mercenaires. Il n'y a pas de

Et ce gros dindon de Kohl! Dites, Mister president, ça gêne un peu de vous le rappeler, mais vous me devez des sous. Sous prétexte que je vous ai pas fourni de soldats, je pouvais les Alliés me l'ont interdit, verbatim, en 1945, vous m'avez fait les Japs aussi, d'une somme kolossale, et il vous en reste pas mal. Là-dessus, il conviendrait de convoquer Schwartzkopf! Tiens, ça me fait penser, vous auriez pas laissé pourrir sur place un tas de raisons après notre départ précipité? Je m'en doutais. Vous m'avez qu'on va faire, on va les expédier aux Russes, oui, c'est ça, aide alimentaire. Il n'y a pas de petits profits!

L'enquête sur les attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA

Le colonel Kadhafi accuse les Etats-Unis de vouloir « détruire la Libye »

Dans un discours à l'Assemblée nationale arabe, le colonel Kadhafi a demandé, jeudi 16 janvier, aux pays arabes de rompre les négociations avec Israël si les Etats-Unis prennent une « mesure hostile » à l'encontre de son pays. Il a déclaré : « Si une mesure injuste et fautive est adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU contre la Libye, l'Amérique l'appuiera de toutes ses forces. Son objectif est de détruire la Libye, et de faire de Libye le terrain de l'attentat contre le Boeing de la PanAm et qu'un prétexte », a-t-il ajouté, accusant de « duplicité » Washington qui ignore les résolutions du Conseil de sécurité contre Israël.

Le colonel Kadhafi a affirmé que la « mesure » par le Conseil de sécurité à l'égard de Lockerbie « n'est pas acceptable ». Cette affaire relève de la justice et n'est pas du ressort du Conseil de sécu-

rité, qui, selon lui, est transformé ainsi en « cour mondiale ». Il a affirmé qu'un tel « embargo économique » décrété par le Conseil de sécurité aura pour conséquence « de mettre en danger des millions », qui pourraient, par exemple, périr dans des accidents d'avion à cause de l'interdiction des livraisons de pièces de rechange nécessaires pour les avions civils libyens.

D'autre part, le numéro deux présumé des services de renseignements libyens, M. Abdallah Senoussi, beau-frère du colonel Kadhafi, accusé par la justice française d'être mêlé à l'attentat contre le Boeing d'UTA, a affirmé qu'il était disposé à comparaître devant un tribunal français. (AFP)

Pour avoir frappé son professeur

Un lycéen est condamné à deux mois de prison

Un élève de dix-sept ans, lycéen professionnel public Saint-Henri, a été condamné, par le tribunal de Saint-Henri, à deux mois de prison ferme par le juge des enfants, sur réquisition du procureur de la République, pour avoir frappé une jeune enseignante remplaçante, M^{lle} Antioche.

Exclu de l'établissement quinze jours auparavant, le jeune garçon a été expulsé de Saint-Henri, à la suite d'une trépidation dans la cours de français de Mme Antioche et l'avait frappé avant d'être maîtrisé par des élèves. M^{lle} Antioche, victime d'une incapacité de travail de dix jours, avait porté plainte.

Le parquet justifie la peine très lourde infligée à cet élève, qui n'avait auparavant jamais été condamné, en évoquant des « conditions intolérables » de l'agression de l'enseignante. De son côté, M. Castino, procureur du lycée Saint-Henri, s'étonne de n'avoir pas entendu parler de cette affaire.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 17 janvier

Hésitante

L'heure était à l'hésitation, vendredi 17 janvier à la Bourse de Paris. L'indice CAC 40, qui avait perdu 0,15 % à l'ouverture, se maintenait à + 0,05 % en fin de matinée.

SOMMAIRE	
DEBATS	
Proche-Orient : « M. d'un honneur », par M. Rondeau ; « Brunner » à Damas », par Didier Epelbaum	1
ÉTRANGER	
Algérie : le FLN, le RUS et le FFS	3
La processus de démocratisation en Afrique	4
La fin du projet de création des zones de transit ; l'initiative de M. com-	8
Un colloque des chefs de l'ENA ; pour un Etat plus fort	9
POINT	
Les affaires	10
SOCIÉTÉ	
L'inculpation de M. Charly Chaker ex-fiduciaire du football Breton-Armorique	11
La fermeture du bois de Boulogne	12
La fin du raid-marathon Paris-Syrie-Le Cap	12
CULTURE	
ITTAL : Jacques Chirac parle sur les contemporains ; Déjeuner Ludwig W. ; Thomas Bernhard ; l'œuvre de Didier Carrel	13
Photographie et l'œuvre : un combat douloureux	14
Cinéma : le film d'Avoriaz	14

ÉCONOMIE	
La visite de M. Bérégué à la Banque mondiale	1
Un communiqué par l'Etat-Aleppo prend le contrôle des raffineries de pétrole	1
Les réformes fiscales applicables aux entreprises en 1992	16-17
ENVIRONNEMENT	
Un inventaire des sites de stockage de déchets radioactifs en France va être établi	18
COMMUNICATION	
Le Conseil constitutionnel valide le pouvoir de l'Etat à modifier les lois	19
SANS VISA	
« Oaxaca, cœur indien du Mexique » La ligne 20 part en voyage » En l'honneur de la Champagne » La loi sur la Navarre par la presse	22 à 30
Services	
Abonnements	2
Annonces classées	14
Carnet	20
Jeux	28
Loto, Tac-o-tac	28
Marchés financiers	18-19
Météorologie	20
Philatélie	20
Radio-télévision	21
Spectacles	21
Week-end d'un chineur	13
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
Le numéro du « Monde » daté 17 janvier 1992 a été tiré à 509 947 exemplaires.	

M. Raymond Barre invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Raymond Barre, ancien premier ministre, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », diffusée le 19 janvier, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le député (apparenté UDC du Rhône) répondra aux questions d'André Pélissier et Daniel Carton, du Monde. M. Richard Artzt et Jean-Yves Hollinger, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

MODE, STARS EN SOLDES !

En 91, ces Stars débient à toutes les fêtes, à toutes les présentations. Elles sont applaudies sur tous les « Podiums ». Somptueuses et désirables!

Fin, on soldes...

Ces Stars magnifiques sont soldées. Offertes à des prix presque choquants, tellement bas! Vous choisirez bien sûr les plus séduisantes... Elles sont toutes disponibles pour presque rien...

Les tasses - Stars de la mode soldées depuis 15F le mètre!

RODIN

CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

حكايات الأمل

S A N S V I S A

Oaxaca, cœur indien du Mexique



L'histoire culturelle ne s'est pas arrêtée à Oaxaca : la ville coloniale classée sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO et le site précolombien de Monte Alban s'offrent en témoignages des civilisations qui ont successivement marqué le pays. Mais la vieille cité est aussi un centre vivant d'art contemporain où les peintres cherchent à retrouver la magie des origines, dans la région la plus indienne du Mexique.



indien, le libéral et réformateur Benito Juárez (on lui doit la séparation de l'Eglise et de l'Etat). Au carrefour des sierra mixte occidentale et orientale, ce nodo mixteco (nœud mixtèque), enchevêtrement de montagnes difficilement accessibles, est l'Etat le plus pauvre de la fédération. Malgré ses ressources naturelles, oubliées par l'industrie, l'estimement d'un des plus riches et peut-être le plus représentatif des héritages nationaux.

La capitale, Oaxaca de Juárez, domine la ville et les nombreux vestiges précolombiens de la région offrent en effet, concentrés en coupe transversale, une part ailleurs du Mexique, de huit siècles d'histoire humaine. L'arrivée de Cortés, les images des rites de l'histoire indienne : on y trouve une date correspondant à l'an 600 avant J.-C., les temples construits durant le long règne zapotèque, et les témoignages de l'intrusion aztèque.

« La tombe n° 7 à Monte Alban a été bâtie par les Zapotèques mais c'est le corps d'un Mixtèque qui y a été enterré. Milla (2) a été bâtie par les Zapotèques mais utilisée par les Mixtèques. Partout on trouve la combinaison de deux cultures », explique Alicia Pesqueira de Esasarte, directrice du musée préhispanique Rufino Tamayo. « Ici même, nos contemporains sont plutôt espagnols pour la façon de vivre et plutôt indiens pour le physique. D'ailleurs, voyez le mole, c'est un véritable rite de deux cultures présentes, un mélange complet où domine l'indianité. »

Un rite. La cuisine est suffisamment affirmée pour qu'on s'arrête un instant à l'hypothèse malicieusement débattue par Italo Calvino (3) après une visite à Monte Alban. Un ami anthropologue répond du bout des lèvres à sa

question concernant l'appât des humains immolés : « Il s'agissait d'une nourriture qui pouvait être ingérée dans un cérémonial particulier... Par respect des sacrés qui étaient jeunes et valeureux... Par respect des dieux... Une chair qu'on ne peut pas manger seulement pour manger... N'importe quel plat... Et son goût... Peut-être devait-il être caché... Mais les auteurs devaient être convoqués pour le recouvrir... » Mais à ceux qui auraient le nom du mole sur la langue, la compagne de l'auteur-narrateur réplique : « Peut-être qu'on ne pouvait pas, qu'il fallait pas cacher le goût-là... Sinon ça n'aurait été comme ça pas possible que l'on mangeait... Les auteurs savaient peut-être pour fonction d'exalter le goût-là, de lui

offrir un fond digne de lui, de lui faire honneur. »

Et voilà le mole renvoyé à la vie civile, aux longues heures passées au marché, aux fourneaux, dans la patience et la lenteur d'une cuisine entrée dans le siècle par la petite porte qui a conservé en son centre un pur visage espagnol comme pour mieux repousser alentour le visage indien qui commence à peine d'être accepté comme tel.

De notre envoyé spécial

Jean-Louis Perrier

Lire la suite p. 26

AU SOMMAIRE



En Champagne, les Champenois... p. 27
Paris... la mémoire... p. 24
Un jour en bus, sur la plate-forme... p. 25
Chez les Navajos avec Tony Hillerman... p. 30

Écarts... 24) Têlex... (p. 24)
28) Table... (p. 29)

Le plat? Qu'il soit épais ou liquide, il précède la chair (ou les légumes), la sauce, l'enveloppe, l'environnement, la portion congrue, le lui-même que de brefs éclairs pour paraître de placer son goût. Il continue de triompher lorsque le propre lui-même disparaît. Sa saveur imprègne durablement son fumet obsédé. A l'ail, d'oignon, de thym, d'origan, de coriandre, de romarin, du plus ou moins de cacao auquel on ajoute des épices dans la sierra, des papilles sur la côte, des papilles pour la plus fin, le plus somptueux, le mole negro, il est longuement mijoté avant d'être passé au moulin puis recuit. Trois journées ne sont pas suffisantes de trois pour le mole à bien.

Avec sept variétés, la région d'Oaxaca (1), à 300 kilomètres du sud-est de Mexico, en offre sans doute le plus grand nombre : le mole verde (vert) accommode volontiers le porc, l'amarillo (jaune) le lapin ou les légumes, le rojo (rouge) le poulet. Quant au mole negro, avant de s'installer en maître sur les tables des restaurants, il a longtemps été réservé

aux galas et aux fêtes, et au le mole en bidons, à l'usage du plat, prêt à être conservé pour l'éternité, s'annonçant du loin aux effluves de cannelle et de clou de girofle sur les étals des marchés de la ville.

La métaphore de mélange qui préside à la cuisine (au plat), dans la diversité des ingrédients, dans la diversité de ses résultats, paraît s'appliquer trop commodément à la cuisine mexicaine, désormais mélangée que largement mélangée - d'autant que l'origine du plat (de la sauce) remonte à l'époque précolombienne - pour qu'on ne soit tenté de l'exploiter. Ainsi, l'Oaxaca, les papilles devraient pouvoir identifier dans le mole, dans les herbes qu'on se procure que dans les montagnes, les sept piments (chile chilhuacle, pasilla, ancho, mulato, mexicano, arbol, guajillo) qui différencient entre eux les moles de l'Etat.

Car avec son voisin du Sud, l'Etat de Chiapas, l'Etat d'Oaxaca (95 000 km² et plus de trois millions d'habitants) rassemble la moitié des indiens du Mexique, et lui donnera son seul président

LAPONIE/CANADA

VIVEZ L'AVENTURE SCANDINAVE DE L'HIVER AU GRAND NORD

- Motoneige
- Traineaux à chiens
- Séjours multi-activités
- Circuits Lapons
- Noël au Pays du Père Noël
- Croisières d'hiver sur l'Express Côtier

SCANDITOURS

Brochure SPORTS D'HIVER SCANDITOURS dans toutes les Agences de Voyages et à La Maison de la Scandinavie et des Pays Nordiques 36 rue Tronchet 75009 Paris Tel (1) 47 42 38 65



VACANCES-VOYAGES

du 1^{er} au 15 mars 1994
Enfants et adolescents de 7 à 18 ans.
Accueil individuel ou famille.
Prix : 4 000 F comprenant :
- Pension complète, cours de ski, animation;
- Encadrement, A.R. en train.
Renseignements : EUROPE RENCONTRES
ET ÉCHANGES : (01) 47 76 76 76

Oaxaca, cœur indien du Mexique

Suite de la page 23

Cette reconnaissance du corps indien aurait demandé des appuis extérieurs, qu'amorçait simplement un soupçon d'attention vivants, celui que leur accorde un D. H. Lawrence, en 1923, durant sa période d'effusion au Mexique, lorsqu'il parcourt « le marché plein d'indiens aux visages sombres, aux pieds silencieux, aux voix chuchotantes », où « l'étrange murmure sifflant de l'idiome zapotèque se mêle aux sonorités espagnoles et aux voix tranquilles des Mixtèques (4) ».

Amorcée en 1523, moins de deux ans après la fin de la conquête par Cortés (qui termine ses jours à Séville marquis de la vallée d'Oaxaca), la ville baptisée Antequera - fut l'une des premières à être occupée. L'artisan en est l'ariste (urbaniste) Alonso Garcia Bravo, qui, après s'être illustré à Grenade, vient déployer ses talents de géomètre sur un emplacement occupé par les Aztèques, entre Atotac et Jalatlá. A équidistance de ces deux rivières, il dispose une alameda et zocalo, larges places jumelles aux pouvoirs, l'une, au nord, bordée par la cathédrale, et l'autre, au sud, par le palais du gouverneur, bâti bien plus tard. Partant de ce centre, il quadrille régulièrement l'espace par des voies nord-sud et est-ouest. Et comme un plan, où rien ne peut se perdre, n'a pas varié depuis près de cinq siècles, cette ville nouvelle du Nouveau Monde peut se remonter aux plus anciennes du Vieux Continent.

Les autres demeures des patriciens, importées ou inventées, sont le pur héritage méditerranéen, avec leur patio central entouré d'un corridor par lequel s'ouvrent les pièces parfois prolongées d'un patio à leur tour ornées de galeries... Construction en abîme accentuée par l'attribution du nom à familles plus riches à la portion de rue qui longeait leur pitié, les maisons, jusqu'à ce qu'en 1921, il soit reconnu l'unité de ces longues chausses rectangulaires par une seule appellation. Mais une ville n'est pas seulement affaire de latitude et de longitude, et la certaine a pu être décriée debout, sans doute trouvera-t-on Oaxaca assez commodément couchée, mais les coussins de montagnes ne distinguent le promontoire arasé de Monte-Alban, qu'ont commencé d'escalader ces lotissements neufs et les bidonvilles qui ont fait en quelques années l'agglomération de 250 000 plus de 400 000 habitants.

En sont si uniment basses qu'elles paraissent coupées au cordeau du ciel, lumineusement, presque douloureusement bleu. Tout juste un ou deux étages de plus durant l'interminable règne de l'autre président du pays, Porfirio Díaz, qu'avait ébloui Haussmann, et constate-t-on quelques minimes bavures administratives récentes, avant que ne soit imposé il y a une dizaine d'années un alignement dont les tremblements de terre répétés s'étaient chargés depuis l'origine d'assurer la police. Seuls émergent les hauts lauriers du zocalo et les coupes d'acacias qu'il a fallu prendre l'habi-

tude de relever chaque nouvel ébranlement. L'appartenance d'Oaxaca au Monte-Alban au patrimoine mondial répertorié par l'UNESCO et le développement du tourisme ont conduit à une reconquête par un regard neuf du centre historique. Les vestiges malmenés du centre qui avaient été divisés puis subdivisés à chaque nouvelle génération dont l'intérieur s'était souvent considérablement dégradé se convertissent massivement en bâtiments publics ou privés, partagés entre culture et services, et dédiés pour la plupart aux visiteurs : bibliothèques dont les patios deviennent des lieux restaurés, agences de voyages, galeries, boutiques, musées, et jusqu'à notre ambassade française, tout de rose vif vêtue.

On évalue les rues pour évaluer les circuits électriques, et les cantonniers découvrent avec des gestes d'archéologues les pavés du

de l'échange, de la communion, de l'acceptation une fois et pour toutes, celle qui a été oubliée, celle qui s'assourdissent les Indiens pour ne pas ressentir la faim quand viennent à manquer les légumes au café.

Malcolm Lowry, lorsqu'il appelle à William James décrivant l'alcool comme « symphonie du pouvoir », ne suggère rien d'autre. Et, comme il l'a raconté dans *Sombre comme la tombe* où il parle de son ami (5), si au-dessous du volcan qui domine la ville, la topographie de Quauhnahuac Cuernavaca, il doit plus à Oaxaca pour les personnages et les paysages. La nordique tequila n'est qu'un tenant-lieu du mescal. « Par une goutte de mescal que je n'ai transmis à un pur, s'y ajoute-t-il, le mescal, c'était ma vie ». C'est dire à contrario combien il alimentait sa soif de pardon, son besoin d'être le plus

le cône de sa robe est trop parfait pour ne pas recouvrir entièrement l'un de leurs pyramides, hypothèse d'autant plus crédible que le temps de la reconnaissance, tant bien que tardif, paraît venir.

« L'état d'Oaxaca vit en effet une situation d'intense renouveau culturel depuis trois ans, estime Margarita Dalton, directrice de la revue *Poblacion y futuro*. Notamment depuis l'élection à sa tête, pour la première fois, d'un gouverneur cent pour cent indien, Heraldo Ramírez López, qui, avec sa biographie à la *Revista Juarez* (il était chef de chauxures pour payer ses études), est à l'évidence plus populaire que les campagnes qu'accepte par la ville. L'existence de seize langues vivantes au moins, maintenues par une culture de plus en plus riche, la marque de l'enracinement des peuples indiens, de l'ancrage de leur Etat dans le Mexique le plus profond, est Oaxaca ».

Enfin, conclut Margarita Dalton, il y a une reconnaissance nouvelle de leur art. Les gens ne nous visitent plus seulement pour acheter des poteries ou des poteries, ils viennent aussi pour la peinture.

L'émergence d'une peinture « oaxaquénienne » se conçoit cependant sans un dénouement par lequel la grande figure politique originaire de la région, José Vasconcelos, ministre de l'Éducation publique en 1921 à 1924, a été progressiste, ce qui lui valut l'étrange honneur d'être élu d'une présidence de la République à laquelle il pouvait prétendre. Du jardin d'été à l'Université, il développe une conception de la culture qui associe l'art populaire aux œuvres préhispaniques, il invite des peintres en mission pour régénérer les artisans locaux, et c'est lui qui invite et encourage en 1921 le premier mural, une œuvre qui aura la fortune que l'on sait au Mexique.

En 1921, José Vasconcelos a nommé chef du département d'ethnographie du Musée national d'anthropologie un brillant peintre natif d'Oaxaca qui avait végété aux Beaux-Arts. Art préhispanique et art populaire se mêlent pour le jeune Rufino Tamayo (mort l'an passé) ni des formes abstraites ni des formes contradictoires, car, Zapotèque, il a vécu son enfance au milieu des artisans.

Le regard fixé sur ses maîtres, Tamayo a Braque, puis, le découvrant une rétrospective à New-York en 1939, sur Picasso, Tamayo n'abandonne rien de ses techniques, collectives et familiales. Sa peinture est sa démarche, une quête pour l'art des jeunes Oaxaquénien, naissent les travaux les plus rigoureux contemporains, les repères d'une mémoire suspendue à des pratiques quotidiennes de son pays natal.

Le prestige immense et l'influence lui permettent de traiter d'égal à égal les présidents successifs du Mexique. Il parviendra ainsi à ouvrir un musée contemporain à son nom qui accueillera sa collection personnelle (un *Museo* majeur, des œuvres de Picasso, Bacon, Tappin... et quelques Tamayo) dans le parc fort protégé de Chapultepec, à Mexico. Collectionneur, il a pu auparavant réunir l'exceptionnelle œuvre de précolombiens, qu'il met en valeur par un goût rare, toujours à son nom, mais à Oaxaca, refusant l'égide de l'anthropologie pour choisir celle des Beaux-Arts, en appuyant bien fort sur le mot art.

C'est ce sens de l'entreprise qui semble mettre en œuvre aujourd'hui celui en qui l'on voit couramment son successeur, Francisco Toledo, qui achève l'installation du Musée d'art contemporain d'Oaxaca. Celui-ci devrait ouvrir ses portes aux premiers jours de février prochain dans un beau bâtiment rénové du centre-ville et offrir aux Tamayo et à ses successeurs (Toledo, Nieto, Morales, Hernandez, Zarate...) la place qui leur convient. Le musée de repères qu'apportera le musée est plus

urgent qu'il n'y paraît, car la reconnaissance d'une « école d'Oaxaca » a créé un « marché » confondu, on peut le voir sur la petite plaza Labastida, qui tend à prendre des airs d'un lieu du Tertiaire.

« Les peintres d'Oaxaca, estime la galeriste Nancy Mayagoitia, forment une pyramide au sommet de laquelle se trouve Tamayo, et à l'étage au-dessous, Toledo et Morales, et au troisième étage, les jeunes contemporains. Parmi eux, on trouve des artistes qui ne produisent rien, mais qui exportent leur art. Les autres ont été confrontés à la réalité pour survivre. La plupart de nos peintres ne vivent en ville, mais dans les villages de leur vie, les légendes de leurs villages, des mythologies mêlées aux réminiscences de l'air et de mayordomos qui ignorent l'abstraction. Ils accordent leur inspiration à la transparence de l'air, aux vibrations des pyramides, alors qu'il suffit peut-être de regarder passer les gens sur le zocalo. »

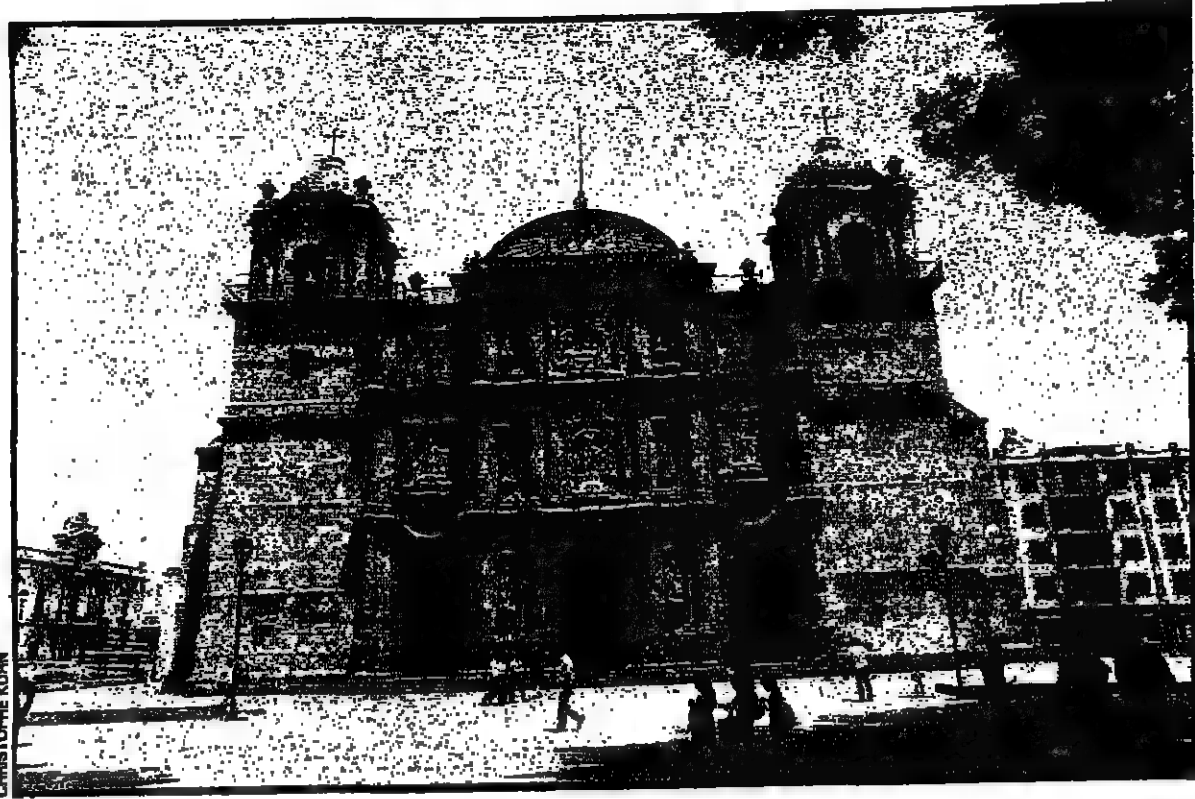
Comme Morales qui continue de participer à la vie de son village, Ocotlán, Sergio Hernandez (trente-quatre ans), le plus brillant, le plus brillant parmi les jeunes, prompt à affronter ses aînés, engagé dans une œuvre qui cherche à revisiter les formes, les matières et les techniques qu'ils ont développées, se réfère à sa propre bourgade, Huajuapam-de-León. « Dans notre région, dit-il, chaque village a son industrie dominante : il y a la torilla, la céramique, la laque, les tapis. Moi, je travaille le bois, et j'ai très tôt appris à graver. Cela explique la sensibilité manuelle et visuelle des enfants. Je me souviens d'une fois qu'il retourne à la magie, à l'artisanat, à la nature ». C'est nous traversons une période de fusion de nos cultures, des peuples des pays, mais nous ne pouvons pas redevenir la fierté mixtèque, comment oublier qu'ils payaient déjà leur tribut aux Aztèques au temps d'art ? »

Il est pris avec l'histoire peut-être répondre aux questions posées par Malcolm Lowry : « Ce qu'on veut bien entendre d'humour, de provocation, de réalisme : « Mais l'art n'est pas une sorte de Lourdes ? Cet art ne s'apparente-t-il pas à l'art religieux ? Oui, et à l'art moderne moderne. L'art est un fond une forme de sacrifice propitiatoire ? »

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier

(4) *Matinées mexicaines*, Stock, 110 F.
(5) *Donos*, 302, 110 F.

Une exposition organisée par Christine Frérot rassemble six peintres d'Oaxaca (Luis Hernandez, Sergio Hernandez, Madrimo Javier, Rodolfo Morales, Francisco Toledo et Luis Zarate) du 15 au 25 janvier au musée de la culture à la Maison de la culture à Nevers, à celle du Havre du 15 au 25 janvier 1992.



Dominant l'alameda, la façade baroque de la cathédrale d'Oaxaca.

Mixtèques dans la rue.



siècle dernier qui vont reprendre du service. L'humanité exigeait une place propre, expurgée du présent et des moyens à elle il dispose pour exposer un passé sans souillure. On voit les bollos, couleurs, que l'on confronte au catalogue de l'INAH (Institut national d'anthropologie historique), suffisamment éclairé pour encourager les couples largement illégitimes sous nos cieux : vert olive et bleu des mers du Sud, rose et chocolat, rose pâle et bronze, rouille et citron, mer et canard... rendre grâce à la lumière verticale, de lui témoigner dans la langue des murs la joie qu'elle procure.

Qu'importe, puisque la cathédrale, cette pierre qui se patine et se complémente assure, immuable après l'immeuble, la continuité et peut-être l'ordre, par pans entiers ou par frises discrètes, soulignant la frise, encadrant la ces dont les ferronneries descendent jusqu'au sol si feindre s'y ancrer allait le contraindre à plus de stabilité. Cette harmonie vert-ocre bleu-rose émane droit des campagnes, sur les routes, la maguay (agave), d'un vert cantera, d'où l'on tire le mescal. Le mescal, boisson de feu dont le refus est celui de la main tendue, du par-

mi les plus démunis, recherche d'une compassion infinie.

C'est bien à Oaxaca qu'il a trouvé son enfer, dans une canina (6) aux murs épais, modestement semblable à l'autre, le Farolito. C'est dans la prison de la ville qu'il a goûté au monde des damnés. « Je ne suis pas catholique, éprouve-t-il cependant le besoin de proclamer, je suis un hérétique, un communiste, un conservateur, un Anglais, un tire-au-flanc, un voleur, un repas des chiens, Dieu seul sait qui je suis. » L'alcool lui prêche à autre lui-même, l'indien, dont la religion n'est que le mescal d'église. Et lui, Malcolm Lowry, comme il vient se recueillir devant la patronne d'Oaxaca, Notre-Dame de la Soledad, qu'il reconnaît comme la vierge de son pays qui n'est personne.

Aujourd'hui, les Indiens continuent de reculer à genoux, les yeux aveuglément fixés sur le visage de Pierrot glacé à leur visage qu'ils ne peuvent percevoir qu'elle a depuis longtemps effacé ses larmes, se consolant comme on le pouvait avec tout l'or de leur dieux. Sur son corps géométrique, comme dans chaque temple bâti sur leurs ruines, au guette les bousoffleurs des idoles enfouies. On ne peut s'empêcher de caresser l'idée que

représente comme un sein, une mamelle qui peut nourrir la culture nationale.

Le développement du Centre d'investigation et d'études supérieures d'anthropologie sociale (CIESAS) a permis de lancer un programme d'écriture des principales langues de l'Etat des Zapotèques de la vallée, de la sierra et de l'isthme, des Mixtèques des Mazateques, des Chiriqués des Chiriqués pour les autres, nous avons pu établir ainsi des dictionnaires, les interconnecter, en entreprendre une compilation des mythes, des récits et de la tradition orale, et les influences extérieures (notamment des Etats-Unis) commencent à être les liens entre le CIESAS et leur communauté, pour la première fois des relations réciproques, et nous la voie à la création d'une nouvelle littérature.

« La création du Canal 9, la chaîne de télévision locale d'Oaxaca, l'introduction dans les programmes d'émissions consacrées aux villages et les communautés peuvent s'interpréter dans leur langue (sous-titrée en espagnol) une nouvelle campagne à la ville, sa pensée, sa cosmologie, une réévaluation de son identité, un fait à un orgueil plus négligé.

En battant la Champagne

Ils sont rares, les livres qui savent attraper par le bon bout les clairs secrets de la province. Plus rares encore, ceux qui savent le faire en touchant à l'essentiel sans ennuyer leur monde.



Bernard de Nonancourt, PDG du champagne Laurent-Perrier. Tours-sur-Marne, Marne.

Un livre de photographies certainement, réalisé par un photographe sûrement, mais davantage sans doute si l'on considère que les quatre années passées par Gérard Rondeau à patrouiller chez les hommes et les femmes de Champagne-Ardenne ne l'ont pas été que dans le seul souci de tirer le portrait — les portraits — d'une région, mais plus au fond de tenter de cerner ce qui en caractérisait le passé et ce qui pouvait en déterminer l'avenir. Sobrement. Travail de prospection où se croisent, entrelacés de farouches images de la banalité du temps, les rameaux de l'histoire, de la géographie et de l'économie, cette quête ne mène pourtant, et

biad, en toute connaissance de cause, volontaires et déterminés, observés et observateurs, tous saisis en force dans les lumières et les pensées de leur quotidien.

Nous sommes en Ardenne mais aussi en Champagne, en Champagne mais aussi en Ardenne. Le paysage est vaste. Les conquérants, sur ces terres de tonnerres guerriers, ce sont les vignerons. Pas n'importe lesquels. Des seigneurs, dirigeants des maisons protégées pour l'éternité des crises, des scandales, des modes, du chaud, du froid, de la politique, des impôts, de toutes ces canailleries qui rendent la vie quelquefois pénible à supporter, et que leur vin, langage universel de la

seurs d'anciens tailleurs de sarmements, répond le fabricant de charbon de bois sorti tout droit des premiers gestes des fondateurs de la profession. Celui-ci, près de sa machine à rôtir, est installé à Chancay, dans la Haute-Marne. Du bois encore avec cet exploitant forestier de Juzennecourt, saisi dans le contre-jour de son entrepôt, gardien debout, berger de cette famille de stères qui mûrit au chaud. D'autres forêts, d'autres coupes, d'autres broussailles, mais trop de morsures de plein air sur le visage de Madeleine Fournier, bûcheronne aux doigts noués, à Villars-Santenoge. Brindilles : un couple de vanniers, d'osierculteurs, à Grenant, doux comme leur métier, sages comme la patience.

Le voyage se déroule. Rondeau ne cherche toujours pas la bagarre ; il continue à photographier au ralenti — sans doute inspire-t-il confiance. On le surprend décocher dans une fonderie à Sommevoire, conducteur offset dans les Ardennes, boucher de gros à Troyes, cordonnier à Sedan, ciselier à Nogent-en-Bassigny, chauffeur de four aux cristalleries de Bayel. Artiste infatigable... Des arrêts tout de même, de temps à autre, pour laisser refroidir l'objectif. Chez Hélène Dauvergne, par exemple, dans sa pâtisserie, à Reims, là où un certain macaron se nomme Wladimir et un gâteau à la pistache Natacha. Ou chez René-la-Canne, fameuse figure du « milieu », aujourd'hui fortement repenté mais toujours aussi soucieux de son élégance. Charlotte de Monaco vantait son savoir-faire : il était non violent, circulait en traction avant et s'attachait aux bijouteries en laissant le moins de désordre possible derrière lui. Un gentleman.

On repart, direction Châlons-sur-Marne. Au détour d'un couloir de lycée, c'est Cabu qui prend la pose, Jean Cabu, dit Cabu, dessinateur de presse. Il se retrouve sur les lieux de ses premiers exploits avec une bonille plus réjouie encore que celle qui faisait dire à ses professeurs de maintien qu'il aurait du mal à faire sérieux dans la vie. Bien vu. A la page précédente, c'est son héros d'enfance, l'infatigable et vertueux Duduche, qui sous la forme d'un élève de ter-

minale D2 fait une réapparition remarquée et se demande chez quel nouveau coiffeur il ira prochainement tenter l'impossible pour faire de la peine à ses parents. Salopard ! Ah ! André Dhôtel, écrivain, né à Attigny, dans les Ardennes, mort à Paris il y a six mois. Toujours au rayon lettres, une curiosité : Patrick Mouze, Marne, « éditeur amateur ». Editeur amateur, original, manque pas d'allure. Il y a du doute tout de même dans le regard. Moins chez ce jeune VIP du Champagne News and Information Bureau, débarqué de New-York. Là, en mission dans la Marne. Cravate et costume sombre, très sobre, très sombre. Cartier au poignet, pébroque pour l'ondée, serviette souple pour les papiers. Classe. Pas rigoler avec les bulles.

Mais Rondeau, qui est un gentil — on sent qu'il ne développe que rarement ses bobines à l'acide prussique, — ne se laisse jamais aller à forcer inconsidérément le trait. Ou alors il prévient. Cet homme en caleçon entouré de jeunes femmes en blouse blanche, c'est Patrick David, médecin anesthésiste, arrière droit dans l'équipe de football La Réunion. Intéressant. Ce couple en maillot de bain, dans un pré ? Kelly Tracy et Peter Maxwell, tous les deux coureurs cyclistes à l'Union-Vélo-Aube de Troyes. Il convenait que cela fût dit. Tiens, deux autres ressortissants britanniques ; des militaires, à leur tenue et à certains attributs de leur uniforme ? Non ! Jean-Claude Mellier, garde-chasse particulier du prince Léonel de Mérode, et Jean-Claude Hesbois, garde-chasse à Revin. On est fixé.

Conteur et chroniqueur, notre homme se laisse porter parfois vers des histoires sans paroles. Deux dames, comme la province savait dans des temps anciens en modeler l'image, se demandent, perplexes, ce qui leur vaut tant d'intérêt. Dans leur regard où passent de longues années de veilles ardentes, reste seule l'ironie fanée des grandes auxiliaires de la nuit auxquelles on ne peut plus en



Jean Pierrard, barragiste. Joigny-sur-Meuse, Ardennes.

conter : Renée Lelièvre et Françoise Godmé, tenancières de bar, Reims. Reims à nouveau, une jolie fille décidée entourée de quatre hommes prêts à l'être : le service reportage de l'Union. En toile de fond, un planisphère sur lequel seule la province sait encore épingle ses rêves d'évasion.

Reims toujours, une escouade de supporters : entouré d'apprentis brailards, un vétéran au regard cassé fait défiler sans voir les charges de Roger Piantoni, de Raymond Kopa et de Just Fontaine. Misère ! Mais que nous est-il arrivé ? se demande

Rondeau, dont le père, auquel ce livre pourrait bien être dédié, avait conclu, au sortir de l'école normale d'instituteurs de Châlons-sur-Marne, un pacte avec sa terre natale : « Etre en blouse grise pour toujours, heureux de démêler devant de jeunes âmes les mystères des mois, de la grammaire et de l'histoire. » Quelle note, pour ce travail, aurait-il donnée à son fiston ?

Jean-Pierre Quélin

► Portraits champenois. Visages de Champagne-Ardenne. Photographies de Gérard Rondeau, texte de Daniel Rondeau. Editions Reffet, 172 p., 276 F.



Eric Chaboissier, magasinier-vendeur. Reims, Marne.

heureusement, à aucune conclusion ethnologique, ni théologique, ni régionaliste.

La réussite et l'originalité de la démarche tiennent pour beaucoup à la pugnacité du photographe et au parti qu'il prenait d'isoler et de corseter ses sujets dans les contraintes de la pose, manière pour lui de les tutoyer de plus près, façon aussi de signer son passage sans détour et, pour ainsi dire, de faire partager l'événement. Cent cinquante personnages, ou groupes, se sont de la sorte livrés à Rondeau et à l'œil de son Hassel-

concorde, place à jamais hors de toute atteinte. Ils sont heureux, abrités derrière leurs remparts de regards d'ancêtres attentifs et accrochés haut sur le lambris ; surs de leur bonne étoile, sérieux, dignes, riches. Le phylloxéra a été vaincu, ce sont des vainqueurs. Au fronton de leurs blasons, on lit les armes de Bollinger, Laurent-Perrier, Moët & Chandon, Veuve-Cluot, Krug. Rassurant.

Au monde de la vigne, qui donne de la couronne ducale aux descendants ou aux succes-

Le Monde ÉDITIONS

AUTOUR D'UN PLAT

Les chroniques de La Reynière à la sauce Desclozeaux

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Camino

FAVORISE LES DÉCIDÉS !

Il y a ceux qui savent et les autres... A tous ceux qui peuvent déjà décider de leurs prochaines vacances, Camino propose des avantages financiers exclusifs.

Early Bird, les circuits accompagnés moins chers. Plus tôt vous réservez l'un de nos circuits accompagnés, aux États-Unis, en Italie ou en Israël et moins il vous coûte. Vous pouvez ainsi économiser jusqu'à 3 000 F par personne (selon la durée de votre voyage et la précocité de votre inscription) !

Option Prix Garanti. Le fin des aléas monétaires.

Rien de plus désagréable qu'une hausse de tarif résultant de fluctuations monétaires. En versant 70 % d'acompte lors de votre inscription, le prix de votre voyage, individuel ou accompagné, ne peut plus être révisé à la hausse (mais reste révisable à la baisse). Si vous voulez tout connaître sur ces avantages, contactez votre agence de voyages ou téléphonez-nous pour connaître le point de vente CAMINO le plus proche.

Camino

VOYAGES EN RÊVE MAJEUR

CAMINO 136, rue Championnet 75018 PARIS. Tél. : (1) 44 92 80 00

Bridge

n° 1469

ÉTONNANTE
OUVERTURE

Cette donne a été distribuée il y a trois ans au cours d'un festival à Brisbane en Australie. Elle illustre une ouverture très rare qui n'a pas empêché le partenaire de déclarer le grand chelem.

♠ 83
♥ A 107
♦ V 542
♣ A D 82

♠ DV
♥ RD 96
♦ RV 107643

♠ R 1097642
♥ V 54
♦ 1083
♣ 5

♠ A5
♥ RDV 98632
♦ A7
♣ 9

Ann. : S. don. N-S vuln.
Sud Ouest Nord Est
Burgess N. Borin Olyal J. Borin
6 V 7 V 7 V 7 V

Ouest ayant entamé le Roi de Carreau, comment Burgess, en Sud, a-t-il gagné ce GRAND CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

Réponse :

Il est indispensable que le Roi de Pique soit bien placé et, en partant de ce postulat, deux lignes de jeu sont valables.

La première consiste à faire l'impasse au Roi de Trèfle, à défausser le dernier Carreau sur l'As de Trèfle, à couper une première fois Carreau, à remonter au mort par le 7 de Cœur et à couper une deuxième fois Carreau. Si le Valet de Carreau est devenu maître, il permettra de défausser le Pique perdant et de réussir le grand chelem.

Burgess a cependant préféré choisir une autre solution : le squeeze d'Ouest à Carreau-Trèfle. Ouest ayant forcé le Dame de Carreau, il fallait simplement qu'il détienne à Trèfle le 10 et le Valet (en plus du Roi), ou le Roi au moins sixième.

Pourquoi Burgess a-t-il préféré cette solution ? A mon avis, il a pensé que Norma Borin avait au moins quatre Carreaux, car elle aurait évité d'entamer contre un grand chelem un mariage troisième ; d'autre part, le squeeze permet de donner au départ sept coups d'atout qui rendent la défense beaucoup plus difficile.

ROUTE
TRAITRESSE

Les problèmes à quatre jeux ne sont plus à la mode comme autrefois. Ils ont souvent le défaut de trop s'éloigner du bridge réel et la solution, souvent très compliquée, nécessite trop de place.

Voici cependant un problème composé il y a une trentaine d'années par le fameux expert anglais Ernest Pawle. On croit en trouver très vite la solution, mais c'est une fausse piste. Heureusement, la bonne route n'est pas trop longue.

♠ A3
♥ A 7654
♦ D7
♣ A 54

♠ R 107
♥ R 2
♦ A 109832
♣ D 8

♠ V 86542
♥ D 3
♦ V 6
♣ 1076

Ann. : O. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 0 1 0
3 SA 3 SA 3 SA 3 SA

Ouest entame le 10 de Carreau, comment Sud peut-il réussir TROIS SANS ATOUT, quelle que soit la défense ?

Note sur les enchères : Il est normal de faire la réponse positive de « 1 SA » sur le contre d'appel du partenaire, car, si on se contente de dire « 1 Cœur », on peut avoir fait cette enchère avec une main nulle. Sur la réponse de « 1 SA », Nord a choisi la solution simple d'essayer la manche à « 3 SA ».

COURRIER
DES LECTEURS

Un bon tiens (n° 1457)

« Même si la déclarante prend l'entame avec l'As de Carreau, écrivent MM. Cucherat et Andersen, elle peut également gagner le grand chelem en jouant la Dame de Trèfle, puis le Dame de Cœur couverte par le Roi et prise de l'As sur lequel tombe le Valet de Cœur sec d'Est. Le 10 de Cœur ainsi affranchi procure la treizième levée. Mais cette solution n'est valable qu'à cartes ouvertes. »

Tout à fait exact.
Philippe Brugnon



Anacroisés

n° 700

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplies par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'occurrences possibles, mais inscrites sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut gagner, on peut perdre.

Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

HORIZONTALMENT
1. AIEPPTT - 2. EHIOMOQU - 3. CEINSU - 4. ABCEERU - 5. ADEEILR - 6. CEENSTU - 7. AEPRISS - 8. DEIHOT - 9. AEEINOUX - 10. DEEGNS - 11. AEEINOPR - 12. AENRSTU - 13. AENRST - 14. BEELSS - 15. ABEINSU - 16. EEEIORS - 17. CEENRSU - 18. EEOPTT - 19. EEEILANT.

VERTICALEMENT
20. ACELLTU - 21. ELOPSTU - 22. AENRSTU - 23. EEEISUX - 24. AENRST - 25. CEEIERT - 26. AEFINRUX - 27. ADEENRT - 28. EINNOS - 29. ABEISU - 30. DEANRU - 31. EEEHRS - 32. ABEEST - 33. AEEORTU - 34. ADEGIORU - 35. EEEINPS - 36. EEEILLT - 37. EEEISSX - 38. EEEISU.

SOLUTION DU N° 699
1. GUIBOLE - 2. AUGMENTA - 3. XANTHINE, base organique de l'urine - 4. NULLETT - 5. OUGRIENS (GUERISON SOIGNEUR) - 6. INGANBE (GAMBIEN) - 7. PLEIADÉS (DEPLAISE LAPIDÉES)

PELIADÉS PLAIDÉS - 8. ALEVINAI - 9. ATLANT (ETALANT TANTALE) - 10. PINENE, hydrocarbure (PENIEN) - 11. AFFUTIAU - 12. ELYSEN - 13. MEUSIENS (MÉNUSIENS MINEUSES) - 14. EUSSENT - 15. ALLAIENT (ENTAILLA TENAILLA) - 16. BIDULE - 17. NATRIUM (RUMINAT) - 18. ENFARGER, s'accrocher les pieds (quels) - 19. ASBESTE (BETASSE SEBASTE) - 20. GINGIVAL - 21. AIMABLE (AMIALE) - 22. TIAFFE, forte chaleur (biv.) - 23. ILLEGALE - 24. SURSAUTA - 25. OPIOMANE - 26. TAILLER (ETRIILLA TILLERA TRAILLE TRIALL) - 27. TUBITELE, araignée qui tisse un tube où elle se met à l'abri - 28. EXEGETE - 29. ROUSSIN (OURSINS RUSIONS) - 30. ANTIPAPE - 31. ELLIPSE (PELLES PILLEES) - 32. CHAMELEON - 33. LOUTRES (OURLETS RESOLUT ROTULES) - 34. MISSIVE - 35. AINESSES - 36. TENEMES - 37. ABYSSEINE - 38. NITRYLE.

Michel Charlemagne et Michel Daguet

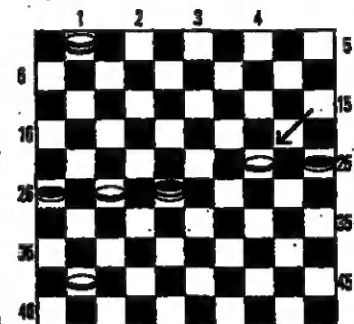
Dames

n° 423

Dans les quatre chroniques précédentes ont été indiquées et illustrées huit des principales règles internationales, codifiées par la Fédération mondiale du jeu de dames. Voici, pour les débutants, souvent en démonstration, les règles à appliquer à la lettre.

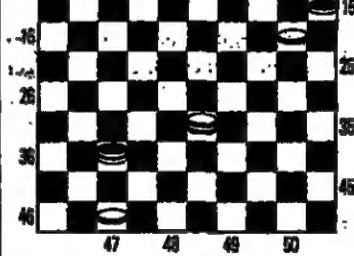
LE COIN DU DÉBUTANT

• Coup des deux pions : dans la position finale, deux dames adverses occupent chacune une case angulaire de la grande diagonale : les deux pions.



Les Blancs jouent et gagnent.
• Solution : 27-21 (28x46) [si (26x17), résultat final identique] 24-20 (25x14) 1-6 (26x17) 6x51, puis la dame noire ne peut plus se déplacer sans succomber aussitôt.

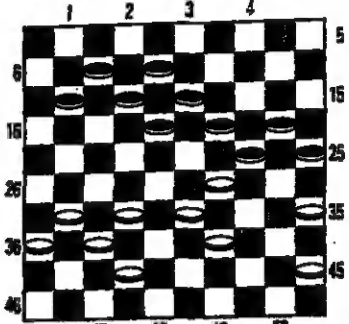
• Coup du marquis : une dame blanche et un pion blanc prennent en cage un pion noir pour plonger une dame noire dans un effroyable cauchemar (très bref dans ce schéma).



Les Blancs jouent et gagnent.
• Solution : 47-41 (37x46) [forcé car B + immédiat par prise de la dame] 33-24 [la caractéristique du thème] et si :
a) (46-41) 24-35 [mise en jeu du pion otage] (15x24) 35x rille le pion et la dame, +
b) (5-10) 24-35 (15x24) 35x5, + [thème des deux pions].

L'UNIVERS MAGIQUE

L'ancien champion du monde Deslauniers (Canada) forçait parfois le gain par des mouvements tactiques originaux et inattendus. En voici une illustration, avec les Noirs, contre l'italien Fanelli, lors du tournoi olympique mondial de 1964.



Les Noirs forcent le gain : (19-23) 39-34* (forcé) (23-28) 32x23* (25-30) 34x14 (13-19) 29x30 (18x47) [dame] 12x23 (47x15), N+.

SOLUTION DU PROBLÈME

n° 422

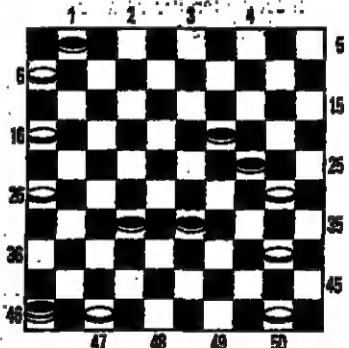
J. KOCKEN (1986)

Blancs : pions à 19, 23, 24, 29, 30, 34, 35, 39, 40, 41, 43, 49.
Noirs : pions à 7, 8, 9, 10, 15, 17, 22, 25, 27, 28, 32, 37, 38.

24-20 (15x44) 30-24 (37x46) 43-39 (44-33) 49-44 (38x49) 35-30 (49x35) 34-29 (25x34) 29x38 (32x43) puis destruction totale et d'une violence extrême 23x28 (46x14) 5x21 (35x19) 2x481, + fabuleux à partir d'une position cauchemardesque.

PROBLÈME n° 423

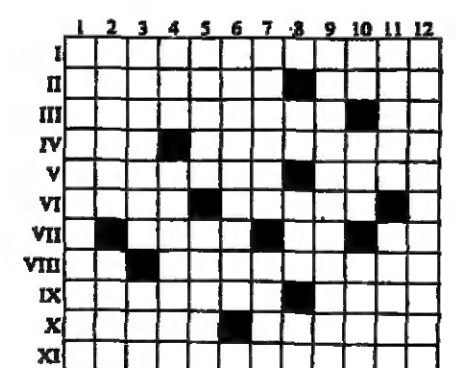
VAN TOL et VAN PROOYEN (Pays-Bas)

1^{er} prix « DE PRINS », 1950

Les Blancs jouent et gagnent.
Solution dans la prochaine chronique.
Jean Chaze

Mots croisés

n° 698



HORIZONTALMENT

I. Malgré ses deux parrains dans la CEI, il se sent un peu seul. - II. Pourvu qu'il ne soit pas contrôlé. Celui qui la possède va s'imposer. - III. Parviennent à tout stériliser. Conjonction. - IV. Gère des ailes. Unisaient. - V. En général il achète. Dame en Europe. - VI. Dans les Pyrénées. Dans la vieille Asie. - VII. Pousse à l'achat. Article inversé. Liaison grecque. - VIII. Article. Donne la distance. - IX. Sur la Côte. Décrit bien le consommateur. - X. On l'emploie. Serre le budget. - XI. Après les prêts.

VERTICALEMENT

1. Amplifié. - 2. Né. Point de suspension. - 3. Fait un bout de conduite. Prospère dans le bon sens. - 4. Va vers le but. N'admet pas la moindre tache. - 5. C'est du grec, cela. Changer l'atmosphère. - 6. C'est un coquin un peu dénoté. - 7. A nos

côtés, espérons-le. Pronom. - 8. Enfantin. Blait, bien sûr, sur l'Arche. Pronom inversé. - 9. Fait l'enfant. - 10. Article. Comme un légume. Dynamite. - 11. Monnaie. Rivière anglaise. - 12. Vont prendre le large.

SOLUTION DU N° 697

Horizontalement

I. Prothésiste. - II. Rameau. Rain. - III. Eveil. Grossi. - IV. Fallacieux. - V. Agel. Enfile. - VI. Bétail. Larex. - VII. Réinité. Ans. - VIII. Ise. Abaci. Va. - IX. SS. Achéron. - X. Un. Entoilait. - XI. Ebnisterie.

Verticalement

1. Préfabriqué. - 2. Ravages. - 3. Omelette. - 4. Teillai. Sen. - 5. Hala. INA. Ni. - 6. Eu. Cédit. - 7. Gin. Tacot. - 8. Irréfléchi. - 9. Saoula. Atr. - 10. Tisser. Rai. - 11. Era. Envoie. - 12. Saissimant.

François Dorlet

Echecs

n° 1472

TOURNOI
INTERPOLIS

Tilburg, 1991.
Blancs : V. Anand.
Noirs : G. Kasparov.
Défense sicilienne.
Variante Najdorf

1. d4 c5 16. Dc3! Cf7
2. Cf3 17. Td1 (m) Cf7
3. d4 c5 18. Dg7 Ff6
4. Cc4 Cb6 19. Dd6 Bc7
5. Cc3 d6 20. Fd5 (n) Tg8 (n)
6. f4 g5 21. Td1 d5 (n)
7. Fg3 (n) Cb7 (n) 22. S Cc6 (n)
8. b4 (d) Dd6 (n) 23. Dd6! Fg5 (n)
9. Fd3 Dc5 24. Dd7 Cc4 (n)
10. Cc4! (Dd6) 25. Dd6 Td8 (n)
11. Cc5 Td5 (n) 26. Fd3 Fc3+
12. Td1 Td5 (n) 27. Rf1 Fd4 (n)
13. Dd1 (R) Td6 (n) 28. Fd4 Td6
14. Fd4 Cc6 29. c3 shadow (v)

NOTES

a) Ou 6... Cb7; 6... d5 et 6... d6, ce dernier coup étant une invitation à entrer par 7. Fd2 dans la « défense de Scheveningue ». A déconseiller est 6... Cc6 à cause de 7. Cc6, bxc6; 8. d5, Cc7; 9. Fg4, dxc5; 10. 0-0, d6; 11. f5, Fc5+; 12. Rh1 et les Blancs ont une forte attaque.

b) 7. Df3, Dd6 est souvent joué avec la suite possible 8. a3 ou 8. Cb3.

c) 7... Dc7; 8. 0-0, b5; 9. a3, Fb7; 10. Dd2, Cb-d7; 11. Rh1, Fd7; 12. Df2, Tg8; 13. b4, Cb6; 14. a4, bxc4 laisse aux pièces blanches une grande activité (Gulfed-Epog, 1980). 7... b5; 8. d5,

dxc5; 9. dxc5, Cc5 (si 9... Cf-d7, Cc6); 10. Dg4, Cb4; 11. 0-0, Cc5; 12. dxc5, Fc5; 13. Fc3, 0-0; 14. Rh1, Fxd4; 15. Fxd4, Fd7 donne un jeu complexe (Kupreit-chik-Anikav, 1979).

d) Après 8. Df3, Dc7; 9. a4 (ou 9. g4 ou 9. Fc3), Cc5; 10. 0-0, b6; 11. Fd2, Fd7; 12. b4, Cc-d7; 13. Td1, Fd7; 14. Dd3, 0-0-0; 15. Dd3, Th-d8; 16. Dd2 les menaces sur le grand roque noir sont réelles (Ghizdavu-Ayarsky, 1971). 8. Cc3; Cc5; 9. 0-0, Fd7; 10. Dd1, 0-0; 12. d5! assure aux Blancs un net avantage (Novik-Saknev, 1990).

e) Le champion du monde ne rate pas une occasion de prendre l'initiative et entre dans une variante qu'il a analysée en 1983 avec Nikitine (« Systèmes de la Sicilienne avec... » 66 et... 66).

f) On trouve ce beau sacrifice de C, dont le but est d'enfermer la D noire, dans une partie de Firmin-Gheorghiu, Lone Pine, 1980.

g) Forcé, sinon 11. Td1 gagne la Dd2.

h) Kasparov suit ici un conseil de Gheorghiu et estime que ce coup de T « est intéressant à analyser ». Il est vrai qu'après 11... Dd4; 12. Cc4, Rf7 (12... Rd8 est encore plus mauvais; 13. Cc4, Dd5; 14. Cb6, Cc6; 15. Dd1! avec gain); 13. Cc4, Dd5; 14. d5, Cc8; 15. dxc6, Cc6; 16. g4, Dc8; 17. g5, Cc8; 18. f5, f6; 19. Fd4 l'attaque des Blancs est difficile à supporter.

i) Et non 12... Dxc2 à cause de 13. Cc3, Dd3; 14. Td3.

j) Avec T et deux C pour la D, les Noirs sont satisfaits.

k) Mais cette nouveauté n'était pas prévue dans les analyses de laboratoire du champion du monde.

l) Personne n'avait vu la pointe : 14... Td4; 15. Dc3! avec gain. Rendre du matériel est nécessaire.

m) Contrairement aux apparences, 17. Dc7 ne gagne pas une pièce : 17... Cf-d7; 18. Td1, 0-0; 19. Td6, Fd8!

n) Le grand maître indien de vingt-deux ans, « le plus rapide du monde », possède maintenant un avantage matériel incontestable, outre une position saine.

o) 20... Cc5 perd; 21. d5! dxc5; 22. Dc5, Fc5; 23. Dc5, Rd6; 24. Td1+, Cc5; 25. g4.

p) Encore maintenant 21... Cc5 est perdant après 22. d5! dxc5; 23. Dc5, Fc5; 24. Dd4+, Ff6; 25. Dd4.

q) Et ici aussi.

r) Et non 23... Rd6; 24. Dd6+, Rf7; 25. Dd6+ etc.

s) Les Noirs perdent aussi après 24... Rxd6; 25. Dxc8, Cx6; 26. Dd7.

t) Ou 25... Fc3+; 26. Rf1, Td8; 27. Dd4+!

u) 27... Cc2+ ne change pas le sort des Noirs : 28. Rf2, Fc6; 29. Dd4+!, Rd7 (si 29... Rf8; 30. Fb5+, Fd7; 31. Dd8+, Rf7; 32. Dxc5+, Rf8; 33. Dd6+); 30. Rxd2 sans crainte 30... d4.

v) Toute résistance est vaine. Naturellement, si 29... Txc4;

30. f6+ et 31. Dxc4. La seule défaite du champion du monde dans ce tournoi de giants.

SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1471

A.S. GOURVITCH (« Moscou échiquéens », 1989)

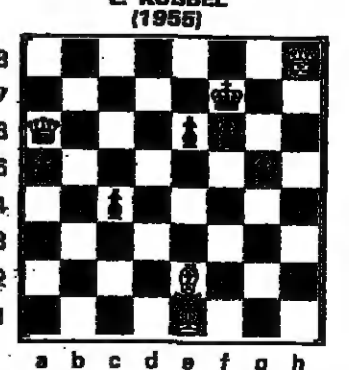
(Blancs : Ra7, Ta8, Fh7, Fd4. Noirs : Ra5, Ta2, Pb4.)

1. Fg8! Td2; 2. Fh3 B, Txb3; 3. Ta8 B, Bc4; 4. Bb6 mat. Une solution étonnante.

A noter que 2. Fg4 ne marche pas : 2... b3!; 3. Fb5, Tg2; 4. Td8! b2!; 5. Fg6 (g8), Tg6 (g8).

ÉTUDE N° 1472

L. KUSSEL (1955)



Blancs (3) : Rf1, Dh8, Fd2. Noirs (7) : Rf7, Dd6, Pa5, c4, e6, f6 et g5.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

TABLE

A cheval!

C'EST le 15 juillet 1862, il y aura bientôt cent trente ans, que s'ouvrit, construit par Charles Garnier parallèlement à l'Opéra, le plus vaste des hôtels parisiens : le Grand Hôtel. Ces six dernières années ont été consacrées à sa rénovation. Et son luxueux restaurant Opéra a désormais pour chef Jackie Fréon, garçon de grande qualité qui se devait enlever au Luté-
tia, l'en réparant.

Mais ce Grand Hôtel est un monument historique. Zola y fit mourir, dans la chambre 401, sa Nana, de la variole noire. L'impératrice Charlotte y logea, vint chercher auprès de Napoléon III secours pour son époux Maximilien (qui allait être fusillé au Mexique) et n'y reçut que les banales condoléances d'Eugénie.

J'ai raconté dans ma *Vie parisienne* qu'au bar (que Paul-Jean Toulet avait baptisé le « bain de cuir ») trois grands écrivains

avaient commis le quatrain suivant :
Gloire aux barbes de fer nocturnement éparées (Gide)
Effarant leurs poils morts dans les bras étendus (P. Louys)
Les sols, de corps jonchés au choc des métatarses (Valéry)
Ont vaporisé l'or des sables éparus (Gide).

Remarquons qu'André Gide, que l'on disait avaré, avait payé deux vers sur la tournée ! J'ai raconté aussi que mon « pote » Albert Simonin y avait en sa prime jeunesse sollicité un poste de « grouillot ». Que ce fut ici que l'académie Goncourt tint son premier déjeuner, le 26 février 1903.

L'attachée de presse « maison » ne le signale point dans sa documentation, de même qu'elle ne parle point du 6 février 1865. Ce fut pourtant ici une date historique où l'on vit Flaubert, Goncourt, Alexandre Dumas père, Nestor Roque-

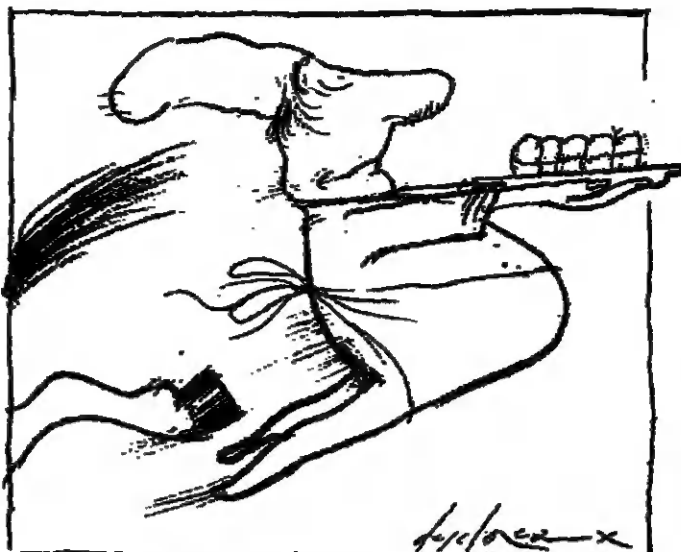
plan et, Roger de Beauvoir entre autres, assister au premier banquet hippophagique.

Il me semble que l'on voit moins, dans Paris, de « boucheries chevalines » (1).

Est-ce encore le souvenir de la loi de Moïse interdisant la chair du cheval ? On des nombreuses ordonnances de police qui l'interdirent au cours du dix-huitième siècle pour prévenir les maladies qu'elle était censée répandre ?

La dernière interdiction ne fut levée que vers 1830, après les rapports, notamment, de Farmentier (déjà ancien) et la propagande faite par le baron Larrey, qui en avait nourri les blessés de la bataille d'Eylau et avait fait déguiser à Masséna un pot-au-feu de cheval.

Mais c'est à l'instigation de Geoffroy-Saint-Hilaire qu'eut lieu, ce 6 février 1865, le premier banquet hippophagique au Grand Hôtel.



En voici le menu :
Vermicelle
au bouillon de cheval
Saucisson et charcuterie de cheval
Cheval bouilli, cheval à la mode
Ragout de cheval, filet de cheval
aux champignons
Pommes sautées
à la graisse de cheval
Salade à l'huile de cheval
Gâteau au rhum
à la moelle de cheval,

et pour arroser le tout, naturellement, un bordeaux Cheval blanc !
Aussi bien Dumas n'avait-il pas, dans son *Dictionnaire de cuisine*, expliqué que : « Tant que le cheval ne sera point élevé, nourri, engraisé comme le bœuf, il ne devra figurer sur la table que dans les temps difficiles » ?
Mais le *Larousse gastronomique* nous dit que la viande de poulain est tendre et savoureuse,

bien qu'un peu douceâtre, réputée fortifiante et digeste ! Et puis, après tout, le saucisson d'Arlès est (ou devrait être) saucisson de cheval !

On notera pour l'anecdote que le chef qui prépara le banquet se nommait Balzac. Et qu'Edmond Goncourt jugea cette viande « aqueuse et d'un rouge noirâtre ». Il fallut attendre l'an suivant pour qu'une ordonnance gouvernementale règle le commerce hippophagique (juin 1866).

Peut-être aurait-on pu, en cet anniversaire du banquet du 6 février 1865, demander à Jackie Fréon de nous proposer une création « chevaline » ?

La Reynière

(1) Pour les remettre à la mode, faudrait-il lancer le *horseteack* basé sur un rythme de jazz dans un « Cheval-lin » d'été ? Ouvert le dimanche, bien sûr !

Miettes

Fumées : Un lecteur parisien, le docteur D. Viza, antifumeur (de plus en plus, qu'il se réjouisse, les restaurants ont un « espace » non fumeur !) me signale la qualité gastronomique d'un Relais-Châteaux hollandais (le Kasteel Witten, Limbourg) où la carte indique en quatre langues qu'il est préférable de ne pas fumer la cigarette au restaurant et que cigares et pipes ont un salon réservé.

Découvertes des lecteurs : Elles ne sont pas toujours très précises (c'est ainsi qu'il m'a été parlé d'un restaurant en Arles qui doit exister ailleurs). Par contre le Carayon (à Saint-Sernin-sur-Rance - 12380) a séduit non seulement le *Boitin gourmand* qui vient de l'étoiler. Egalement à citer, le Beau Site (à Carabit - 15390) et l'Orée du maquis (à la Trinité de Porto-Vecchio, en Corse). Autre bon point pour le Mutia gourmand à Crozon, dans le Finistère (place de l'Eglise).

novotel créteil
FORMULE AUTOMNE/HIVER
Un plat du jour
un dessert, un café
25 cl. de beaujolais
110 F
(taxes et service 15 % compris)
rue Jean-Gabin
RN 186
94034 CRETEIL CEDEX
Tél. : 42-07-91-02

Berghotel
SCHATZALP
Enchantement et féerie
d'un hiver enneigé
pour jeunes et
moins jeunes.
Sur la face en-
soleillée du domaine
skiable, au pied des pistes.
Hôtel Belle Epoque alliant
le charme rétro au confort
le plus moderne.
CH-7270 Davos Platz
Tel. 194151/44 15 31 - Fax 43 13 44

ENTRE-METS

Le blanc-manger

DEUX ouvrages viennent de paraître dans lesquels j'ai retrouvé trace du blanc-manger, (peut-être devrait-on dire : des blancs-mangers !), dessert pratiquement disparu des cartes. Déjà, dans son ouvrage *Ma cuisine*, Escoffier pouvait écrire, en 1934 : « Le blanc-manger est passé de mode, du moins l'ancien procédé qui est remplacé par la mousse chantilly parfumée à l'amande et glacée ». Et il donnait la recette d'un blanc-manger moderne, mélange d'amandes douces et amères, pilées avec sucre en poudre, crème fraîche, kirsch, le tout glacé en moule à biscuit puis couronné, au service, de Chantilly.

Dans la *Gastronomie au Moyen Age* (Stock), Odile Redon, Françoise Sabran et Silvano Serventi nous disent que le blanc-manger était un moment quasi indispensable dans un banquet médiéval, de l'Italie (où il était servi en écuelle) à l'Angleterre en passant par la France. Et de nous donner deux recettes tirées du *Libro de Arte Coquinaria* de Maestro Martino. Certes, toutes deux comportent des amandes (le lait d'amandes était d'ailleurs essentielle de la cuisine de cette époque) mais aussi des blancs de volaille et du riz, avec même, pour l'une d'elles, du lait de chèvre.

En ce qui concerne la France, on s'intéressera au *Vandier* de Guillaume Tirel, dit Taillevent (une réédition en fac-similé de celle de 1892 vient de paraître, tirée à un millier d'exemplaires,

Régis Leboucq éd., BP 1 028, 59011 Lille Cedex). Taillevent, donc, nous donne quatre recettes : celle d'un blanc « mangier » fait d'un « chapon » (sic !) avec une « version pour un malade », celle d'un blanc-manger « à poisson » (brochet ou perche), et enfin celle d'un blanc-manger de carême, sans viande ni poisson. Mais, bien évidemment, tous avec des amandes. Tandis que Lancelot de Casteau, dans son *Ouverture de cuisine* (parue à Liège en 1604), nous parle d'un blanc-manger avec chapon ou poule, riz et eau de rose et propose un blanc-manger bittard avec chapon, vin blanc et amandes pelées et lavées.

Beauvilliers, enfin, nous donne (1814) une recette de blanc-manger, bien particulière, fait d'un bouillon de pied de veau sucré et citronné, arrosé d'une pointe de coriandre et versé sur des amandes douces (et deux amères) pilées. Il ajoute qu'au lieu de pied de veau, la gelée peut être de colle de poisson, pattes de volailles ou... corne de cerf !

Alexandre Dumas nous donne, dans son *Grand Dictionnaire de cuisine*, la recette de Beauvilliers mais aussi celle d'un blanc-manger frit (pâte faite de crème, farine de riz, zestes de citron, massepain et macarons écrasés, liée d'un œuf). Pas d'amandes là-dedans mais l'auteur des *Trois Mousquetaires* propose que l'on incorpore à la pâte des blancs de volaille rôtie pilés.

On le voit, les blancs-mangers sont multiples avec cette seule similitude : la blancheur du plat. Fagon ordonnait à M^{re} de Maintenon, en cas d'affection inflammatoire, un blanc-manger de blancs de volaille, amandes, sucre et jus d'orange.

En fait, les amandes sont indispensables, vieilles comme la Genèse (Jacob, lorsqu'il envoya ses enfants présenter ses cadeaux à Joseph, premier ministre du pharaon, les charges d'amandes, les plus précieux des fruits du pays de Chanaan !), mais n'oubliez point que l'amande amère contient de l'acide prussique, d'où une certaine toxicité, et qu'elle ne doit entrer en pâtisserie qu'à petites doses !

En vérité, l'actuel blanc-manger ne doit être qu'un entremets rendu blanc et parfumé par ces amandes, servi frais, voire glacé. C'est ce qu'Edouard Carlier, qui a pris pour enseigne l'illustre nom de Beauvilliers, a fait, mettant à sa carte un blanc-manger au coulis de framboises (*A Beauvilliers*, 52, rue Lamarck. Tél. : 42-54-54-42). C'est également formule proche que la glace au lait d'amandes et aux groseilles de la carte du Taillevent, autre illustre référence (15, rue Lamennais. Tél. : 45-63-39-94). Deux excellentes maisons où, pour être adaptée, la tradition gourmande est respectée.

L. R.

Semaine gourmande

Les Petites Sorcières

Mini-restaurant favori du quartier pour la cuisine, la gentillesse de l'accueil et... les prix ! Un menu déjeuner à 110 F ou un plat, une entrée, un dessert au choix pour 125 F. Un pichet de Bordeaux à 38 F. Et c'est bon, honnête et varié. A la carte, le soir, comptez 180/200 F. *Le Botin gourmand* l'ignore !

► Les Petites Sorcières, 12, rue Liancourt (14^e). Tél. : 43-21-95-68. Fermé samedi midi et dimanche.

L'Oustalon à Ivry

Cette aimable maison s'est agrandie et, pousse-rapière aidant, vous abordera foie gras et délices landais, escargots de Bourgogne et lotte provençale, gigot en croûte et cassoulet maison. A la carte 250/350 F. Par ailleurs, au 3 du même boulevard, le *Grill de l'Oustalon* devrait ouvrir bientôt. Il a de quoi « bicher » le « Papa Bicheron » !

► L'Oustalon, 7 et 9, bd de Brandebourg, à Ivry (94200). Tél. : 46-72-24-71. Carte bleue

GASTRONOMIE

LE SOUFFLÉ

L'enseigne annonce la couleur. Les amateurs n'auront que l'embarras du choix. Au fromage, aux crustacés, soufflé d'avocats et saumon fumé. Les sucrés au chocolat, au Grand Marnier ou à la framboise ! Tous bien gonflés et aériens. Claude, le maître des lieux, vous conseillera ; commencez votre repas par les rampeaux de moules à la fourme d'Ambert, ou par un foie gras suivi par une escalope de saumon soufflée aux tagliatelles, ou le ris de veau grand-mère ! Arrosez le tout d'un cahors ou d'un madiran. Environ 200 F.

36, rue du Mont-Thabor (1^{er}). Réservation : 42-60-27-19. Fermé dimanche. Service assuré jusqu'à 22 h 30.

On peut être très Turbot et savourer lentement.

Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Vieux de l'amarante et de l'anguille.
18, place de Cléry Paris 1^{er}
Réservation : (1) 40 74 44 70 - Fax : (1) 42 00 62 10

CHEZ HANSI
L'Alcove de Hansi dans le décor unique.
3, place du 18-Juin-1940 Paris 1^{er}
Angle Mustapassée Rue de Rennes
Réservation : (1) 45 44 58 42 - Fax : (1) 45 44 53 10

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

CREOLES	FRANCAISES TRADITIONNELLES	ALGEROISES	ETHIOPIENNES	ITALIENNES
LA VILLA CREOLE 19, rue d'Alsie, 2 43-64-92. Marmitte d'or de la cuisine Créole CRUSTACES-POISSONS DESSIRIER t.l.j. Jusq. 0 h 30. Huîtres, coquillages, crustacés Spéc. de poissons, viandes 9, pl. du Mal-Juin 17 ^e (voiturier) 42-27-82-14 - 43-80-50-72	RELAIS BELLMAN , 37, rue François-I ^{er} , 47-23-54-42. Jusq'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé sam., dim. LA COUR COLBERT , 12, rue Hôtel-Colbert 5 ^e . 43-54-61-99. T.L.J. Cadre XVII ^e ambiant. PMR 220 F.	LE DEY 109, rue Croix-Nivert, 15 ^e 46-38-81-64 Idem. lun. Tél. : 48-38-81-64 Cuis. traditionnelle : Bourck, Chorfa Choix de couscous et tagines algérois DANOISES ET SCANDINAVES COPENHAGUE, FLORA DANICA , 1 ^{er} étage 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41.	ENTOTTO 45-87-08-51. (F. dim.) 143, r. L.-M. Nordmann, 13 ^e Dorowott, Beyazetou av. l'Indjara. INDIENNES MAHARAJAH 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain. M ^{re} Maubert. SCE NON-STOP j. 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.	L'APENNINO , 61, rue Amiral-Mouchez, 14 ^e . 45-89-08-15. F/dim., lundi. ÉMILIE-ROMAGNE. THAILANDAISES BANGKOK CITY 13, r. Montagne-Sto-Genève 43-26-22-19. F. dim. VIETNAMIENNES NEM , 101-102, rue du Roulegh, 16 ^e . 45-27-76-92. F. sam. soir dim.

Les Navajos par la racine

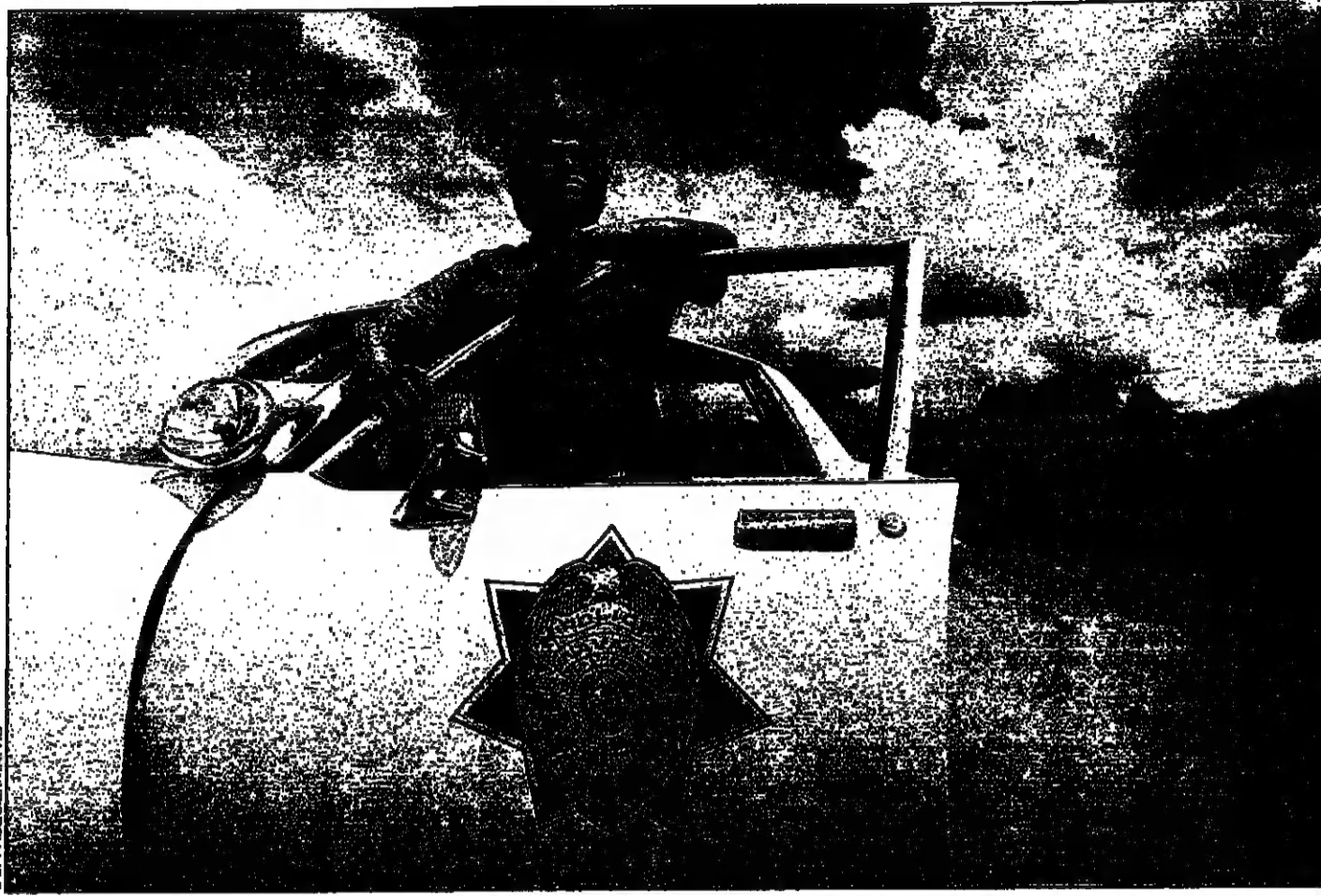
SANGLÉS dans leurs uniformes verts, coiffés d'un feutre à large bord, les hommes de la police tribale navajo ressemblent plus aux cavaliers qui exterminèrent leurs ancêtres qu'aux guerriers qui mouraient en Technicolor sur les écrans enchantés de mon enfance. Ils ont, pour s'habiller, des gestes de flics, et c'est avec un œil de flic qu'ils regardent le journaliste français qui s'apprête à patrouiller avec eux. Leonard Chee me fait visiter le poste ; entre deux messages radio, les *dispatchers* me sourient machinalement, les râteliers d'armes sont garnis de *riot guns* cadenassés et les cellules, de visages sombres aux regards fermés. Je me sens parfaitement exotique.

A Window-Rock, Leonard Sombrero, le chef de la police tribale, m'avait fait signer une décharge exonérant la nation navajo de toute responsabilité à mon égard. En arrivant à Shiprock, j'ai remis le papier à l'officier responsable. Il m'a demandé si j'avais bien compris ce que j'avais signé le matin même. Après cinq heures de route dans cette région d'une étrange absolue, j'ai trouvé la question judicieuse. Shiprock est le poste le plus important de la police tribale navajo après celui de Window-Rock (Arizona), capitale administrative de la Grande Réserve.

C'est dans ce chaos de pierres et d'arbustes rabougris que Jim Chee et Joe Leaphorn, les deux flics des romans de Tony Hillerman, jouent les Sherlock Holmes et les Wyatt Earp. Parce qu'ils sont à la fois officiers de police et navajos de pure souche, ils symbolisent l'histoire actuelle de ce peuple, qui tente de préserver son harmonie dans les limites étroites d'une immensité strictement jalonnée et cernée par les manifestations arrogantes de la culture de ses vainqueurs.

Je monte dans la Chevrolet Caprice. Pas de dépaysement : tous les policiers de ce pays se trimballent dans le même modèle. Leonard Chee sait qu'il porte le nom du héros que je traque mais il n'a pas lu les romans d'Hillerman. Il n'a pas le temps de lire. Après ses huit heures de service il rentre chez lui, à vingt-cinq miles au sud-ouest de Shiprock, et s'occupe de ses cinq gosses, de sa quinzaine de chevaux et de sa soixantaine de têtes de bétail. Au ralenti, la Chevrolet rôde autour d'un supermarché. Le problème, ici, c'est l'alcool. La vente en est interdite sur toute la Réserve, mais les *liquor stores* prospèrent sur les frontières et les *bootleggers* font de constantes incursions dans le territoire. « Plus que par les armes, c'est par l'alcool que les Blancs ont soumis les Indiens. » Je me souviens d'avoir entendu cette phrase dans un western oublié. Ici, elle me vrille la conscience, comme si je devais répondre des méfaits de quelque parent inconnu. A Gallup, j'en ai vu de ces Indiens qui titubaient au bord de la route, déshydrés par le mauvais whisky, expulsés par tous les patrons de bar qui, ici comme ailleurs, éjectent vertueusement leur fonds de commerce après usage.

Mais Gallup (Nouveau-Mexique) n'est pas sur la Réserve et, même si elle se proclame « capitale de la région indienne », cette ville, qui pourrait postuler au titre mondial de la mocheté, semble surtout être la capitale de l'usure. Le long de la mythique *road 66*, qui coupe la ville, les *pawn* (monts-de-piété) s'alignent où les Indiens engagent bijoux, armes et couvertures contre quelques dollars. Le mythe a un goût amer et la route 66 est bordée de boutiques de souvenirs qui parlent d'un peuple dont les parures d'argent et de turquoise ne sont plus que des artefacts dont la meilleure chance sera d'être



Chef de police indien.

arborés par des voyageurs nostalgiques.

La radio grésille un message incompréhensible et Leonard engage la Chevrolet sur une piste non goudronnée. Il a les dents serrées, je n'ose pas l'interroger. La voiture trace une ligne de poussière, une frontière précaire entre deux morceaux de nulle part. Cette fois, je suis vraiment dans le monde des bouquins d'Hillerman.

De Window-Rock à Shiprock, la route traverse les paysages rouge et vert de l'Arizona, grimpe jusqu'à l'incroyable parenthèse alpine que constitue le col des Chippas Mountains et plonge dans le désert du comté de Shiprock. C'est là que vit Jim Chee et c'est là que je subis mon initiation policière.

Le soleil s'installe et Leonard n'arrête pas de se planter. Il demi-tourne rageusement, quitte une piste pour s'engager dans une autre rigoureusement identique et semble suivre une route qui tient plus de la métaphysique que de la topographie. Pendu à ma poignée, les yeux le plus loin possible du compteur de vitesse, j'essaie de m'habituer à l'angle bizarre formé par la voiture et le paysage. Je sais maintenant où est « le grand nulle part » : j'y suis. Entre deux embardées, Leonard m'informe de la situation : dans ce désert de rocaïlle, un Indien rendu fou par l'alcool est en train de tabasser sa femme.

Une bonne part de la magie qui se dégage des romans d'Hillerman vient de la simplicité des personnages. Comme si le mal s'arrêtait aux frontières de la Grande Réserve. Comme si ce vaste territoire abritait le modèle d'humanité rêvé par Rousseau. De fait, et pour le pur produit de la sophistication occidentale que je suis, une administration qui mobilise le quart de ses forces de police en service pour aider une femme battue mérite, à elle seule, le voyage.

Avant de rencontrer Tony Hillerman pour la première fois, dans l'avion qui me menait à Albuquerque, je m'essayais à mettre un visage sur ses histoires. Je l'avais longtemps cru indien. C'était un erreur, car les romanciers indiens ne mettent pas leurs personnages en scène dans une modernité fictive. Ils parlent de l'Histoire et de ses conséquences, de la mort lente d'une nation et d'un pays où

Jim Chee et Joe Leaphorn, les deux policiers navajos de Tony Hillerman, romancier, journaliste retraité de l'agence United Press, mènent leurs enquêtes dans la Grande Réserve, aux confins des Four Corners, vaste territoire où se rejoignent les frontières du Nouveau-Mexique, de l'Arizona, de l'Utah et du Colorado. Reconnaissance sur place, en compagnie d'un homme de la police tribale, un vrai, et constat des dégâts. Assez noirs.

régnait jadis l'harmonie. C'est peut-être pour ça que, sur la Grande Réserve, les enfants des écoles apprennent à lire dans les romans d'Hillerman et non dans ceux des écrivains indiens. Il y a certainement plus de joie à chercher ses racines dans une fiction vivante que dans un passé meurtri. L'hypothèse indienne écartée, il me restait celle de l'anthropologie barbu et libéral choisissant la fiction comme médium de son savoir.

Erreur pire que la précédente : Hillerman n'est pas un savant, mais un amoureux tendre et précis. Parce qu'il est né pauvre dans un État (l'Oklahoma) où l'on est riche ou indien, il a gardé un sentiment de classe pour le peuple avec lequel il a grandi : « Les Indiens, et singulièrement les Navajos, sont définitivement partie du prolétariat agricole de ce pays. » Cette phrase m'a marqué. Mine de rien, elle traçait une frontière entre mes rêves de gamin cinéphage et la réalité fascinante et mélancolique que je voulais découvrir. C'est cette phrase qui m'a poussé à revenir, à demander comme une grâce la permission de venir subir ici, dans cette baignole de flic, l'expérience ultime d'un mouchoir plongé dans une essoreuse.

La voiture s'arrête. La lumière des phares et celle, colorée et alternative, du gyrophare éclairent une femme immobile, une hutte ronde, un *mobile home* posé sur des parpaings et un corral où l'on devine les ombres de deux chevaux. Je sais, par mes lectures, que la hutte est un *hogan*, l'habitation traditionnelle des Navajos, et que sa construction autant que son orientation obéissent à des règles précises. La femme vient vers nous. Je me sens à la fois gêné et curieux. Leonard est

tendu. Il me demande de sortir de la voiture et de m'éloigner du côté de la nuit : « Juste au cas où... » Pendant que je grelotte en évoquant toutes les implications de ce « cas où... », Leonard et la femme bavardent en navajo. La nuit est glaciale et le ciel lui-même me paraît étranger. Une légende indienne raconte que les créateurs du monde avaient soigneusement rangé les étoiles sur une couverture mais que le Coyote, l'esprit malin de la cosmogonie navajo, les avait, en secouant la couverture, éparpillées sans ordre apparent. Je n'entends pas de coyote, mais les étoiles m'ont l'air un peu perturbées.

Ayant échappé aux aléas du « cas où... », nous repartons. L'homme a disparu. Il cève sans doute sa cuite entre deux rochers. La voiture tient un cap à peu près rectiligne et Leonard, enfin détendu, me pose des questions sur la France. Oui, nous avons un régime démocratique, oui, nous avons aussi des crimes et une police armée mais nos voitures sont petites et, surtout, nous n'avons pas de *pick-up trucks*. A l'évocation d'un monde dépourvu de *pick-up trucks*, l'œil de Leonard se fait rêveur. J'ai l'impression d'être un auteur de science-fiction. Cette camionnette à l'arrière découvert est, dans cette région, plus qu'un moyen de transport : c'est un concept. Installée dans le paysage, assez haute de plafond pour abriter un homme et son chapeau, elle est le complément indispensable du cheval. Elle est la preuve d'un attachement viscéral à la vie sauvage. La preuve : Jim Chee en a une, mais pas Joe Leaphorn.

En revenant vers Shiprock, j'ai le sentiment de mieux comprendre les deux flics d'Hillerman. Le scepticisme de Joe Leaphorn, sa

façon proprement roulettiste de passer tous les faits « par l'éclat de la raison », cette manière de penser comme un Blanc tout en se fiant à son instinct indien sont autant de carapaces dressées contre le racisme. Un racisme d'autant plus pervers qu'il s'exerce contre les premiers habitants de ce pays. Si Joe Leaphorn ruse avec son indianité, c'est parce qu'il est né à l'époque où s'interrogeait sur la suprématie de la race blanche était une obscurité passible de prison. Jim Chee traite le même problème en militant. Après des études d'anthropologie, il a choisi de devenir flic dans la Grande Réserve et, comme si le fait de veiller sur son peuple n'était pas suffisant, il cherche à devenir chaman. Aussi malin qu'indiscipliné, il porte sa race avec l'arrogance des héros mythiques de sa tribu.

La voiture rôde à nouveau dans Shiprock. La nuit, qui d'ordinaire enlamine et met en scène les mystères déglissés du décor urbain, aplatis d'une couche de tristesse supplémentaire cette ville plate éparpillée au carrefour de deux *highways*. Peu de vraies maisons, mais de longs *mobile homes*, des caravanes sans roues qui semblent avoir renoncé depuis longtemps aux rêves de voyage, des centres commerciaux dont les néons s'éteignent avec le jour et des voitures de Blancs qui traversent, sans ralentir, ce lieu voué à une éternelle pauvreté. En sillonnant la Grande Réserve, une question lancinante s'impose : pourquoi a-t-on cherché à spolier cette nation d'une région assez vaste pour y abriter tous les crimes de la Terre, assez pauvre pour qu'y succombent tous les espoirs de lucres ? L'étrange et flamboyante magie de ce peuple qui palpite encore, comme une petite flamme vive et triste, dans l'imaginaire des enfants, les vieux comme les jeunes, d'une bonne partie du monde aurait-elle représenté un tel danger pour la civilisation qu'il fallait, à tout prix, qu'elle l'exorcisât jusqu'au génocide ? C'est à Chaco-Canyon (Nouveau-Mexique) et à Mesa-Verde (Colorado) que j'ai pensé trouver un début de réponse.

Chaco-Canyon, cuvette immense, aride, cernée par les parois verticales des mesas, torride en été, glaciale en hiver, sans eau ni arbres, un lieu si sauvage et

si bon qu'il en est rassurant, et Mesa-Verde, gigantesque haut plateau creusé par un canyon sans fin dont les falaises escarpées abritent, comme nichées dans leurs failles, les *pueblos* de villageois disparus dans la nuit des temps, sont les deux sites archéologiques les plus importants de la culture Anasazi. On ne sait rien de ce peuple pré-indien, sinon qu'il apparut dans ces canyons il y a un millier d'années, sans routes, roues ni chevaux, et qu'il disparut aussi mystérieusement, après avoir laissé les traces d'une civilisation aussi sophistiquée qu'incompréhensible. Les Navajos ont un véritable culte pour ces grands anciens, et les rares Blancs qui visitent Chaco-Canyon se saluent, comme si le fait de se croiser dans ce sanctuaire géant était le signe d'une ésotérique connivence.

Perdus au milieu d'une nature inviolée, ces sites sont les cathédrales de l'Amérique. Enfoncés dans les hautes vallées des montagnes Rocheuses, ils opposent aux éphémères et bruyantes manifestations occidentales le secret paisible de l'éternité. C'est peut-être cette éternité qui effrayait tant tous les tueurs d'Indiens.

On nous signale un Indien saoul. Un encore... Il a l'air de dormir dans sa voiture, mais Leonard le menotte et le fouille avec précaution. L'alcool est interdit, mais les armes sont en vente libre, et, deux mois plus tôt, à Tuba-City, un policier navajo s'est fait alimenter au Colt-45 par un poivrot insouciant. Rassuré, Leonard boucle son client dans la voiture avec une douceur qui devrait faire école chez nos policiers. J'ai l'impression, pour la première fois de ma vie, d'avoir assisté à une opération de maintien de l'ordre. La police tribale navajo veille vraiment sur son peuple. Un peu comme les deux flics de Chester Himes le faisaient avec la population de Harlem. J' imagine le même boulot confié aux *sheriffs rednecks* des comtés qui bordent la réserve...

Leonard se décide enfin à me demander ce que je viens faire ici. Je lui parle des tribus indiennes et de la place qu'elles tiennent dans le cœur et les jeux des petits Européens, de Little Big Horn, de Wounded Knee et des noms des grands chefs que l'on accroche dans la galerie de nos héros révolutionnaires. Un peu étonné de se voir élevé au rang de mythe dans un pays qu'il ne connaît que très vaguement, Leonard Chee m'avoue qu'il n'a en conscience d'être un Indien que vers l'âge de quatorze ans : c'était un patronage de Shiprock et il venait de voir son premier western. Il n'en parle pas comme du meilleur souvenir de son enfance.

Les patrouilles se terminent. On croise deux jeunes sur une moto. La moto n'a pas de phare et les deux gars n'ont pas de casque. Gyrophare, sirène et poursuite. Au premier virage, la moto valdingue dans le décor ; sans lumière, c'était prévisible. Un des deux types est allongé sur le dos, inconscient. Du sang suinte par ses narines. L'autre se traîne en gémissant. Jeans et cheveux longs, ils ressemblent aux ados de chez nous. Trois autres voitures de patrouille et deux ambulances rappellent en hurlant. On se croirait dans une série télé, sauf que ça a le sale goût d'une réalité soudain un peu absurde. En France, j'aurais gueulé contre ces abrutis de flics qui prennent le risque de courser, dans le noir, une moto sans lumière. Ici, je remonte dans la voiture et je regarde couler le sang de deux Navajos. Pour de vrai, cette fois.

Patrick Raynal